

La Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE RÉVOLUTIONNAIRE

Salariés et salariés

par R. LOUZON

**Ni américains, ni internationalistes :
inexistants**

par A. DANDO

Où en est, où peut aller l'Amérique ?

par U. THEVENON

Dans l'enseignement :

Bilan de six années d'autonomie

par R. HAGNAUER

**La liberté d'expression à la Fédération
du Livre**

par N. FAUCIER

A la recherche d'une tactique

par A. LAVAL

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois 400 fr.
Un an 700 fr.

EXTERIEUR

Six mois 480 fr.
Un an 850 fr.

Le numéro : 70 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la

Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2^e)

Téléphone : CENTral 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS

notre compte chèques postaux

Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 78 - Décembre 1953

Salarisés et salariés. — Le grotesque M. Dulles	R. LOUZON
Lettre d'Italie	L'homme de la rue
Ni américains, ni internationalistes : inexistants	A. DANDO
Où en est, où peut aller l'Amérique ? 45 jours avec les travailleurs des U.S.A.	U. THEVENON
Dans l'enseignement : Bilan de six années d'autonomie	R. HAGNAUER
La liberté d'expression à la Fédération du Livre	N. FAUCIER
A la recherche d'une tactique	A. LAVAL

Parmi nos lettres

« Les mains sales »	XXX
« Apôtres de la confusion ! »	LAVAL
Une défense de « F.O. »	DARMAGNA

La vie des cercles

Cercle Zimmerwald :
Les journées de Juin à Berlin-Est et les perspectives possibles.
(Benno Sarel, Bruno, Manès Sperber)

Entre nous

Lettres de :
Jean et Andrée (Lyon). — A.V. Jacquet (Rhône). — Thevenon (Loire). — R. Petitjean (Côte-d'Or). — J. Genevrier (Loire). — C. Dellerba (Alpes-Maritimes). — J. Laplaud (Charente-Maritime). — F. Rivière (Rhône). — J. Delpy (Paris). — Delaunay (Paris). — J. Fontaine (Rhône). — N. Fauquier (Paris). — J. Duperray (Loire) — Cadiou (Paris).

Faites-nous des abonnés.

LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se refera le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Peloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bagne policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

SALARIÉS ET SALARIÉS

Les formes juridiques sont souvent trompeuses ; il leur arrive de masquer complètement les réalités économiques.

Il suffit, par exemple, que deux faits économiques profondément différents et même exactement contraires se manifestent par une même relation juridique pour qu'on s'imagine que ces deux faits sont semblables et même identiques.

Il en est ainsi avec le salaire. Du fait que deux hommes ou deux groupes d'hommes reçoivent la rémunération qui leur permet de vivre sous forme de salaire, on déduit qu'ils appartiennent à la même classe économique, une classe qui serait celle des « salariés ».

C'est là une grossière erreur. Les salariés ne constituent pas une classe ; il y a des salariés qui appartiennent à la classe bourgeoise et d'autres qui appartiennent à la classe des prolétaires.

Ce qui sépare, en effet, les prolétaires des bourgeois, ce n'est pas que les premiers perçoivent leur revenu sous forme de salaire et les seconds d'une autre manière, c'est le fait que le prolétaire reçoit une rémunération inférieure à la valeur du travail qu'il exécute, tandis que le bourgeois reçoit, lui, une rémunération supérieure à celle du sien, et cela quelle que soit la forme sous laquelle cette rémunération est perçue, que ce soit comme salaire, comme « traitement », ou comme dividende. Autrement dit, et pour employer la terminologie classique de l'économie politique, les prolétaires sont ceux qui fournissent de la plus-value et les bourgeois sont ceux qui en bouffent.

Entre le salarié qui touche par mois vingt à trente mille francs et celui qui en touche plusieurs centaines de mille, il n'y a donc pas seulement une différence de degré, il y a une différence de nature. L'analyse économique aboutit au même résultat que ce que l'observation la plus élémentaire révèle : un fossé, un fossé de classe, sépare le balayeur des rues ou le mécanicien, du conseiller d'Etat ou du directeur d'usine, bien que les uns et les autres puissent n'avoir pour vivre que le salaire qu'ils touchent en fin de quinzaine ou au bout du mois.

Naturellement, il n'est pas très commode de déterminer avec précision à partir de quel salaire le salarié n'est plus un prolétaire, mais un bourgeois. Les statisticiens, s'ils avaient le courage de s'attaquer à ces problèmes fondamentaux, pourraient pourtant y parvenir avec une assez grande approximation, car la règle pour calculer ce salaire est simple. En gros, elle se réduit à ceci : diviser la valeur de la production totale d'un pays par le nombre des habitants, déduction faite de ceux qui ne travaillent pas bien qu'étant en état de travailler ; le salarié bien qu'en étant en état de travailler ; le salarié qui reçoit un salaire inférieur au quotient ainsi obtenu est un prolétaire, celui dont le salaire est supérieur est un bourgeois.

Ce sont là choses si évidentes que l'on a un peu honte à les dire. Cependant, le fétichisme des formes juridiques est tel qu'il cache cette réalité economico-sociale même aux yeux de ceux que l'on pourrait penser être parmi les plus avertis.

C'est ainsi que lorsque, au lendemain de la première guerre mondiale, on se mit à appliquer en France l'impôt sur le revenu, on vit les réformistes de la C.G.T., Jouhaux en tête, se dresser contre Marie Guillot, préférant se faire saisir et se barricader plutôt que de payer volontaire-

ment l'impôt sur les salaires, sous le prétexte que les gros salaires ne pouvaient pas ne pas être taxés et que, si les gros salaires étaient taxés, il était juste que les petits salaires — puisqu'ils sont aussi des salaires — le soient !

C'est ainsi que l'on vit pareillement, plus tard, Trotsky s'obstiner à prétendre, et, je crois bien, jusqu'à sa mort, qu'en Russie il n'y avait plus de classes, puisque tout le monde y était salarié ! Pour lui, le directeur de trust et la femme de ménage appartenaient à la même classe, bien que le salaire de l'un atteigne des trente et quarante fois celui de l'autre.

Le plus curieux est que parmi les gens qui raisonnent ainsi nombreux sont ceux qui se réclament de Marx, oubliant que le fait cardinal que le *Capital* met au premier plan de l'économie politique, et autour duquel il fait graviter tout le reste, est la plus-value.

Aujourd'hui, la nécessité de cette distinction entre salariés et salariés, entre salariés produisant de la plus-value et salariés vivant de la plus-value, est d'autant plus grande que l'identité entre les formes du contrat de travail liant les uns et les autres avec leurs patrons a amené les seconds, ceux vivant de la plus-value, à adopter les mêmes formes d'organisation et de lutte que les premiers, et même souvent à accoler leurs organisations et à accorder leurs luttes avec celles des premiers. Les plus hauts fonctionnaires, les « cadres » des grades les plus élevés, tous les « hiérarques », sont, eux aussi, syndiqués et font, eux aussi, grève à l'occasion — tout comme le plus misérable des prolétaires !

Il ne m'appartient pas de dire si cette confusion des classes dans la lutte contre le patron est un bien ou un mal, si de cette conjonction entre les salariés bourgeois et les salariés prolétaires, ces derniers peuvent tirer, ou non, avantage. Cela dépend d'ailleurs, sans doute, des circonstances, et une règle générale doit être assez difficile à formuler. Mais ce qui me semble certain, c'est que pour décider dans chaque cas de la conduite à tenir, il est utile de ne pas perdre de vue que la lutte des uns et des autres, même quand elle est commune, demeure d'une nature différente. Pour les prolétaires, il s'agit de diminuer la quantité de plus-value qu'ils fournissent, d'abaisser le degré de leur exploitation ; pour les salariés bourgeois, au contraire, il s'agit, non de diminuer leur exploitation puisqu'ils appartiennent à la classe des exploités, non de diminuer la plus-value qu'ils procurent puisque, loin d'en fournir, ils en consomment, mais simplement d'accroître leur part dans le partage de la plus-value.

Car, en dehors de la lutte de classes proprement dite, celle qui met aux prises bourgeois et prolétaires, il y a des luttes secondaires dont l'objet est de répartir la plus-value entre les différentes catégories de la bourgeoisie, telles que celles-ci sont déterminées par le mode juridique selon lequel elles perçoivent leur part de plus-value.

La lutte entre les propriétaires fonciers, recevant leur part de plus-value sous forme de loyers, et les capitalistes industriels, recevant la leur sous forme de bénéfices, en a été jusqu'ici la plus importante ; elle a rempli l'histoire de toute la première moitié du siècle dernier ; mais aujourd'hui, y a succédé une lutte non moins âpre entre les capitalistes industriels et les « managers », ces derniers étant ceux des bourgeois qui,

précisément, perçoivent leur part de plus-value sous la forme de salaires.

Dans ces luttes entre fractions de la bourgeoisie, toujours l'une d'entre elles, la fraction « montante », cherche l'appui du prolétariat contre la fraction déjà établie et qu'il s'agit pour elle de déboulonner. Pendant tout le temps de la révolution bourgeoise, le capitalisme industriel s'appuya sur le peuple pour renverser le pouvoir de la noblesse foncière allant jusqu'à accorder le suffrage universel lorsqu'il s'aperçut que cette arme était nécessaire pour renverser, tant en Angleterre qu'en France, le pouvoir des lords et des hobereaux.

De même, aujourd'hui, dans sa lutte contre les capitalistes propriétaires de leurs usines et de leurs capitaux, le manager salarié prend le mé-

me allié que celui qu'avait pris le capitaliste industriel contre le propriétaire foncier, parce qu'aujourd'hui comme hier la force de la classe ouvrière est indispensable à qui veut renverser la classe de la fraction de classe dominante.

De même que la bourgeoisie de 89, de 1830, ou de 48 avait les mêmes mots d'ordre que ceux du peuple, son allié : liberté, suffrage universel, république, et qu'il lui arrivait de se trouver sur les barricades à ses côtés, de même, le manager a le même mot d'ordre que le prolétariat : augmentation des salaires, et il lui arrive de se trouver à ses côtés pour faire grève.

Puisse, cependant, le prolétaire du XX^e siècle ne pas être dupe de la bourgeoisie des « managers », comme ses ancêtres du XIX^e l'ont été de la bourgeoisie des « entrepreneurs ».

LE GROTESQUE M. DULLES

Ce Dulles est vraiment impayable ! Ne voit-il pas qu'il déclare qu'il ne reconnaîtra pas le gouvernement chinois tant que celui-ci violera les principes de l'O.N.U. en accordant son aide aux patriotes vietnamiens qui combattent sous la bannière du Viet Minh !

M. Dulles veut rire ! La Chine viole en Indochine les principes de l'O.N.U. ? Mais M. Dulles a-t-il pris la peine de lire la déclaration des principes de l'O.N.U. ?

S'il l'a fait, il aurait dû voir que l'un de ces principes est que tous les peuples doivent être indépendants, et que, pour ceux qui ne le sont pas encore, il faut s'efforcer de mettre fin le plus tôt possible à leur état de dépendance.

Dès lors, étant donné que la guerre du Viet Minh est une guerre menée pour mettre fin à la dépendance de l'Indochine à l'égard de la France, il est bien évident que ceux qui violent les principes de l'O.N.U. sont ceux qui aident la France à maintenir sa domination sur l'Indochine et non ceux qui aident les Indochinois à s'en libérer. C'est la France qui, en faisant la guerre au Viet Minh, c'est l'Amérique qui, en fournissant à la France de quoi faire cette guerre, violent les principes de l'O.N.U., et non la Chine qui, aide, au contraire, ceux qui cherchent à faire passer ces principes dans les faits.

Il est vrai qu'avec sa fourberie protestante, M. Dulles prétendra que depuis que son pays a obligé la France à reconnaître solennellement l'indépendance des « Etats associés » et même à négocier avec eux pour commencer à leur accorder quelques pouvoirs réels, la guerre ne doit plus être considérée comme une guerre du Viet Minh contre la France, mais comme une guerre du Viet Minh contre les gouvernements « indépendants » de Bao Daï et consorts.

Eh bien ! acceptons ce point de vue ! Dans ce cas, la guerre indochinoise devient une guerre civile, et alors, de quel droit, en vertu de quel principe de l'O.N.U., une Puissance étrangère peut-elle y prendre part et y intervenir en faveur de l'un ou l'autre camp ?

La seule chose que pourrait prétendre M. Dulles avec quelque raison serait qu'il est contraire aux principes de l'O.N.U. d'intervenir dans les affaires intérieures d'un autre Etat et, par conséquent, de prendre parti dans une guerre civile.

Mais c'est là une chose que nous sommes tout disposés à admettre, et la Chine certainement aussi (au moins en ce qui concerne l'Indochine), à une condition, cependant, c'est que cette règle

soit appliquée par tous et à l'égard des deux parties.

Que la France et l'Amérique cessent d'aider Bao Daï et que la Chine cesse d'aider Ho Chi-minh : c'est là une proposition légitime et raisonnable, mais êtes-vous, M. Dulles, prêt à la faire ?

Si vous ne la faites pas, si vous ne vous déclarez pas prêt à cesser toute aide à l'armée française et « vietnamienne » le jour où la Chine cessera d'aider l'armée du Viet Minh, vous n'avez le droit de vous réclamer d'aucun principe de l'O.N.U. ; en en appelant à ses principes, vous n'êtes que grotesque.

Les seules principes dont vous pourriez vous réclamer sont ceux de Mussolini et de Hitler, qui pratiquèrent à l'égard de l'Espagne une politique de « non-intervention » exactement du même genre que celle que vous réclamez de la Chine, lorsqu'ils intervinrent avec leurs soldats leurs avions, leur argent en faveur de votre ami Franco, en même temps qu'ils interdisaient à la France et à l'Angleterre, au nom de la « non-intervention », d'appuyer, par quelque moyen que ce soit, la république espagnole !

Mais la Chine de Mao Tse-tung n'est pas la France de Léon Blum ; elle ne chie pas dans sa culotte.

Tant que la France et l'Amérique fourniront à Bao Daï soldats, avions et munitions pour faire la guerre à Ho Chi-minh, on peut être certain que la Chine, en plein accord avec les principes de l'O.N.U., fournira de son côté fusils, mortiers et D.C.A. au Viet Minh.

Le résultat en sera que le régime contre nature instauré par la France républicaine en Indochine finira par s'effondrer, tout comme, grâce à l'aide que vos ancêtres, M. Dulles, fournirent, il y a près d'un siècle, au « rebelle » Juarez, finit par s'effondrer le régime contre nature instauré au Mexique par la France impériale.

Et ce sera une belle défaite pour l'Amérique, plus encore que pour la France !

Voici vingt ans, M. Dulles, que votre parti, le parti des big business s'est fait vomir par le peuple américain parce que celui-ci le considérait, à juste titre, comme responsable de la plus grande défaite intérieure que votre pays ait jamais subie : la « dépression » de 29. Demain, il vomira de nouveau votre parti comme responsable de la plus grave défaite que les Etats-Unis auront jamais subie en matière de politique étrangère.

Ces deux défaites sont d'ailleurs dues à une même cause.

Votre gouvernement est un gouvernement de milliardaires, tout comme l'était le gouvernement de Hoover. Or il est très mauvais d'être milliardaire pour faire de la politique : on croit trop à la toute-puissance de l'argent.

Hoover s'imaginait qu'avec l'énorme puissance financière que constituaient ses commettants, il pouvait empêcher la crise. Au lieu, donc, de la laisser éclater en 1928, comme elle aurait dû le faire normalement (1), il utilisa toutes les ressources de l'Etat et des banques pour empêcher les événements de se dérouler naturellement ; il y parvint... mais seulement durant un an ; ensuite, les impératifs économiques furent plus forts que lui, plus forts que ses milliards, la crise finit par éclater et fut d'autant plus violente, d'autant plus grave, d'autant plus profonde, d'autant plus longue qu'elle avait été d'autant plus retardée. Au lieu d'une crise d'intensité normale, comme les précédentes, on eut, du fait de la présomption de Hoover, la « grande dépression ».

Aujourd'hui, c'est le même processus psychologique qui est en action. Aussi présomptueux que Hoover pensant arrêter le cours des cycles

(1) Voir la « R. P. » de 28 et de 29.

économiques par la puissance du dollar, vous vous imaginez arrêter la marche des peuples asiatiques vers leur libération par le moyen du flot d'armes et de fournitures que vos dollars vous permettent de fabriquer. Mais la marche de l'Asie vers sa libération est un phénomène encore plus impérieux, plus « nécessaire » que ne le furent les crises de croissance du capitalisme ; en conséquence, vous parviendrez très certainement, grâce à vos dollars, à retarder cette libération quelque peu, tout comme Hoover avait retardé la crise de 29, mais, tout comme la crise, cette libération ne s'en produira pas moins et, tout comme la crise, elle aura des effets d'autant plus destructifs pour votre parti, pour votre pays et pour le monde, qu'elle aura été plus retardée.

Ainsi que l'on dit ici, ce n'aura été que reculer pour mieux sauter.

R. LOUZON.

P.-S. — Une petite rectification à l'article de Boissel sur Reynier paru dans la dernière R.P. :

Ce n'est pas Vichy qui a envoyé Reynier dans un camp de concentration, mais le gouvernement Reynaud-Mandel, dans les derniers jours de mai 40.

Rendons à César...

Lettre d'Italie

La C.S.I.L. à l'attaque

La C.S.I.L. — qui a pour secrétaire M. Pastore — est partie à l'attaque par une grève générale de 24 heures (en octobre). La C.G.I.L. de Di Vittorio faisant contre mauvaise fortune bon cœur a adhéré à la grève, tout comme la U.I.L. (Unione Italiana del Lavoro), qu'il ne faut pas confondre avec la U.S.I. (Unione Sindacale Italiana), vieille organisation syndicaliste révolutionnaire qui eut pour secrétaires Alceste De Ambris, décédé, qui se réfugia en France pendant le fascisme, et Armando Borghi, actuellement directeur de l'hebdomadaire anarchiste *Umanità Nova*, publié à Rome.

Di Vittorio a essayé d'exploiter l'action déclenchée par la C.S.I.L. en écrivant que cela pouvait être le prélude à l'unité prolétarienne, et en proposant la constitution d'un « Comitato Unitario d'Azione ».

Le « non » de Pastore

Le secrétaire de la C.S.I.L. a répondu à Di Vittorio qu'il voulait bien faire des accords temporaires et limités, mais pas de comités d'action entre les organisations syndicales.

Les grèves générales — car il y en eut plusieurs — ont déterminé des prises de contact avec la « Confindustria », qui réunit *tous les patrons* d'Italie en une forte organisation de classe, alors que le prolétariat est divisé entre les suivantes pseudo-organisations : la C.G.D.L. (secrétaire, Di Vittorio), la C.S.I.L. (Pastore), la U.I.L. (Viglianesi) et le M.S.I. Movimento Sociale Italiano (organisation fasciste, secrétaire M. Roberti), qui a demandé sa participation à la discussion du nouvel accord avec la Confindustria et les autres organisations prolétariennes.

Les défaites

La division des travailleurs a favorisé les patrons. Les batailles livrées pour empêcher les renvois n'ont pas eu de résultats positifs.

L'occupation des fabriques pendant des semaines, des mois s'est terminée par des accords qui cachent mal la défaite ; partout, à la Magona de Piombino, aux Aciéries de Terni, à l'Ansaldo de Gênes, de Savona, de Milan, dans toute l'Italie, tout a mal fini.

Ainsi, une société renvoie un certain nombre d'ouvriers. Occupation de la fabrique, violences, parfois des blessés, des gens arrêtés, etc. La société diminue alors le nombre des renvois (au lieu de 2.000, 1.500), et l'organisation ouvrière appelle ça une victoire.

Avant de terminer que je vous dise ce qui est arrivé ces jours derniers à Reggio Emilia, forteresse des social-communistes. Les fabriques de la société « Le Reggiane » furent occupées par les ouvriers pendant une année entière, et l'occupation soutenue par quelques grèves générales — « chronométrées » — c'est-à-dire de quelques heures. Il y eut des incidents, des blessés, des arrestations.

La société « Le Reggiane », mise en liquidation, fut remplacée par les « Nuove Reggiane ». Les fabriques furent rouvertes et l'on embaucha de nouveaux ouvriers.

La Commission des Chantiers

Le 28 octobre, a eu lieu, toujours dans ces établissements (*Corriere della Sera*, Milano) l'élection de la Commission des Chantiers. Le résultat est le suivant : Inscrits 1339 ; votants 1311. C.S.I.L. (démochrétiens) 617 votes ; C.G.D.L. : 192. Pour les employés et les techniciens, la C.S.I.L. a obtenu 247 voix ; la C.G.D.L. n'a pas présenté de candidats...

Reggio Emilia a toujours été à l'avant-garde du mouvement socialiste. Ses députés furent toujours socialistes. A l'avènement du « communisme », Reggio Emilia devint un des centres les plus importants pour le communisme moscovite.

Aujourd'hui, les démocrates chrétiens vont de l'avant : c'est la Vendée cléricale qui s'étend par suite de la scission des travailleurs.

La plus urgente des tâches, pour nous, est de refaire l'unité prolétarienne, libre et indépendante

L'HOMME DE LA RUE.

Rome, 1-11-53.

NI AMERICAINS, NI INTERNATIONALISTES : I N E X I S T A N T S

Byzance : « Mahomet était à leurs portes, et ils discutaient encore. »

Comme chacun sait, le peuple français est le plus intelligent du monde. Au fond, c'est peut-être vrai.

Si l'on en croit Claveyrolas, l'intelligence c'est, étymologiquement, l'art de lier ensemble. De lier avec des idées. Et pour les idées, nous ne craignons personne, nous en avons à revendre. Il fut un temps, d'ailleurs, où les idées françaises avaient cours dans le monde. Mais c'est terminé. Aujourd'hui, le monde préfère le bifteck.

Nous savons tous qu'en fin de compte, ce qui l'emporte aujourd'hui aussi bien dans la compétition internationale que dans la lutte des classes, c'est le rapport des forces économiques en présence. Et cependant, nous continuons à préférer l'idée, le « principe », et leurs expressions : formules, textes, discours, etc. En bref, nous préférons la littérature et le raisonnement abstrait à l'action réalisatrice.

Aussi sommes-nous très facilement sectaires, car il n'y a de sectarisme possible que dans l'abstrait. L'homme d'action sait d'expérience que l'absolu ne se rencontre jamais dans le réel et qu'il faut choisir entre le désir d'action efficiente et la recherche de l'absolu.

Paradoxalement, plus on s'éloigne des faits pour entrer dans le domaine de l'idée, c'est-à-dire plus on se veut rationnel, et plus il est difficile de ne pas se laisser dominer par ses sentiments, autrement dit par son tempérament et, en dernière analyse, par ses viscères. Quand l'expérience n'appuie plus la pensée, ne la corrige plus, c'est l'affectivité seule qui donne aux arguments leur valeur relative et, par suite, détermine les conclusions. Et l'on est alors d'autant plus intolérant que rien ne peut prouver que l'on n'est pas dans le vrai. Les discussions se passionnent, s'enveniment parfois, et pendant ce temps on ne fait rien.

Chez les Anglo-Saxons, peuples réalisateurs, on trouve peu de groupes politiques ou syndicaux distincts, mais des économies saines et en expansion. Chez les latins, peuples bavards, une multitude de groupes et groupuscules et des économies stagnantes. Certes, on est libre de préférer l'idée, la pureté du principe, au frigidaire, voire au bifteck, mais alors il faut le dire et renoncer à compter comme force dans le monde moderne.

En France, nous persistons à vouloir nous battre avec des idées contre des forces. En ce moment, par exemple, le pays se passionne autour d'un papier : chacun a ses idées sur l'armée européenne, c'est-à-dire sur le rapport de forces qui doit exister entre l'Allemagne et la France, et qui sera, paraît-il, déterminé par ce papier. Pendant ce temps, notre capacité de production piétine, alors que l'Allemagne, en plein essor, prend les uns après les autres nos marchés extérieurs et s'impose de plus en plus comme puissance économique. Et nous voulons changer cela avec un papier ! (1).

Nous discutons aussi pour savoir dans quel camp il convient de lancer les forces syndicales. Mais

de quelles forces s'agit-il ? En tant que syndicalistes, nous n'existons pas. La C.G.T. exceptée, aucun syndicat n'a plus le moindre poids dans la vie du pays. Personne ne compte plus avec nous. Et nous voudrions agir à l'extérieur des frontières ? Il paraît douteux que Louzon et ceux qui seront de son avis parviennent à avoir sur le camp américain plus d'action que le cercle Zimmerwald n'en a eu jusqu'ici sur la révolution internationale.

En fait, nous mourons lentement, en tant que syndicalistes, parce que nous ne savons pas au juste si nous voulons défendre des principes, ou notre bifteck. Il faudrait dire une bonne fois si le syndicalisme est un prétexte pour justifier l'existence de petites chapelles où l'on cultive des idées, ou bien si les syndicats sont des instruments à l'aide desquels les travailleurs veulent fortifier leur position d'abord et s'emparer du pouvoir ensuite. Poser le problème de cette manière n'est ni une boutade ni une exagération. Il n'est pas sûr qu'au fond de leur cœur certains d'entre nous ne préfèrent pas rester éternellement dans l'opposition, parce que c'est le seul moyen de ne pas corrompre les principes. N'entend-on pas dire de temps en temps parmi nous que l'apparition d'un régime autoritaire en France serait peut-être le meilleur moyen de rendre la vie au syndicalisme ? De quelle espèce de syndicalisme s'agit-il là ? ou plutôt de quel aspect du syndicalisme ? L'héroïsme est une chose, l'organisation de l'économie au profit des travailleurs en est une autre. Quelques-uns d'entre nous n'ont pas hésité à risquer leur peau à plusieurs reprises pour la cause de la « révolution ». Puis lorsqu'ils se sont aperçus que quel que soit le régime, le problème majeur restera celui de l'organisation de la production, ils ont préféré se retirer. Ou bien, ils évitent d'en parler, et si vous leur dites que les salariés devraient s'initier à la gestion de l'économie et des entreprises, ils vous répondent que vous êtes sur le point de collaborer avec le patronat.

Il ne s'agit cependant pas de collaboration. Par exemple, tout le monde sait qu'il existe en France de nombreuses entreprises parasitaires : trop vieilles, mal équipées, ou géographiquement mal placées, elles gaspillent de l'énergie, emploient mal leur main-d'œuvre, etc. Il en résulte un affaiblissement de notre capacité de production dont les travailleurs, et non les patrons, font les frais. Dans tous les domaines, on assiste en France à un gaspillage des ressources et des forces. Pourtant, les syndicats n'ont jamais été capables d'étudier un secteur de production, de dénoncer d'une manière précise les abus, les parasites, et de proposer des solutions concrètes : déplacements de main-d'œuvre, regroupements d'usines, etc. Nous nous contentons de défendre des idées, et c'est pourquoi les gars de la base s'en vont : ils attendent des réalisations, non des idées.

On peut voir, en lisant la presse syndicale, que des camarades ont des idées précises sur la valeur personnelle et la politique de Bevan et d'autres chefs syndicalistes étrangers. On peut voir aussi que beaucoup de temps est consacré à discuter ce qui se passe dans les états-majors des fédérations.

(1) Je précise que je n'ai aucune « idée » sur l'armée européenne. Je me borne à constater que la plupart de ceux qui s'y intéressent passent à côté du véritable problème.

à juger si tel qui a telles idées ne devrait pas être remplacé par tel autre qui a des idées différentes. Les militants de la base nous diront-ils si tout cela leur est d'une grande utilité dans la conduite de leur action quotidienne ? On reste rêveur lorsqu'on songe à ce que pourrait être la force du syndicalisme si une partie du temps passé à ces discussions avait été consacrée à l'étude de problèmes économiques concrets.

Les syndicats ont des antennes partout. Il leur serait donc possible de créer un vaste réseau d'information, de grouper des documents, des chiffres, de préparer des programmes puis, au moment opportun, de dénoncer des abus et d'imposer des réformes. Mais ce travail d'étude, d'étude en vue de l'action, ils ne l'ont jamais entrepris, et c'est pourquoi ils sont désarmés.

On a beaucoup parlé des grèves d'août dernier. Victoire ou défaite ? Si l'on n'est pas d'accord, c'est que l'on confond deux choses cependant distinctes. Des salariés — non des syndicats — se sont soulevés pour protester contre des mesures qu'on voulait leur imposer. S'ils sont parvenus à obtenir l'annulation de ces mesures, ils ont remporté une victoire. Mais les syndicats ? Les syndicats instruments de lutte pour une organisation de l'économie favorable aux travailleurs ? Du point de vue des possibilités d'action, la situation était inespérée. La vie économique pratiquement arrêtée ; l'opinion générale convaincue que la gestion des affaires du pays est catastrophique et qu'il faudrait des mesures énergiques dont les ministres sont bien incapables ; les « troupes », spontanément mobilisées, avaient encore de belles réserves de volonté de lutte et cherchaient des mots d'ordre. Pourtant, pas une centrale, pas un cercle d'études, pas une chapelle, n'ont été capables de proposer un programme simple d'assainissement économique. Voilà une belle occasion perdue, pour les syndicats, de s'affirmer comme force « éclairée », pour les travailleurs d'accroître leur niveau de vie.

Il est facile de comprendre pourquoi nous n'avons jamais attaqué ces problèmes comme il aurait fallu. Ce n'est pas que nous ignorions qu'ils se posent puisque certains d'entre nous, isolés et avec de trop faibles moyens, ont essayé d'en aborder quelques-uns (Collinet, Laval). C'est que nous avons peur, en nous frottant de trop près à la réalité, d'abîmer nos principes. Car nous savons bien que si nous nous mêlons d'organisation économique, nous nous heurterons inévitablement à la question suivante : quel que soit le régime, un grand nombre d'hommes devront continuer pendant longtemps encore à passer le plus clair de leur existence dans l'atmosphère inhumaine des ateliers et des usines. Et il faudra que leur travail y soit organisé, discipliné. Allons-nous prendre cette organisation, cette discipline en mains ? Voilà le véritable dilemme — on pourrait presque dire le drame — pour des hommes qui voudraient ne pas corrompre les principes et ne militer que pour la liberté. C'est parce que cette question nous gêne que nous préférons nous occuper d'autre chose, projeter notre intérêt dans le domaine des doctrines, au-delà de la réalité immédiate. Pendant ce temps, une révolution se prépare dans notre pays même. Sous nos yeux. Et sans nous.

Lorsque, dans toutes les couches sociales d'un pays, on commence à mettre en cause la validité du régime et que, parallèlement, une classe ou une catégorie se rend compte qu'elle joue un rôle essentiel et qu'elle est en mesure de gouverner beaucoup mieux que ceux qui sont au pouvoir, il y a de fortes chances pour qu'une révolution survienne sans tarder, au profit de cette classe ou catégorie. Or, nous en sommes exactement à ce point.

Les mœurs « républicaines » sont restées en

France ce qu'elles étaient du temps de Balzac. On accède aux postes de commande du pays parce que l'on appartient à un certain milieu, ou parce que l'on est l'amant de la femme d'un personnage important, ou parce qu'on s'est livré avec succès à certains marchandages peu avouables. Jusqu'à présent, cela n'avait pas des conséquences très graves puisqu'il s'agissait uniquement de politique et que des hommes ainsi recrutés devaient, tout compte fait, être d'assez bons « politiques ». Mais voilà que, depuis quelques années, l'Etat joue un rôle prépondérant dans le fonctionnement économique du pays. Et pour gérer une économie, il ne suffit pas d'être un brillant causeur ou un habile manœuvrier. Il y faut de la science, une science qui fait totalement défaut à nos « élites » dirigeantes. Aussi notre économie s'en va-t-elle à vau-l'eau, alors que la plupart des pays voisins connaissent un essor ininterrompu depuis la fin de la guerre. C'est précisément cela qui frappe les Français, à quelque classe qu'ils appartiennent. Car, si les ouvriers sont mécontents de la stagnation de leur niveau de vie, les industriels le sont du ralentissement des affaires et les paysans de la mévente de leurs produits.

On finit par se dire que le gouvernement doit bien y être pour quelque chose et, à y regarder de plus près (chose qu'on n'aurait pas été tenté de faire si les affaires avaient bien marché) on s'aperçoit qu'au fond les ministres « n'y connaissent rien ». Chose plus grave, on sait bien que ce n'est pas une question de cabinet, puisque le régime actuel ne sera en aucun cas capable de sécréter des gouvernements plus compétents. C'est donc, implicitement, le régime qui est en cause. Implicitement seulement car pour l'instant ces idées ne sont pas encore clairement exprimées. Mais elles sont dans l'air et, à la première occasion, elles vont déferler sur le pays et s'imposer à tout le monde. Des articles comme ceux que viennent de publier Mauriac, Jules Romains, Servan-Schreiber donnent même à penser que cette « prise de conscience » générale pourrait être très prochaine.

Après cela, il suffira de peu de chose pour que le régime soit pris en mains par de nouveaux venus, d'autant plus que ces nouveaux venus sont déjà dans la place. Ce sont eux qui, pratiquement, assurent la marche, à défaut de la direction, de l'économie ; de plus, ce sont des « hommes de science » ; enfin, ce sont des hommes d'action, habitués par leur métier à juger en fonction de faits, et non d'idées. Ils viennent de se réunir à Rome en un « premier congrès international des Ingénieurs », et les rapports présentés à leur tribune ne font aucun doute : ils savent qu'à brève échéance on sera obligé de faire appel à eux. Nous les verrons bientôt au pouvoir, et ils feront leur révolution, probablement sans violence mais avec méthode, une méthode qui risque fort de devenir implacable.

Voilà un problème plus urgent que la révolution internationale des travailleurs. Comment les syndicats français vont-ils se comporter dans cette révolution que d'autres feront à leur place parce qu'ils ont été incapables de la préparer ? Peut-être les penseurs du syndicalisme diront-ils qu'il n'y a pas de problème, que cette révolution-là n'est pas la leur et qu'elle ne change en rien leur attitude. Les choses ne sont peut-être pas aussi simples que cela.

Ici encore, le point de vue des « masses » sera différent de celui des penseurs. Ici encore, les uns songeront à leur niveau de vie alors que les autres se préoccupent de sauvegarder des principes.

Or il n'est pas douteux que, au début tout au moins, les objectifs économiques des ingénieurs coïncideront avec les désirs des ouvriers. Pour l'instant, en effet, ouvriers et ingénieurs consti-

tuent l'une des deux parties en présence dans la lutte économique. (Laissons à part les agriculteurs dont la situation est très différente.) Ils sont ceux qui produisent les biens que les autres se partagent. En face d'eux se trouve tout le reste de la population, et pas seulement les « capitalistes » au bon vieux sens du terme, mais aussi tous ceux qui sont censés fournir ce que l'on appelle des « services », et dont il est difficile de savoir s'ils sont vraiment utiles à la collectivité, ou s'ils se contentent de se nourrir aux dépens des producteurs sans fournir quoi que ce soit d'utile en échange, ou encore s'ils sont tout simplement nuisibles parce que leur présence s'oppose à l'assainissement de certains secteurs. S'il est évident par exemple, que les postiers et les enseignants sont utiles, on ne saurait en dire autant de bien d'autres catégories de fonctionnaires. La confusion est telle actuellement que certains corps d'administrateurs dont l'utilité sociale est pour le moins douteuse appartiennent aux mêmes centrales syndicales que les ouvriers.

Ce que veulent les ingénieurs, c'est une économie « qui marche bien », c'est-à-dire qui utilise au maximum les ressources du pays. Ils essaieront vraisemblablement de réformer les structures périmées, de fermer les usines « marginales » pour en créer ou en développer d'autres, et ils s'attaqueront aussi à tous les inutiles et parasites. Or c'est précisément des programmes de cette nature qui, seuls, peuvent actuellement contribuer à élever le niveau de vie des ouvriers. Un gouvernement socialiste, ou syndicaliste, ne commencerait pas autrement.

On peut déjà imaginer un certain nombre de conséquences. Que feront les syndicats ouvriers lorsqu'on leur proposera de supprimer quelques catégories de fonctionnaires, leurs camarades de la veille ? Faudra-t-il réviser la notion de « salariat » ? Prendront-ils part à cette réorganisation de l'économie qu'ils n'auront pas été capables de réaliser par eux-mêmes ou bien s'y opposeront-ils sous prétexte qu'elle ne vient pas d'eux ? Sauront-ils se montrer assez forts, ou à défaut assez habiles, pour que l'organisation scientifique du travail reste ce qu'elle aurait toujours dû être, c'est-à-dire la suppression des tâches inutiles et non une méthode perfectionnée pour faire suer un peu plus le burnous ?

Toutes ces questions demanderaient à être étudiées sérieusement. Nous devrions utiliser le peu de temps qui nous reste pour essayer de nous donner cette formation économique que nous avons négligée jusqu'à présent et dont le défaut est notre plus grande faiblesse. Tout n'est pas perdu encore, car les chefs de demain auront eux aussi bien des choses à apprendre en matière d'économie. Mais le temps presse.

La révolution est à nos portes, et nous discutons encore.

André DANDO.

Est-il vrai...

Que M. Auriol a sur son bureau un rapport du doyen des juges d'instruction de Tunis expliquant pourquoi il lui est impossible de poursuivre les meurtriers de Farhat Hached, assassiné il y a un an ?

Si oui, est-ce que M. Auriol a l'intention de quitter la présidence de la République sans donner à ce rapport la suite que l'honnêteté la plus élémentaire comporte ?

Parmi nos

LETTRES

« Les mains sales »

Evidemment, la question ne saurait passionner les lecteurs de la R.P. qui ont d'autres soucis que de se pencher sur le sort des prêtres ouvriers. Toutefois, si l'on prétend la poser, il faut le faire correctement sous peine de se voir accuser de se moquer du public.

Nul plus que moi n'admire Louzon. Il est un des ornements de notre revue et l'impétuosité même avec laquelle il prend fait et cause n'est pas la moindre séduction de son génie. Personne, au surplus, ne lui conteste, dans de vastes domaines, une réelle compétence. J'en connais plus d'un qui s'émerveille de l'acuité de sa vision et même de ses prévisions. Pourquoi faut-il que le même homme soudain déraile quand il aborde certains sujets où la passion ne saurait compenser un manque absolu d'information ? Les « Notes » qu'il vient de consacrer aux prêtres ouvriers ne sont pas sérieuses, disons le mot. Louzon est libre de juger cette expérience sans ménagements. Mais pourquoi en proclame-t-il si vite la liquidation ? Pourquoi ? Parce que cette expérience ne saurait cadrer avec la conception qu'il a du rôle de l'église catholique ? Dès lors, elle est un scandale logique et elle doit disparaître. Tel est le mouvement de son esprit.

On étonnerait sans doute beaucoup Louzon en lui disant qu'il a une forme très scolastique d'intelligence. Il réduit, comme saint Thomas, le monde des objets à des systèmes d'une parfaite cohérence rationnelle, mais sans référence au réel vécu, existant, qu'il assimile à des concepts pouvant cadrer avec sa démonstration. C'est souvent très brillant, très ingénieux, très excitant. Par rencontre, c'est quelquefois juste. Mais ce peut être faux, malheureusement. Cependant, Louzon n'en démord pas. Il continue à aligner imperturbablement ses syllogismes. Ça le conduit parfois très loin : Monatte relève dans le dernier numéro de la R.P. les avatars du « parti américain ». A-t-on remarqué qu'il s'agit ici de la conclusion d'un raisonnement logiquement impeccable ? Si l'on pose en effet que les préjugés nationalistes représentent l'obstacle majeur à l'unité mondiale et si l'on ajoute que les U.S.A. sont la seule force entraînant qui puisse vaincre ces résistances, il en résulte que nous devons rallier la puissance américaine, dussions-nous y perdre quelques illusions. La démonstration n'a point de faille.

Pour en revenir à cette expérience des prêtres-ouvriers, on commencera par affirmer que l'Eglise définit une fois pour toutes, dans son essence, comme une force de réaction sociale ne saurait être que l'ennemie du prolétariat. Si donc elle délègue ses prêtres dans les usines ce ne peut être que par suite d'un malentendu tout provisoire, d'une fausse manœuvre involontaire d'on ne sait trop qui. En conséquence, une telle initiative ne saurait se prolonger. Et, en effet, le Pape vient de la condamner.

Le malheur, encore une fois, c'est qu'ici les faits démentent cette singulière argumentation. Le pape n'a rien condamné du tout. Le fera-t-il ? Je n'en sais rien. Je sais seulement que la question est ouverte, qu'on en discute à Rome où se trouvent, à l'heure où j'écris, plusieurs cardinaux français, que des mesures ont été prises, comme la fermeture provisoire du séminaire de Limoges et le rappel de certains séminaristes travaillant en usine, mais que tous les prêtres ouvriers (une centaine) sont restés en place. Je devine que l'Eglise catholique, ou, si l'on veut, la hiérarchie, éprouve le désir d'examiner le bilan et le déroulement d'une expérience qui a pu apporter, à côté de certains éléments positifs, de graves mécomptes en particulier sur le plan politique où l'on a vu des prêtres ouvriers manœuvrés comme des enfants de chœur et brûler l'encens sous le nez des grands dignitaires du communisme. Mais de là à violer les secrets d'un conclave et à affirmer que « le pape vient d'interdire à ses prêtres de se

salir les mains », il y a un fossé que Louzon, trop pressé, franchit d'un pied léger. Son erreur, au fond, est toujours la même. Elle consiste à raisonner sur l'Eglise comme une sur une figure de géométrie, de l'enfermer dans une définition ne varier qui rende possible les ivresses de la déduction. Or, l'Eglise n'est pas un être de raison, elle est une réalité vivante. Elle est en devenir, de ce devenir des choses de l'esprit qui échappe aux nécessités de la dialectique matérialiste. Elle « existe ». Louzon ne veut pas le voir. Il installe l'Eglise dans l'éternité des concepts au lieu de la découvrir dans une histoire au cours de laquelle ses prêtres n'ont pas toujours eu ces mains blanches qu'il leur reproche mais ont tout au contraire fondé leur prestige (du moins à certaines époques) sur une efficace contribution au travail social.

Sans remonter au temps de la primitive église, de son fondateur qui fut charpentier, des apôtres qui gagnèrent leur vie en pêchant ou de saint Paul qui tissait des cordages, sans vouloir observer que le christianisme contribua efficacement à réhabiliter le travail manuel où l'on confinait les esclaves, on devra reconnaître que le moyen âge vit fleurir une civilisation chrétienne où l'ouvrier était à l'honneur et où l'opposition si injurieuse entre le travail des mains et celui de la pensée n'avait pas encore dressé, comme dans notre société laïcisée, deux mondes l'un contre l'autre. Qu'on songe au magnifique développement des corporations ouvrières placées sous le patronage de quelque saint. Qu'on songe surtout à ces monastères où la règle faisait obligation aux clercs de travailler physiquement (sept heures par jour dans la règle de saint Benoît) dans les intervalles laissés par l'étude et la prière. Les mains consacrées étaient aussi des mains calleuses qui tissaient des étoffes, forgeaient le métal, façonnaient des chaussures, « faisaient » de la terre (1), créaient des entreprises qui furent à l'origine de centres industriels dont certains subsistent encore, élevaient des murs et lançaient des charpentes miraculeusement équilibrés qui faisaient, beaucoup plus tard, l'admiration des Compagnons du Tour de France et qui confondent encore aujourd'hui notre orgueil technicien.

Si l'Eglise, donc, a pu, dans le passé se trouver du côté du peuple qui travaille de ses mains, il n'est pas impossible qu'elle revienne à cette tradition et qu'elle échappe à un destin qui semblait, au moins en France (reconnaissons-le), la situer du « côté du manche ». Déjà de puissants remous se sont fait sentir que les communistes ont tenté d'utiliser. Il faut le dire : il y a des catholiques, jeunes ou vieux, manuels ou intellectuels, qui se sentent et se veulent peuple. Faut-il leur apprendre qu'ils se trompent ? ou les livrer, par mépris, aux manœuvres d'accaparement des communistes ? Par mépris, mais aussi par paresse devant la nécessaire reconsidération d'un problème qu'on croyait résolu ? Faut-il se refuser à ouvrir ses yeux et son cœur devant ce renouveau ? La question ne devrait pas se poser à des lecteurs de la R.P. qui ont gardé le goût de la générosité et de la libre recherche. Je sais bien que tout les éloigne de cette « conversion » et, en particulier, leurs traditions libertaires. Mais si la vérité est à ce prix ? Ils admettront que la pire des servitudes c'est bien cette fausse sécurité de l'esprit qui s'endort dans le confort des idées qu'on n'éprouve plus. Cette immobilité est proprement la mort de l'intelligence et il n'est d'existence digne de ce nom (et de vrai courage) que celle qui se montre capable, même au bout de la route, même au moment où l'on voudrait enfin souffler au gîte des certitudes acquises, de tout remettre en question, y compris ce lot d'opinions, de croyances, de préjugés, d'options, d'amours et de haine que nous nommons notre philosophie.

Là-dessus, je regretterais que Louzon cessât de se faire entendre. Nous avons encore tous besoin de ses leçons et de ses paradoxes. S'il s'égare parfois il excelle à secouer la torpeur de ses lecteurs et c'est une fonction bien utile dans un temps de confort

(1) « A l'époque carolingienne, la concession de terres incultes à des monastères est un procédé normal de défrichement. »

(Calmette. « Le Monde Féodal »).

misme intellectuel. Après tout, la R.P. n'a pas à constituer une doctrine du syndicalisme révolutionnaire. Celui-ci est bien plutôt un empirisme qui s'alimente aux sources de l'action beaucoup plus qu'à celles de la pensée pure. Il est une confrontation d'expériences plus encore que d'idées et cela ne va pas sans ces controverses dont notre revue donne, depuis si longtemps, l'heureux spectacle. Cela peut paraître, de près, un peu pagaïe. Mais quel charme, de loin, dans ce désordre et dans cette liberté ! Le rédacteur d'« Entre nous » s'en alarme. Il parle de « désaccord fondamental » et de « malaise ». Qu'il se rassure. Ces désaccords ou ces malaises sont des signes de santé à condition qu'on n'essaye pas de les dissimuler derrière une unanimité de façade ou qu'on les réduise selon la méthode autoritaire des « Cahiers du Bolchevisme ». Tant que la R.P. restera ainsi ouverte à tous les courants d'air, on ne devra pas redouter qu'elle s'asphyxie.

Qu'on excuse donc un catholique, fidèle lecteur de la R.P., d'avoir, pour sa part, encore ajouté à la perplexité de ses lecteurs et qui signe, comme un général de la Revue des Deux-Mondes,

XXX.

Bien que ne me souciât guère — d'après notre correspondant — du « réel vécu », pourrais-je néanmoins lui demander de se référer à ce que j'écris, et non ce qu'il y substitue ?

Je n'ai jamais dit que les prêtres ouvriers d'aujourd'hui étaient les premiers ecclésiastiques à travailler de leurs mains. Il est bien certain qu'au cours de ses deux millénaires d'histoire, l'Eglise catholique a eu l'occasion d'enregistrer des expériences analogues. J'ai simplement dit que de telles expériences étaient dangereuses pour l'Eglise, comme elles le sont pour toutes les autres classes exploitées ou parasitaires, du fait que le « prestige des mains propres » est indispensable pour maintenir les « mains sales » en respect.

Or, sur ce point, notre camarade est muet.

J'ajouterai, à propos de la question qu'il soulève, que tout comme l'actuelle expérience des prêtres ouvriers, les autres expériences « nouvelles » des gens d'église n'ont jamais eu qu'un caractère fort limité, — et cela à cause du danger de la perte de prestige.

Car il ne faut point se payer de mots. Prenons le cas le plus important parmi ceux cités par notre camarade : celui des monastères du moyen âge.

Il est bien certain que les monastères ont joué aux X^e et XI^e siècles un rôle important dans le défrichement de la « Gaule chevelue ». Mais ce rôle a-t-il été autre chose qu'un simple rôle de direction ? C'est fort peu vraisemblable. Les abbayes et monastères ont toujours disposé d'une main-d'œuvre servile ou salariée très abondante (les derniers esclaves et les derniers serfs ont été ceux appartenant à l'église) ; comment, dès lors, pouvoir supposer que ce n'est pas cette main-d'œuvre qui a fait la plus grosse part, si ce n'est la totalité, du travail de défrichement ? Les gens d'église ont tout juste défriché, comme M. Citroën « fabriqué » des autos, ou comme M. Schneider « fait » de l'acier.

Il y a encore en Afrique du Nord certains ordres religieux, tels les Pères Blancs, qui ont la réputation de se livrer au travail de la terre. Ce sont, en effet, de gros propriétaires terriens, ils « font », par exemple, de l'excellent vin à Carthage, mais, bien que j'aie habité longtemps près de leur domaine, je n'ai jamais vu un « Père » y travailler ; seuls y maniaient la serpe des ouvriers laïques, européens ou indigènes.

Il est bien probable, pour ne pas dire certain, qu'à ce point de vue comme pas mal d'autres, l'Eglise « éternelle » n'a pas changé ; le défrichement de la France « par le monastère » s'est opéré de la même manière que la mise en valeur de l'Afrique par les Trappistes et les Pères Blancs. — R. L.

« Apôtres de la confusion ! »

Toujours à propos des prêtres ouvriers, ces réflexions de notre camarade Laval qui lui non plus n'est pas d'accord avec Louzon :

Bravo pour l'article de Monatte, il s'imposait. A mon sens Louzon ne voit plus avec des yeux de 1953. Exemple : dans la dernière R.P. son jugement à propos de la position nouvelle de l'Eglise par rapport aux prêtres ouvriers est absurde. Il n'est pas dans la course ! Si l'Eglise resserre le statut des prêtres ouvriers (apôtres de la confusion !) c'est à mon avis pour de tout autres raisons que celles si affirmativement exposées par Louzon.

Une défense de « Force Ouvrière »

Partisan de grouper les minoritaires de Force Ouvrière en un bloc solide capable de modifier son orientation, le camarade Darmagna, secrétaire de l'U.S.F.O. du personnel communal de la Seine, s'élève néanmoins contre ceux qui se livrent à ce qu'il appelle un jeu de massacre, qui ne servirait, en définitive, selon lui, qu'à la C.G.T., c'est-à-dire à nuire à la classe ouvrière. Et ses critiques s'adressent tout particulièrement à notre camarade Hagnauer, qui est pourtant un des plus ardents partisans de Force Ouvrière, qu'il voudrait cependant plus dynamique et plus combative. Et si ses critiques à l'égard de certains militants de l'Union des syndicats de la Seine prennent parfois un ton acerbe, c'est sans doute parce qu'il est ulcéré par le ton de polémique personnelle que prennent depuis quelque temps les discussions au sein de cette U.D.

Mais voici la lettre de Darmagna :

La R.P. est toujours extrêmement intéressante et variée. Bien rédigée et bien présentée, c'est souvent un guide précieux pour des militants encore jeunes et manquant d'expérience.

Un amical reproche : on critique beaucoup dans la R.P. et sans doute valablement dans bien des cas, mais nous ne pouvons toujours vous suivre sur ce terrain, car à critiquer sans cesse et sans ménagement, on détruit tout. Nous avons eu assez de mal à reconstruire pour nous livrer à ce petit jeu de massacre pas toujours innocent.

Les critiques sont parfois tendancieuses, telles celles d'Hagnauer dans le numéro 377. Hagnauer doit être atteint de phobie à l'égard des militants de l'U.D. de la Seine.

Ayant participé aux grèves d'août avec sur le dos la charge des syndicats de communaux de la Seine, je puis me permettre de dire à Hagnauer qu'il est dans l'erreur. C'est mandaté régulièrement par un conseil syndical que nous avons soutenu la position qui était celle de la majorité du comité général, sans aucune pression ni conseils d'aucune sorte.

Ce qui m'a frappé — et pas seulement au comité général — c'est que les violentes critiques contre le bureau confédéral émanaient, presque toujours, de syndicats ayant largement pratiqué l'unité d'action avec la C.G.T. Coïncidence ou conséquence ?

La position de la minorité — dont Hagnauer aurait dû préciser qu'elle groupait presque exclusivement les délégués de la Sécurité sociale — m'a paru consister surtout à transférer sur d'autres les responsabilités qu'ils n'avaient pas eu le courage d'assumer.

Venus en nombre (en nombre inverse de leur participation à la grève sans doute), lesdits minoritaires de la S.S. quittèrent la salle comme un seul homme, dès le rejet de leur proposition par la majorité. Drôle de procédé, drôles de syndicalistes...

Quant au très jeune et au demeurant fort sympathique militant de chez Renault, lorsqu'on connaît d'une part le brillant succès du mouvement de grève dans son entreprise et les résultats obtenus

par son syndicat depuis sa création, on peut s'étonner de son obstination à vouloir poursuivre cette grève.

Ce n'est un secret pour personne que la C.G.T. « n'a pas mis le paquet » pendant les grèves d'août. Ses dirigeants savent ce qu'ils veulent, et le compte rendu de leur dernier congrès nous a renseignés à cet égard. Ils ont su tirer la leçon de leurs échecs successifs et procéder par ordre « d'abord réaliser l'unité... par des comités de grève, de lutte ou d'action, élus à la base » ; c'était leur objectif, leur seul objectif... pour le moment.

Notre point de vue est le suivant : tout n'est pas parfait dans notre organisation, et nous le savons. Tout en essayant d'y remédier de l'intérieur, nous ne voulons rien faire qui puisse, en définitive, servir la C.G.T., donc nuire à la classe ouvrière.

Ajouterai-je que nos syndicats — pas plus que nous-mêmes — n'étaient chauds partisans de la convocation du parlement, car, avant de renverser quelque chose, encore faut-il savoir par quoi, ou par qui, on va le remplacer, faute de quoi on va à l'aventure.

Abordons un autre aspect du problème. Ayant assisté régulièrement aux congrès confédéraux, à l'issue du dernier, je pensais qu'il était possible de grouper les minoritaires dont parlait Bothereau, en une minorité solide et capable de modifier sensiblement l'orientation. Le Bourre a porté, me semble-t-il, le premier coup à ces espérances en acceptant d'un cœur léger la place offerte.

Puis, chacun de ceux qui pouvaient réaliser ce regroupement s'est réfugié qui dans sa tour d'ivoire, qui dans sa chapelle, ou sa boutique. Mauvais système.

On a fait la part belle aux partisans du statu quo. Quoi d'étonnant que certains aient renoncé et que d'autres s'épuisent à vouloir réformer une organisation réformiste ?

J'aurais eu pas mal de choses à dire sur « les » positions de Louzon à propos du réarmement et de la politique internationale. Je ne veux pas abuser et ce sera, peut-être, pour une autre fois.

AU MAROC !

« Il est probable que, faute de mieux, les Marocains, eux aussi, recourront au terrorisme... en attendant. »

R.P. de septembre 53.

- 11 septembre 53 :
Attentat contre le sultan.
 - 25 septembre 53 :
Un policier marocain est tué.
 - 7 novembre 53 :
Trois bombes dans le train Casablanca-Alger.
 - 9 novembre 53 :
Près de Rabat, incendie d'un dépôt de liège
 - 10 novembre 53 :
Un journaliste marocain au service de la Résidence est grièvement blessé.
 - 22 novembre 53 :
Une bombe éclate sous un train près de Marrakech.
 - 22 novembre 53 :
A Casablanca un policier marocain est frappé d'un coup de couteau.
 - 29 novembre 53 :
A Fès, un garde du pacha a été tué d'une balle de revolver.
- Et cette liste est sans doute fort incomplète !

45 jours avec les travailleurs des U. S. A.

Le peuple américain est un peuple jeune qui s'est formé dans des conditions bien spéciales. Il n'a pour ainsi dire pas de passé, pas de ces routines, de ces traditions qui influencent le comportement des générations présentes. Pour le bien comprendre, il faut essayer de vivre avec lui sans vouloir à tout prix le juger et sans la volonté ou l'arrière-pensée de justifier une doctrine.

C'est ce que j'ai essayé de faire au cours d'un voyage d'étude de 45 jours entièrement consacré aux contacts avec le peuple au travail et dans sa vie de tous les jours. **Itinéraire** : New-York :

Confection pour dames, Marins ; Washington : Noirs, Fonctionnaires, Postiers... ; Lexington (Kentucky), session d'été de l'A.F.L. ; Terre-Haute (Indiana) : Mineurs, Brasserie ; Chicago : Confection, Livre, Cheminots, Téléphone, Instituteurs... ; Milwaukee : Métallurgie, Confection, Bâtiment... et Madison (Wisconsin) : Agriculture ; Buffalo : Métallurgie, Moteurs ; New-Brunswick (New Jersey) : école d'été du C.I.O. et écoles primaires ; Trenton ; Knoxville (Tennessee) : T.V.A., ferme, usine atomique, Indiens ; Baltimore : Textile, fermes du Maryland et Virginie.

I. — LES OUVRIERS DES U.S.A. AU TRAVAIL

1) CHEZ LES MINEURS DE L'INDIANA

a) A l'intérieur.

C'est dans l'Indiana, a Terre-Haute, que nous prenons contact avec les mineurs. Les mines sont éparses dans la campagne, en grande partie cachées par les arbres. Le puits que nous visitons est à 18 km. de la ville. Les installations extérieures sont peu imposantes. Un petit crassier reçoit les pierres et le mauvais charbon arrêtés au criblage mécanique. Tout est électrique ; donc pas de fumée. Et peu de poussière ! Les plantes conservent leur verte fraîcheur.

Pourtant, on sort 3.700 tonnes de charbon par jour. Sur 82 ouvriers du premier poste, il n'y a pas de parasites. Deux employés à l'extérieur ; un sous-directeur et, dedans, on ne distingue par les six contremaîtres des ouvriers ; ils sont toujours occupés, de même que le chef qui dirige l'exploitation.

Dans cette mine, à une centaine de mètres de profondeur, tout est mécanique. La couche s'y prête, elle est horizontale et doit avoir deux mètres d'épaisseur. Je n'ai pas vu un ouvrier se servir d'un outil à main. Le piqueur dirige sa machine sur pneus qui coupe la couche en bas et en haut ; deux ouvriers lui succèdent qui percent des trous où sont enfoncés les détonateurs à air comprimé qui émietteront le charbon ; le chargeur vient ensuite avec sa machine sur pneus dont les deux bras amènent le charbon sur un tapis qui le déversera dans la benne, d'où, après transvasement dans les bennes des galeries, il ira dans une cuve pour être dirigé mécaniquement vers les installations mécaniques de lavage et de triage. Chaque catégorie de charbon tombe directement dans les wagons qui le déposent chez le marchand en gros. Le boisage consiste à enfoncer mécaniquement des barres de fer d'environ un mètre de long qui retiennent un bout de planche.

Le travail est soutenu, donc pénible, et les ouvriers qui percent le plafond pour y enfoncer la barre de fer respirent de la poussière de rocher, mais chaque ouvrier reste maître de son outil mécanique. La mécanisation n'écrase pas le mineur et douze ouvriers seulement des installations extérieures surveillent le travail et n'interviennent que si quelque chose se détraque.

Rien d'étonnant que le rendement atteigne 12,7 tonnes par homme. Pas de transferts inutiles, pas de simples surveillants sans occupation utile. La mécanisation a abouti à des renvois importants : 36 en février, 3.000 l'an dernier sur les 8.000 du syndicat régional, mais comme ils étaient justifiés le syndicat n'a pas protesté. Peu d'accidents : dix cette année, représentant, chacun, un arrêt de travail de sept jours en moyenne.

b) A ciel ouvert. — A la mine à ciel ouvert de Maumee, on enlève une couche de 20 à 30 mètres de terre ou de grès pour découvrir la couche de charbon. Cinq foreuses percent des trous où l'on enfonce de fortes charges d'explosif pour émietter le terrain. Une pelle immense de 35 tonnes vide peut enlever 36 yards cubes de terre. Elle travaille sans arrêt cinq fois vingt-quatre heures par semaine. Le charbon de la couche mise à nu est chargé dans des grands camions par une seule pelle mécanique et transporté dans les installations de lavage et de criblage. On peut ainsi produire plus de 3.000 tonnes par jour. Avec 120 hommes dont 20 au lavage-criblage et 2 à la production. La pelle mécanique affectée au chargement du charbon ne travaille que deux ou trois jours par semaine.

La semaine de travail est de 5 jours de 7 h. 40. Les heures supplémentaires sont multipliées par 1,5 la semaine, par 2 les dimanches et jours fériés.

La cotisation syndicale est de 4 à 5 dollars par mois dont 2 vont à la fédération nationale, 1,25 au district et 1 au syndicat local.

Le syndicat de Terre-Haute groupe 5.000 adhérents répartis dans six syndicats locaux ; il a un immeuble neuf avec une grande salle de réunion, cinq salles, douze permanents. Le premier syndicat fut fondé en 1895.

Le salaire horaire est à peu près général chez les mineurs.

Journées perdues : le nombre est assez élevé dans certains puits pour ramener le salaire annuel d'un bon ouvrier à 3.500 dollars. C'est l'une des raisons pour lesquelles les fils de mineurs se dirigent de préférence vers les situations plus stables : métallurgie, fonctionnaires.

c) Avantages particuliers. — Les mineurs ont une caisse de retraite alimentée par un

versement de 45 cents par tonne de charbon extraite. Cette caisse est administrée par un conseil formé de délégués ouvriers et patronaux et d'un membre neutre désigné par les deux parties. A 60 ans, après vingt ans de mine au moins, le mineur peut prendre sa retraite qui est de 100 dollars par mois et qui s'ajoute à celle de la sécurité sociale. 20 % des mineurs la prennent à 65 ans, 78 % ont plus de 25 ans de mine ; 8 % plus de 40 ans.

En cas de maladie, le mineur est hospitalisé gratuitement. La caisse de retraite construit des hôpitaux. Un fonds d'entraide, après six mois, donne 30 dollars par mois, plus 10 dollars pour chaque enfant de moins de 18 ans.

En cas d'accident, l'assurance patronale assure les frais d'hospitalisation, verse une indemnité de 27 dollars par semaine après la première semaine et une somme globale de 9.000 dollars en cas d'incapacité permanente. Le syndicat a son docteur et son avocat.

Un fonds de chômage, alimenté par un versement de 2 cents par dollar de salaire versé, donne de 23 à 40 dollars par semaine après la première semaine pendant six mois.

Il n'y a des délégués mineurs permanents spécialement affectés à la sécurité que lorsque la convention collective le prévoit. A Terre-Haute, deux sont élus par les ouvriers. Le contrôle est exercé par un conseil de sécurité et des inspecteurs de l'Etat ; leurs exigences rendent difficile le fonctionnement de petites mines où l'exploitation était faite sans méthode et sans souci de la sécurité des ouvriers.

2) DANS UNE BRASSERIE

DE TERRE-HAUTE (Brewing Co)

Là tout est mécanique également. Je n'ai vu qu'un ouvrier se servir de ses mains pour renverser des boîtes en carton pleines de boîtes en fer vides. Tout est transporté par des couloirs. Les bouteilles viennent se faire laver, remplir, boucher, étiqueter sans intervention de la main de l'homme, puis elles sont emballées mécaniquement. Les boîtes en carton pleines, toutes collées, vont se ranger au dépôt ou sur des camions. Les boîtes en fer subissent un sort semblable à celui des bouteilles. 275 bouteilles sont lavées à la minute, 230 boîtes sont bouchées dans le même temps.

Les ouvriers surveillent, enlevant au passage les bouteilles ou boîtes qui ont un défaut de fabrication. Là les ouvriers gagnent de 1 d. 37 (à l'embauche) à 1 d. 875 de l'heure. Ils sont groupés dans neuf syndicats dont le plus fort est au C.I.O.

Avantages particuliers. — Un fonds de maladie alimenté par la compagnie verse 20 dollars par semaine pendant 26 semaines et assure la gratuité de l'hospitalisation aux ouvriers et à leur famille. Une pension de 125 dollars par mois est accordée par la compagnie aux ouvriers à partir de 65 ans.

3) LA CONFECTION POUR DAMES A CHICAGO

La secrétaire du syndicat A.F.L. de Chicago, Miss Eisenstadt, est une militante énergique. Elle nous montrera deux ateliers, un bon et un mauvais, c'est-à-dire un installé modernement dans un bon local, un autre installé dans un vieux local. Elle entre sans prévenir et est accueillie courtoisement par les patrons. Partout la division du travail est poussée à l'extrême et on travaille aux pièces et à une cadence rapide. La T.S.F. joue en permanence dans le bel atelier. La journée terminée les ouvrières et ouvriers n'ont cer-

tainement pas, pour un bon moment, le désir de faire quoi que ce soit, pas même la possibilité de penser.

Egalité des salaires pour le même travail, quel que soit le travailleur, homme ou femme, blanc ou noir. Le salaire aux pièces est à peu près général. Les tarifs dans les costumes et manteaux sont un peu plus élevés que dans les robes. Des ouvriers spécialisés peuvent atteindre 3 et 4 dollars de l'heure dans les manteaux et 2 à 3 dollars de l'heure dans les robes, où le salaire minimum est de 1 d. 15. Le coupeur payé à l'heure a au minimum 70 dollars par semaine de 35 heures dans les manteaux et 60 dans les robes. Après deux ans, il peut arriver à 70, 75 et même 125 dollars. Les finisseuses payées à la pièce gagnent de 1,75 à 3 dollars (exceptionnellement) à l'heure dans les manteaux et 1,75 à 2 dollars dans les robes.

Les débutants ont 90 cents de l'heure pendant deux ou trois semaines. Les salaires les plus bas sont de 40 dollars par semaine.

Avantages particuliers

Congés payés. — Une semaine pour ceux qui travaillent à la semaine, plus les fêtes nationales ; ceux qui travaillent aux pièces ont un congé variable avec le gain hebdomadaire.

Maladie. — Une caisse d'assurance syndicale donne 15 dollars par semaine pendant dix semaines, 4 dollars par jour pendant 15 jours pour l'hospitalisation ; 50 dollars pour une opération. Tous les dix-huit mois, une paire de lunettes. Des centres de santé sont en construction. Les patrons versent 3,5 % des salaires (1 % pour maladie, 1,5 % pour la retraite, 1 % d'entraide...).

Retraite. — Après 65 ans et 15 ans de syndicat 50 dollars par mois. Le retraité ne peut plus exercer le métier et s'il va ailleurs il ne doit pas gagner plus de 75 dollars par mois.

Décès. — 1.000 dollars en cas de décès : 500 par le syndicat, 500 par l'employeur.

Cotisation syndicale. — 3 dollars par mois. Le syndicat a un centre d'éducation ouvrière et une caisse de grève. Il a soutenu une grève de trente-deux semaines.

4) LE SYNDICAT DES TRAVAILLEURS DU TELEPHONE DE CHICAGO

10.000 adhérents, soit 90 % des ouvriers.

Les salaires varient de 62 dollars 50 pour les manoeuvres à 101 dollars 50 par semaine pour les professionnels.

En cas de maladie, une indemnité est allouée variant selon l'ancienneté, égale au salaire pendant un certain temps, puis égale au demi-salaire.

La retraite alimentée par les versements patronaux est de 100 dollars au minimum à 65 ans, mais elle est réduite si le retraité touche la retraite de la sécurité sociale.

5) LES CHEMINOTS DE CHICAGO

C'est le sympathique secrétaire trésorier qui nous accueille chaleureusement.

Le cheminot le plus mal payé, nous dit-il, a 260 dollars par mois, mais les salaires des hommes de métier varient de 300 à 400 dollars. Deux jours de repos consécutifs par semaine et celui qui travaille le samedi ou le dimanche a droit à un aide. Congés payés de deux semaines par an.

Un tableau du personnel est établi qui garantit les droits d'ancienneté.

Retraite à 65 ans par un versement de 6,25 % sur les salaires pour l'ouvrier et un versement équivalent des patrons, la retraite après 30 ans

de services atteint 163 dollars 65 par mois. La veuve touche 63 dollars au maximum à 65 ans.

Une caisse alimentée par des versements patronaux accorde une indemnité de 7 d. 5 par jour ouvrable après le quatrième jour pendant 130 jours en cas de maladie, de chômage ou de grève.

La cotisation syndicale est de 3 d. 10 par mois, mais varie un peu d'un centre à un autre.

6) LE LIVRE

Nous avons pris contact avec les ouvriers du Livre à l'imprimerie moderne de la **Chicago Tribune**. Elle est mieux installée que la meilleure de nos imprimeries parisiennes. Elle a 120 rotatives dont 8 pour les couleurs. On sort 50.000 journaux de 64 pages à l'heure. L'organisation du travail permet d'obtenir un rendement maximum, toutefois, l'ambiance générale est celle d'une imprimerie de journal française. Les salaires, ici, restent des plus élevés. Les apprentis n'ont que 38 dollars par semaine au départ, mais les dernières années (6 ans d'apprentissage), ils perçoivent 90 % du salaire normal. Les lino ont 111 dollars par semaine de jour, 116 dollars par semaine de nuit. La semaine est de cinq jours. Le salaire du labeur le plus saisonnier est de 5 dollars plus élevé. Le salaire des ouvriers est de 6.500 dollars par an en moyenne.

En cas de maladie, pendant six mois la société verse la paye entière ; la demi-payé pour six autres mois. Congés payés de trois semaines après cinq ans.

Après vingt ans de services, à 65 ans la société verse une retraite de 125 dollars au maximum, non cumulable avec celle de la Sécurité sociale. Le syndicat en assure une de 140 dollars par mois à 60 ans (caisse alimentée par un versement de 5 % sur les salaires).

En cas de décès, 1.000 dollars de la société et 1.000 dollars du syndicat.

Une grève a duré 22 mois en 1947-49. Le syndicat, grâce à sa caisse de solidarité et aux versements de solidarité, a pu verser 34 dollars par semaine au célibataire et 60 dollars à l'homme marié, pendant les deux premiers mois, puis 40 % du salaire. Sur 17 millions de solidarité reçus, seulement 11 ont été dépensés.

Le syndicat du Livre a son école d'apprentissage.

7) QUELQUES SALAIRES A MILWAUKEE

Milwaukee est une ville de 900.000 habitants dans le Wisconsin.

Un employé de bureau gagne de 200 à 300 dollars par mois.

Dans une usine à la chaîne, salaires de 80 dollars par semaine de 41 heures, en moyenne. Les manœuvres reçoivent de 1 d. 25 à 2 dollars de l'heure. Dans le bâtiment, ils ont plus de 2 dollars et les professionnels ont 2,50 et 3 dollars.

Les serveuses de café ont de 75 à 80 cents de l'heure plus un pourboire. Un balayeur de rue a au moins 1 d. 15 de l'heure, une femme de ménage 1 d. 226.

Dans les brasseries où 6.500 ouvriers sont en grève, depuis 74 jours les salaires étaient de 80 d. 64 par semaine, en moyenne. Le salaire le plus bas est de 1 d. 50 de l'heure (très peu d'ouvriers). Les grévistes demandaient une caisse de retraite, une réduction de 40 à 35 heures de la semaine de travail avec une augmentation de 25 cents de l'heure. 15 cents de l'heure seraient acquis et une demi-heure payée pour le déjeuner.

En général les ouvriers sont payés à l'heure avec une prime d'encouragement.

Dans la métallurgie, les manœuvres ont 1 d. 72 de l'heure. Dans l'industrie lourde la différence

du salaire horaire entre professionnels et manœuvres est de 75 cents.

Dans le bois, au nord de l'Etat du Wisconsin les salaires sont de 1 d. 10 de l'heure environ.

8) BATIMENT ET CONFECTION

Dans le bâtiment. — Les salaires horaires sont de 1 d. 50 à 2,26 pour les manœuvres ; 2 dollars à 3 d. 15 pour les ouvriers qualifiés. Les charpentiers-menuisiers ont 2 d. 89, un contremaître 3 d. 40, un ajusteur 2,60 à 2 d. 90.

Dans la confection. — A la Rhea Manufacturing Co, les couseuses ont de 75 cents (au début) à 2 d. 50 ; les repasseuses 1 dollar à 1 d. 50, 2 d. 50 à la machine à presser.

On coupe 90 pièces à la fois. Le plissage des jupes est obtenu à 240° F.

Dans cette usine de 350 employés il sort de 1.000 à 1.500 douzaines de deux pièces par semaine.

En cas de maladie, l'hospitalisation et l'opération sont payées par la compagnie. Les malades ont 7 dollars par semaine pendant quinze semaines. Congés payés de deux semaines ; la semaine de Noël est doublée.

85 % du travail est payé aux pièces.

9) A L'A.O. SMITH CORPORATION DE MILWAUKEE

où travaillent près de 11.000 ouvriers, on fait des châssis d'auto, des tuyaux de pipe-line, des silos, des hélices d'avion. A la fabrication des châssis, le travail est particulièrement pénible. 4.000 ouvriers y sont occupés. C'est le travail à la chaîne dans une ambiance de bruit et d'odeurs lourdes ou piquantes (verniss) ; l'ouvrier est quelquefois obligé de pousser le lourd châssis. Le soudeur travaille à une cadence rapide.

Le salaire est aux pièces : 90 dollars par semaine pour 41 heures. Il y a en plus des heures supplémentaires.

Une caisse de maladie alimentée par les employeurs et les employés verse 35 dollars par semaine après la première semaine.

Les congés payés pour les ouvriers sont de une semaine après la première année, deux semaines après cinq ans, trois semaines après quinze ans.

Une retraite est accordée à 65 ans.

En 1946, une grève a duré onze mois.

10) A BUFFALO

Ville industrielle de 600.000 habitants.

a) **Le bâtiment.** — Ici, deux branches : les entreprises plutôt spécialisées dans la construction de maisons d'habitation et celles qui travaillent pour les constructions d'entreprises et de l'Etat... plus saisonnières et où, pour cette raison, le taux horaire est légèrement supérieur ; et les heures supplémentaires après 40 heures sont doublées, tandis qu'elles sont simplement multipliées par 1,5 dans les premières. Le menuisier par exemple a 2 d. 65 dans les premières et 2 d. 90 dans les autres.

Le maçon est payé 3 d. 15 en général, le manœuvre 2 d. 18, le plâtrier 3 d. 29.

Les apprentis débutent à 1 d. 45.

Le chef de chantier a au moins 10 % en plus, soit environ 165 d. par semaine. Un contremaître est payé 3 d. 40.

Les tôliers ont 2 d. 91 ; les mécaniciens et les travailleurs du fer 3 dollars.

Les ouvriers sont syndiqués à l'A.F.L. par métier. Il y a une vingtaine de syndicats (13 syndicats locaux de menuisiers) groupant 25.000 ou-

vriers dans le canton. La cotisation syndicale est de 3 d. 25 par mois.

L'ouvrier accidenté a 32 dollars par semaine après la première semaine, l'hospitalisation est gratuite.

En cas de mort, le syndicat verse 600 dollars à la veuve ; le syndiqué qui perd sa femme reçoit 150 dollars.

A 65 ans, les membres de 30 syndicats touchent 15 dollars par mois du syndicat.

Les syndicats ont un foyer de retraite.

Les menuisiers ont deux semaines de congés payés en plus des six jours de congés légaux.

La mécanisation est très poussée dans le bâtiment, scies, tournevis et marteaux électriques ; machines pour le terrassement ; le travail est préparé pour les ouvriers.

Architectes et ingénieurs sont généralement payés d'après un pourcentage dégressif sur le montant des travaux exécutés d'après leurs indications ou sous leur direction.

b) Autres professions organisées dans l'A.F.L.

Dans les minoteries, le plus grand centre du monde, les salaires sont de 1 d. 70 de l'heure. Chez les ajusteurs 2 d. 60 à 2 d. 90 de l'heure. Femmes de ménage 1 d. 26. Serveuses de restaurant 30 dollars par semaine.

Les conducteurs de camions locaux ont 1 d. 75 ; les routiers 1 d. 82.

Les employés municipaux ont 2.750 dollars par an au départ, avec augmentation annuelle permettant d'atteindre 3.300 dollars. Dactylos et employés, de 1.840 à 2.180 dollars par an ; un comptable, de 5.232 à 7.421 dollars ; le liftier de 2.070 à 2.760.

c) Les moteurs Westinghouse de Buffalo occupent 5.200 ouvriers et 2.000 employés. Nous y trouvons l'atelier le plus vaste du monde sous un seul toit avec un outillage des plus modernes. Le local est propre, sain, agréable. Un ouvrier surveille plusieurs machines outils, 9 tours, qui s'alimentent seuls. Cet ouvrier a de 1,85 à 2,02 dollars de l'heure. Les femmes qui enroulent les fils dans le moteur ont de 1 d. 53 à 1 d. 85. Un contremaître a de 450 à 800 dollars par mois. Les ouvriers ont, en général, 1 d. 675 de l'heure. Ils ont une assurance sur la vie et touchent 43 dollars par semaine en cas de maladie pendant trente jours.

Retraite à 65 ans.

d) Dans une fonderie de Buffalo, à l'atmosphère lourde, où flotte la poussière noire de la terre réfractaire, le travail est pénible. On pousse encore des wagonnets à bras. On enlève les bavures des pièces moulées au burin électrique. C'est un bruit infernal. Les ouvriers qui nettoient les pièces avec un jet de sable ont un masque.

Le salaire horaire varie de 1 d. 70 à 2 dollars et 2 d. 25 pour certains travaux aux pièces.

Il y a 230 ouvriers.

Les congés payés, en dehors de six jours de fêtes légales, sont de une semaine après un an ; deux semaines après cinq ans ; trois semaines après quinze ans.

11) A NEW-YORK

Les marins. — Ils sont 20.000 syndiqués à l'A.F.L. Depuis deux ans le syndicat a un local, un immeuble magnifique de trois étages avec un vaste bureau d'emploi, une vingtaine de salles, 150 employés, une imprimerie, une buvette, un restaurant, une salle de jeux, une coopérative de vente de vêtements, objets utiles...

Sur le vaste tableau du bureau d'emploi sont indiqués les emplois vacants ; le choix se fait d'après l'ordre de la liste d'inscription qui est affichée.

Le travail du marin est bien spécial ; après quatre heures de travail huit heures de repos.

En cas de maladie, les marins sont soignés gratuitement dans les hôpitaux et le syndicat donne 15 dollars par semaine.

Pour les congés payés les marins reçoivent la somme globale de 168 dollars.

Le salaire est à peu près égal à celui des ouvriers qualifiés, alors qu'il n'y a pas très longtemps il ne dépassait pas celui des manœuvres.

12) A BALTIMORE

Agglomération d'environ 1.300.000 habitants. Les métallurgistes gagnent de 2 à 3 dollars.

Le salaire aux pièces est très pratiqué ainsi que le salaire de base avec primes de rendement.

Dans le bâtiment les salaires sont sensiblement plus élevés.

Dans le textile. — Le secrétaire de l'U.L. du C.I.O. nous dirige sur l'usine de textile Meadow Mill, de Mount Vernon, où nous serons guidés par l'assistant du directeur et le délégué du syndicat.

Là, nous suivons toutes les opérations depuis l'arrivée des sacs de filasse de rayonne jusqu'à l'expédition des tissus. En tout 650 ouvriers au maximum.

Tout est mécanique. Il s'agit surtout de surveiller un certain nombre de machines, d'assurer leur ravitaillement et de procéder à de petites retouches en cas d'arrêt. Trois machines ouvrent les balles de 500 livres et envoient la matière première par des tuyaux à d'autres machines qui, successivement, la tasseront en plaques, la battent, l'effilocheuront, la carderont, la tordront, la fileront, la tisseront.

La moyenne des salaires est de 1 d. 37 dans la filature. Dans le tissage un ouvrier qui surveille 18 métiers a 1 d. 30.

Les salaires varient de 1 d. 19 (la majorité) à 1 d. 44. Les heures supplémentaires sont multipliées par 1,5 la semaine et par 2 le dimanche.

On travaille 40 heures, parfois moins. Il manque des ouvriers ici en ce moment, malgré l'existence de chômage partiel dans beaucoup d'entreprises.

En cas de maladie, les ouvriers reçoivent 7 dollars par jour ; en cas d'hospitalisation, 70 dollars pour une maternité, 125 pour une opération chirurgicale. En cas de décès, 500 dollars.

Les congés payés sont d'une semaine jusqu'à 5 ans d'ancienneté (2 % du salaire) et de 2 semaines ensuite (4 % du salaire).

A Passaic, le salaire horaire est de 1 d. 40 pour le coton, 1 d. 65 pour la laine, 1 d. 95 pour le caoutchouc.

Dans le Sud de 1 d. 03 à 1 d. 30 pour le coton.

13) L'UNION INTERNATIONALE

DE LA CONFECTION POUR FEMMES

Elle groupe 430.000 membres aux U.S.A. et au Canada qui lui versent 90 c. par mois.

Elle est installée dans l'ancien siège de la direction des usines Ford, dont elle loue une partie à des sociétés.

Elle assure le recrutement et la formation des militants. Les aspirants propagandistes syndiqués ou diplômés de l'Université, au nombre de 25 par an, font un stage d'un an à l'Union où ils suivent des cours pendant deux périodes de 3 mois et une de 1 mois, coupées par les stages de propagande, dans un centre régional.

Les salaires varient de 120 à 125 dollars par semaine pour le travail de luxe et de 45 à 100 dollars pour les chemises de nuit.

Dans le Massachusetts les salaires hebdomadaires

varient de 40 à 90 dollars, mais dans le Sud ils sont encore de 30 à 65 dollars.

Un coupeur a 100 dollars par semaine à New-York, mais seulement 45 dans le Sud.

En cas de grève l'Union verse une indemnité qui peut être égale au salaire réel si le plan de défense l'exige. De leur côté, les patrons prennent quelquefois en charge complètement une maison où la grève a été décidée.

14) UNE ENTREPRISE D'ETAT

La T.V.A. (Tennessee Valley Authority). — Elle fut créée en 1933 sur l'initiative du président Roosevelt qui voulait refouler le chômage par l'ouverture de grands travaux utiles. Elle se proposait de régulariser la navigation sur le Tennessee, créer des barrages et relancer l'économie agricole de la région.

Elle emploie environ 25.000 travailleurs aujourd'hui, les hommes de métiers groupés en 15 syndicats de l'AFL, les employés dans 6 syndicats dont quatre à l'AFL et deux autonomes.

Une direction de 3 membres est désignée par le président avec approbation du congrès ; la gestion est autonome. Elle a abouti à des résultats surprenants : modernisation de l'agriculture, reboisement, production et vente d'engrais, barrages pour régulariser le cours de la rivière et produire de l'électricité (capacité totale 2.700.000 kw.).

La TVA produit 18 milliards de kwh. par an pour plus d'un million de consommateurs. 82 % des fermes de la région sont électrifiées. Elle approvisionne en courant l'usine atomique qui se trouve à quelques kilomètres de Knoxville.

15) LES FONCTIONNAIRES DE L'ETAT FEDERAL

Depuis 1917, ils sont groupés dans une fédération nationale autonome.

L'âge de la retraite est 70 ans, mais on peut la prendre à 60 ans après 30 ans de services. La caisse de retraite est alimentée par un versement de 12 % du traitement moitié par les intéressés, moitié par l'Etat. Les fonctionnaires des Etats, les enseignants ont des régimes particuliers.

En cas de maladie, le fonctionnaire a droit à 13 jours payés par an accumulables s'ils ne sont pas utilisés.

Les congés payés sont de 13 à 26 jours.

Les traitements de base sont de 3.300 à 3.600 dollars par an.

Les postiers ont un syndicat puissant auquel ils versent une cotisation de 7 dollars par an. La cotisation est de 1 à 1 d. 5 dans les sections syndicales. Ils ont un vaste immeuble tout près du Congrès, dont le revenu des étages loués suffit pour son amortissement rapide.

Pour les facteurs le salaire de départ est de 3.270 dollars ; il s'élève rapidement à 4.370 dollars.

Les postiers disposent aussi de 13 jours par an accumulables en cas de maladie et ont des congés payés de 13 à 26 jours.

Pour la retraite, ils versent 6 % du salaire et l'Etat apporte une participation. La retraite peut s'élever à 200 ou 250 dollars après 30 à 35 ans de services.

16) L'ENSEIGNEMENT

Peu d'instituteurs sont syndiqués : 60.000 sur 1 million. L'un des plus importants syndicats est celui de Chicago qui groupe 8.500 instituteurs sur 13.000. La plus forte association d'instituteurs est une association nationale où dominent les directeurs.

Les écoles sont gérées par un bureau des écoles

élu ou désigné par le maire avec approbation du conseil de la cité.

Il nomme le surintendant, choisit avec approbation du bureau, et contrôle le personnel, rédige avec lui les programmes. Les directeurs passent un examen spécial.

Les écoles sont neutres et n'enseignent pas la religion. Les Eglises ont leurs écoles dont elles assurent l'existence et qui peuvent absorber un cinquième de l'effectif scolaire (à Chicago).

L'enseignement est adapté au milieu. Les deux premières années par exemple sont des années d'initiation à la lecture, au calcul en liaison avec la vie à l'école, la vie dans la famille, dans la communauté locale. La troisième année on abordera le logement, la nourriture (conditions locales — nécessaires rapports avec d'autres régions), puis l'étude du pays.

La classe se fait de 9 h. du matin à 3 h. de l'après-midi avec arrêt d'une heure pour le dîner sauf le samedi. Dans les écoles du New Brunswick que nous avons visitées l'installation est des plus modernes. Un service de cars ramasse les trois quarts des élèves qui mangeront à la cantine à midi. Les grandes vacances durent de mi-juin à mi-septembre.

Les fournitures sont gratuites, au moins dans les villes. Des conseils de parents d'élèves s'intéressent à la prospérité de l'école, organisent des fêtes dont le produit est destiné à l'amélioration de l'enseignement.

Les instituteurs sont formés dans des collèges pédagogiques spécialisés ou choisis parmi des étudiants candidats qui ont fait des études secondaires (4 ans de collège exigés dans la moitié des Etats — et même certificat de licence). Les stages varient de 2 à 5 ans.

Traitements. — Ils varient d'un centre à un autre de 3.000 au début pour les instituteurs à 6.000. A Washington ils sont de 3.130 à 5.973, à Jersey City de 3.100 à 6.500. A Chicago, en 1952, ils étaient de 3.000 (début) à 4.910 (fin de carrière pour les instituteurs, de 3.460 à 5.890 dans le secondaire). Il manque des instituteurs.

Retraite. — A 65 ans, proportionnelle aux versements effectués.

Il existe : 3 cycles de l'enseignement :

De 6 à 12 ans, école primaire.

De 12 à 18 ans, école secondaire.

De 18 à 22 ans, collège pour les arts libéraux et la philosophie.

Le passage d'un enseignement à l'autre est généralement fait selon l'avis des maîtres.

85 % des enfants vont à l'école jusqu'à 18 ans.

Pas de système central d'enseignement. Chaque Etat a son système propre. Les dépenses pour l'enseignement sont de l'ordre de 6.100 millions de dollars dont 42 % pour les Etats, 50 % pour les localités et 8 % pour le gouvernement fédéral.

Au ministère d'Education nationale est un centre de renseignements et de conseils.

17) LE TRAVAIL AGRICOLE

J'ai vu beaucoup de fermes mais je n'en ai visité que quatre.

a) **Dans le Wisconsin.** — La plus importante se trouve près de Madison dans le Wisconsin où l'on pratique l'élevage des bœufs de boucherie et la sélection des graines de céréales, tout particulièrement celle du maïs hybride.

C'est une grande entreprise où, pour survivre, il faut s'adapter aux techniques modernes, assure le fermier. Dans le pays, nous dit-il, l'ouvrier célibataire a de 100 à 150 dollars par mois. L'ouvrier en famille a une maison meublée, le lait, deux ou trois

douzaines d'œufs par semaine, les produits de son potager, une moitié de cochon ou de toute autre bête tuée à la ferme, et, en plus 150 à 200 dollars par mois et même jusqu'à 4.200 dollars par an. La femme apporte son aide quelquefois pour certains travaux.

La semaine de travail est de 60 à 65 heures. Congés payés d'une semaine après un an et de deux semaines après deux ans.

L'étendue moyenne des fermes est de 120 à 150 acres et l'exploitation familiale est la règle avec le concours d'ouvriers agricoles ou de saisonniers.

Pour la récolte des pois, fruits... on fait appel à la main-d'œuvre saisonnière qui se recrute par contrats dans le Mexique ou les Antilles anglaises. Si toute la famille vient, l'homme a un salaire garanti de 75 cents, la femme de 65 cents plus une prime de rendement ; pour les cerises on paye 20 cents le seau de 9 litres et une famille peut gagner de 15 à 20 dollars dans sa journée. Pour les concombres, les ouvriers ont la moitié de la cueillette. Pour les tomates on donne 12 cents le boisseau. Ces ouvriers sont logés gratuitement et se nourrissent eux-mêmes. Les célibataires ont de 35 cents à 1 d. 25 de l'heure et donnent en moyenne 1 m. 85 par jour pour leur nourriture. Le transport est payé à l'aller aux Antillais ; à l'aller et au retour aux Mexicains à partir de la frontière.

b) **Les ouvriers de la conserve** sont recrutés comme les travailleurs agricoles. Ils sont 30.000 dans 153 usines de petits pois, cerises et maïs doux.

Le salaire minimum imposé de 75 cents est dépassé ; les ouvriers ont 1 d. 35 à la cuisson.

Un enseignement agricole très poussé est donné à l'université de Madison.

c) **Les coopératives agricoles du Wisconsin** groupent la majorité des fermiers, nous a dit leur animateur, Melo K. Swanton de Madison. Certaines ont le caractère d'un syndicat : les producteurs de lait de Milwaukee, par exemple, qui négocient pour vendre le lait ; dans d'autres, les producteurs apportent le lait à l'usine coopérative qui prépare et livre le lait.

Il y a de nombreuses coopératives de fromages, des coopératives d'achat du bétail et de préparation de la viande qui absorbent 40 % du bétail et 25 % des porcs ; des coopératives de vente des pois qui groupent 3.200 producteurs (10 à 15 % de l'ensemble).

Les coopératives d'achat de matériel, de nourriture pour bestiaux, d'engrais groupent plus de la moitié des fermiers.

La Banque de St-Paul, au capital fourni en partie par le gouvernement, en partie par les coopératives, prête à long terme et à court terme aux coopératives et aux paysans.

d) **Une ferme du Tennessee.** — Cette région était encore très en retard il y a 25 ans. Les descendants des premiers colons, la plupart refoulés par les planteurs de coton et leurs esclaves, vivaient encore comme il y a un siècle et demi. Les pluies diluviennes dévastaient leurs terres et le manque d'engrais ne permettait d'obtenir que de très faibles rendements. Mais, vers 1933 la T.V.A. s'installa à Knoxville et entreprit une campagne méthodique d'éducation du fermier : conférences, champs d'expériences, fermes de démonstration pour le matériel agricole et les engrais.

Le labourage qui suit les courbes de niveau, la fixation du sol par des plantes qui enrichissent la terre, l'utilisation des machines et des engrais ont apporté la prospérité. Les petites fermes exploitées par une seule famille produisent du lait, des bêtes de boucherie, du maïs, du tabac. M. C. C. de Andersonville avait quitté la petite ferme paternelle pour l'usine. Il n'en avait conservé que le souvenir d'une existence très médiocre. Son père, avec 500

dollars de revenu annuel, pouvait à peine nourrir la famille. Il y revint pour raison de santé mais la réorganisa selon les méthodes modernes, l'agrandit, et, aujourd'hui, l'élevage d'une vingtaine de vaches laitières et la culture d'un peu de maïs et de tabac lui donnent un revenu annuel brut de 9 à 10.000 dollars. La ferme du père a servi pour installer la laiterie : surface exploitée 57 acres dont un dixième d'acre pour le tabac. Nous nous trouvons dans une petite ferme-type avec bâtiment en bois que la fermière nous fait visiter. Elle n'a rien à envier comme propreté et comme confort à n'importe quelle maison bourgeoise. On entre d'abord dans un salon où est le poste de télévision, puis c'est la salle à manger, la cuisine avec le fourneau et le chauffe-eau électriques, le frigidaire ; une véranda avec frigo et machine à laver, les chambres ; le tout sur l'unique rez-de-chaussée.

Pour vivre, il faut élever de 20 à 30 vaches laitières ou 90 bêtes de boucherie.

Les vieilles méthodes de travail n'apportant qu'un niveau de vie très bas ne sont pas encore complètement éliminées dans la montagne.

La terre ne retient pas les jeunes. Les fermes sont parfois abandonnées mais conservées pour le cas où une crise se produirait. Le travail plus régulier de la ville est plus séduisant que les travaux absorbants du paysan, avec en plus les risques de mauvaises récoltes.

e) **Deux fermes du Maryland et de Virginie.**

L'une, à Dickerson, est une ferme d'élevage et de culture, propriété d'un docteur qui occupe ses loisirs aux travaux de la ferme. Le fermier est logé, il a un potager ; il élève des poules ou reçoit deux douzaines d'œufs par semaine ; il a deux moitiés de cochon à l'entrée de l'hiver et il est payé 6 dollars par jour.

L'autre, du géologue F. G. Wells, est exploitée sous la forme du métayage. Le principal revenu est le lait. L'étable des vaches laitières, installée selon les directives du service sanitaire, badigeonnée deux fois par an, est d'une propreté impeccable.

A la porte pendent deux petites serviettes par vache ! une pour laver, l'autre pour essuyer le pis avant la traite mécanique. Les ustensiles sont lavés à la vapeur que produit une chaudière chauffée en permanence ; le lait est placé dans un frigo avant d'être livré.

L'ouvrier agricole noir a exigé une maison neuve en remplacement de la vieille estimée peu confortable ; il est logé, chauffé, éclairé, il gagne 170 dollars par mois, plus le lait à volonté, deux douzaines d'œufs par semaine et un cochon. A noter qu'ici comme dans la Virginie à quelques kilomètres, la ségrégation existe : deux écoles, deux églises dans le même village, et l'ouvrier noir ne s'assoit jamais à la table des blancs pour manger.

Les propriétaires prétendent qu'ils trouvent difficilement des ouvriers sérieux, s'intéressant vraiment à leur travail et soucieux d'obtenir de bons résultats.

Les fermes du Sud et de l'Ouest sont plus grandes. Dans le Sud les propriétaires font encore cultiver leurs terres par les ouvriers moyennant une redevance annuelle ou en appliquant des systèmes divers de métayage qui laissent subsister un niveau de vie relativement bas, chez les blancs et surtout chez les noirs.

Partout, la mécanisation domine, que ce soit pour préparer le terrain, semer ou récolter. Dans l'Ouest, les très grandes terres à blé immenses, ce sont des entrepreneurs qui font les battages avec de puissantes machines modernes ; ils vont du Sud au Nord au fur et à mesure que mûrissent les récoltes.

II. — COUP D'ŒIL D'ENSEMBLE SUR LES SALAIRES ET LE NIVEAU DE VIE

Voici les moyennes des salaires horaires et hebdomadaires de 1939 à 1953.

1) LES SALAIRES

	Salaire horaire		Salaire hebdomadaire	
	Salaire nominal	Salaire corrigé*	Salaire nominal	Salaire corrigé*
1939	0,63	1,20	23,86	45,62
1943	0,96	1,47	43,14	66,17
1946	1,09	1,48	43,82	59,62
1947	1,24	1,47	49,97	59,42
1948	1,35	1,49	54,14	59,76
1949	1,40	1,56	54,92	61,23
1950	1,46	1,61	59,33	65,49
1951	1,59	1,63	64,71	66,17
1952	1,67	1,67	67,97	67,97
1953 j.	1,74	1,73	71,34	71,06
f.	1,74	1,74	71,17	71,24
m.	1,75	1,75	71,93	71,86
a.	1,75	1,75	71,40	71,26
m.	1,75	1,74	71,05	70,77

(*) Monnaie 1953.

Ces moyennes varient d'une industrie à l'autre, ainsi qu'en témoigne le tableau ci-après.

En avril 1953	Moyenne hebdomadaire des salaires	Moyenne hebdomadaire des heures de travail	Moyenne de salaire horaire
Mines métalliques	83 d. 50	42 h. 6	1 d. 96
Charbon (bitumineux)	79 d. 36	32 h.	2 d. 48
Pétrole et gaz naturel	87 d. 91	40 h. 7	2 d. 16
Bâtiment :			
Maçon	80 d. 14	31 h. 8	2 d. 52
Plombier	96 d. 01	38 h. 1	2 d. 52
Electricien	110 d. 37	39 h. 7	2 d. 78
Charpentier	76 d. 49	34 h. 3	2 d. 23
Textile :			
Coton (filature)	51 d. 35	39 h. 5	1 d. 30
Nord	57 d. 63		1 d. 43
Sud	50 d. 93		1 d. 27
Laine	62 d. 56	40 h. 1	1 d. 56
Métallurgie :			
Fonderie (acier)	80 d. 34	41 h. 2	1 d. 95
Métaux non ferreux	81 d. 51	41 h. 8	1 d. 95
Forge (fer et acier)	92 d. 88	42 h. 8	2 d. 17

Elles varient aussi d'un Etat à l'autre. En voici quelques exemples :

Avril 1953	Moyenne du salaire hebdomadaire	Durée hebdomadaire du travail	Moyenne de salaire horaire
Alabama	55,75	40 h. 4	1,38
(à Birmingham)	68,68	40 h. 4	1,70
Arizona	80,22	42 h.	1,91
Californie	78,48	40 h. 2	1,95
Illinois	78,48	41 h. 3	1,85
Michigan	87,52	42 h. 2	2,07
Mississippi	47,31	41 h. 5	1,14
New Jersey	74,32	41 h. 2	1,80
New York (Etat)	70,54	39 h. 9	1,77
Buffalo	83	42 h.	1,97
New York City	66,84	38 h. 2	1,75

Le salaire minimum fédéral de 75 cents de l'heure n'est pas toujours respecté dans le Sud. Notons que l'importance de la catégorie manœuvre est en baisse relative. En 1940 sur une population active de 51.000.000 on comptait moins de 9.000.000 de manœuvres (18 %) y compris les 3.530.000 ouvriers agricoles. Le nombre des ouvriers spécialisés est en hausse et il y a encore un déplacement de main-d'œuvre des activités primaires (agricoles) et secondaires (industrie) vers les activités tertiaires (commerce, bureaux, fonctionnaires, professions libérales).

De 1919 à 1950 le pourcentage des ouvriers non qualifiés est passé de 36 à 19,8 tandis que celui des demi-qualifiés passait de 14,7 à 22,4, celui des travailleurs qualifiés et contremaîtres de 11,7 à 13,8, celui des employés de 12,2 à 20,2, celui des professions libérales de 4,4 à 7,5, celui des cultivateurs de 16,5 à 7,5, celui des patrons, directeurs, fonctionnaires de 6,5 à 8,8.

Alors qu'en 1940, les activités primaires représentaient encore 19,3 % de la population active, les activités secondaires 31,3 % et les activités tertiaires 49,6 — en 1950 les mêmes pourcentages étaient respectivement 14, 31 et 55.

2) LA SECURITE SOCIALE

Dans ce domaine les U.S.A. sont très en retard sur la plupart des pays de l'Europe occidentale. Pas d'allocations familiales. C'est en 1935 que l'Etat fédéral a annoncé la création d'un système de Sécurité sociale par le Social Security Act.

a) Assurance vieillesse. — Une loi de 1950 l'a étendue aux travailleurs agricoles, ce qui porte à 50 millions sur 63 le nombre des futurs bénéficiaires de la retraite.

A 65 ans, un ouvrier a une retraite dont le montant varie de 80 à 150 dollars par mois. Elle est basée sur le salaire mensuel moyen des dernières années.

Le fonds de retraites est alimenté par une cotisation de 3 % des salaires (plafond de 3.600

dollars) versé moitié par les patrons, moitié par les ouvriers.

b) Assistance publique. — Elle est assurée par les Etats avec l'aide de l'Etat fédéral pour les vieillards, enfants, aveugles dans le besoin.

c) Assurance chômage. — Elle est également organisée par les Etats sous le contrôle et avec l'aide de l'Etat fédéral et s'applique seulement aux salariés de l'industrie et du commerce.

Tout chômeur qui a gagné au moins 500 dollars pendant l'année précédente peut recevoir de 23 à 30 dollars par semaine après la première semaine pendant une durée de 20 à 26 semaines.

La caisse d'assurance est alimentée par un versement des patrons occupant plus de huit salariés (dans seize Etats tous les patrons y sont assujettis).

d) Assurance accidents. — Elle est privée, les avantages varient. Nous avons retenu le versement de 27 dollars par semaine après la première semaine.

En cas d'incapacité permanente versement d'une somme globale (9.000 dollars).

e) Assurance maladie. — Elle est intégrée dans l'assurance chômage seulement dans quatre Etats.

f) Réadaptation et rééducation professionnelle. — Elle a été prévue pour les infirmes civils par le Security Act de 1935. 60.000 invalides sur 310.000 seraient reclassés en une année après un stage d'un an.

Toutes les organisations syndicales mènent une action soutenue pour l'amélioration et l'extension de la Sécurité sociale. Certaines organisations syndicales ont créé pour leurs membres des systèmes d'assurance contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse, le chômage, le décès et ouvert des centres médicaux. Dans de nombreuses entreprises des clauses spéciales insérées dans les conventions collectives complètent ou élargissent les mesures de protection en faveur des salariés ainsi que nous l'indiquons dans la première partie de cette étude.

III. — LE NIVEAU DE VIE

1) LES LOYERS

Ici nous ne pouvons que donner des renseignements épars, les loyers étant très variables dans une même localité, à égalité de confort.

Sans être aussi grave qu'en France, la crise du logement existe aux U.S.A. et, aux U.S.A. comme en France, dans les villes nous avons vu de vastes quartiers de nombreux taudis, logements insalubres et vétustes, qui nous font penser aux banlieues de nos grandes cités de l'Europe occidentale. Des campagnes de presse ont souligné les dangers de logements infects, non aérés, mais malgré la construction de vastes immeubles dans la plupart des grandes villes et la tendance des ouvriers à se faire construire une petite maison de banlieue, l'appel incessant de main-d'œuvre amène les derniers arrivants et surtout les nègres à utiliser les mauvais logements.

Une petite maison en bois ou en briques pour une famille ouvrière coûte environ 14.000 dollars, soit quatre fois le salaire annuel d'un bon ouvrier.

Les loyers sont très chers et ils absorbent au moins le tiers du salaire dès qu'ils sont confortables.

On peut trouver des logements à 50 et 60 dollars par mois dans les vieux immeubles d'une très grande ville, même entre 12 et 50 dollars dans les petites villes.

A Washington dans les beaux immeubles du centre, où l'on n'accepte pas les familles avec enfants, et occupés en général par des employés, des professionnels, on paie au moins 70 dollars par mois pour un logement composé d'une grande pièce bordée, latéralement, d'un côté par une cuisine et un petit emplacement occupé par un divan; de l'autre par une penderie et un cabinet de toilette (toutes charges comprises). Le même logement avec une chambre vaut 90 dollars, avec deux chambres plus de 100 dollars.

Nous avons vu un logement de deux pièces légèrement mansardé avec trois lits, une cuisine, une salle de bains, à l'étage en dessous, offert pour 40 dollars par mois à Lexington.

A Terre-Haute on donne pour un logement de cinq pièces 50 à 60 dollars par mois; 30 à 35 dollars pour un logement un peu plus petit.

Dans un grand immeuble neuf de la banlieue de Washington un logement vaut 85 dollars par mois.

En général il faut compter de 25 à 30 dollars par pièce et par mois équipement sanitaire et

équipement ménager compris ainsi que le chauffage.

L'effort de construction qui avait repris son essor après la guerre a connu un net ralentissement avec la guerre de Corée. En 1950, 2.311.000 ouvriers étaient occupés dans le bâtiment. 1.360.000 logements étaient construits, dont 1.190.000 bâtiments individuels. Des entreprises spécialisées, les « Home Builders », construisent ou font construire, et vendent les pavillons aux ouvriers au comptant et, surtout, à tempérament.

A partir de juillet 1953 le retour au libre prix des loyers va certainement provoquer des hausses et par répercussion provoquer un nouvel essor de la construction des maisons d'habitation.

2) LE COUT DE LA VIE

Le logement mis à part, le coût des denrées et des produits de consommation courante ramené en francs est sensiblement le même qu'en France, avec des variations plus grandes d'un quartier à un autre, d'une ville et surtout d'une région à l'autre, car la concurrence continue à jouer.

Pour justifier cette opinion nous donnerons seulement le relevé de quelques prix affichés dans les magasins ou les indications fournies par les ménagères.

Habillement. — A Washington : un costume léger pour homme de 25 à 40 dollars (1) ; un costume de drap pour l'hiver de 50 à 65 dollars ; un pantalon gabardine de 8 à 15 dollars ; une paire de bons souliers d'usage courant de 8 à 10 dollars ; un bon pardessus de 58 à 108 dollars ; une bonne gabardine 66 dollars.

Une robe légère pour femme de 5 à 6 dollars ; une jupe en bon lainage de 4 à 9 dollars ; un deux pièces en velours noir 20 dollars (jupe seule 8 dollars) ; une jupe écossais 3 dollars, un bon deux pièces 13 dollars.

La nourriture. — Voici d'abord une liste donnée par la femme d'un mineur qui nous avait invités à manger le 21 juillet.

Pain	18 à 20 cents la livre.
Fommes de terre	39 cents les 5 livres.
Viande (morceau de consommation cour.)	44 cents la livre.
Rosbif (1 ^{re} qualité)	75 cents la livre.
Œufs	60 à 62 cents la douz.
Beurre	82 cents la livre.
Pêches	35 cents les 2 livres.
Poulet	50 cents
Thon	25 cents.
Café	89 à 95 cents.
Sucre	69 cents les 5 livres.
Sel	12 cents la livre.
Margarine	55 cents les 2 livres.
Huile	79 cents le litre.

Nous étions reçus dans un salon avec la télévision, et nous trouvâmes le même confort dans les trois autres maisons de mineurs où nous fûmes invités.

A Washington le 17 juillet. — Prix relevés aux étalages :

Pommes de terre	35 c. ou 29 c. les 5 livres (selon la qual.).
Carottes	15 cents la livre.
Oignons	13 cents les 3 livres.

(1) Le dollar, 350 francs au marché officiel, 400 francs au marché libre.

Choux	5 cents la livre.
Ananas	29 cents la livre.
Raisins	25 cents la livre.
Cerises	59 cents la livre.
Prunes	35 cents la livre.
Pêches	35 cents les 3 livres.

Viandes :

Gigot	79 cents la livre.
Dinde	75 cents.
Poulet	61 cents.
Rosbif	105 cents.

Objets et services divers :

Un réveil	3 d. 95.
Un jeton d'autobus	15 cents.
Une coupe de cheveux	1 d. 2.
Un aspirateur	44 d. 88.
Une bicyclette	49 à 64 dollars.
Un ressemelage homme	2 d. 25.
Bas de nylon	1 d. à 1 d. 39.
Serviette éponge	59 à 89 cents.
Frigidaire pour ménage	200 dollars.
Poste de télévision	40 dollars.
Chapeau de feutre pour homme	5 dollars.
Visite de médecin	5 à 15 dollars.

3) LE GENRE DE VIE

VIE SIMPLE OU L'AUTO TIENT UNE PLACE PREPONDERANTE

On ne travaille plus pour gagner son pain aux U.S.A. La satisfaction des besoins essentiels : nourriture, habillement, n'est plus un sujet d'inquiétude même pour les travailleurs aux plus bas salaires. La nourriture est d'ailleurs simple, préparée avec de l'huile de coton ; elle n'est pas très savoureuse, pas raffinée, et, des cuisines américaines ne se dégagent pas, comme des intérieurs des familles françaises, les bonnes odeurs de la cuisine au beurre. On mange moins bien aux U.S.A. qu'en France, et on s'habille plus uniformément malgré les changements beaucoup plus fréquents de costume ou de robe. Ça se comprend, un ouvrier achète une belle jupe à sa femme avec deux ou trois heures de travail, un beau deux pièces avec une ou deux journées, une paire de bas de nylon avec une demi-heure ou trois quarts d'heure de travail.

L'ouvrier américain s'achète une bonne paire de souliers avec 5 heures de salaire, un costume d'été avec deux journées, un costume de drap avec trois ou quatre journées de travail.

Sa femme est donc libérée de bien de ces soucis qui hantent la mère de famille française. Elle raccommode peu, elle achète beaucoup de conserves, d'aliments à manger crus, de sauces toutes préparées, et passe relativement peu de temps à la cuisine.

Il y a peu de linge à la maison, on se sert de serviettes en papier pour les repas et pour s'essuyer les mains. Peu de vaisselle. Donc peu de meubles mais il y a le frigidaire presque indispensable dans ce pays chaud, le poste de T.S.F. ou de télévision et une salle de repos avec des fauteuils.

L'homme vit une bonne partie de sa vie dans ou avec son auto. Le samedi et le dimanche c'est l'évasion dans la campagne avec le sac à provisions. L'auto et les sorties en auto absorbent une fraction importante du salaire. Tout le monde n'a pas son auto mais pratiquement tout le monde peut s'en procurer une, au moins une d'occasion.

(à suivre.)

U. THEVENON.

Bilan de six années d'autonomie

La veille de la grève de l'enseignement du 9 novembre, notre ami Pierre Galoni, secrétaire général du Syndicat national des centres d'apprentissage F.O., le premier syndicat universitaire qui eut le courage de rompre avec les stalinien, colonisateurs de l'Enseignement technique, établissait, dans son bulletin de novembre 1953, le bilan de six années d'autonomie.

Galoni tire, à priori, de cette grève, à laquelle son syndicat a participé en bloc, la confirmation de tout ce que nous avons dit et écrit sur la vanité et la nocivité des formules autonomes. Il est inutile d'insister, après lui, sur « la misère matérielle de l'Enseignement », sur « les défaites de la laïcité », sur « le déclassement de l'Université ». L'autonomie s'expliquait par la nécessité provisoire de maintenir l'unité corporative et se justifiait par le bénéfice social et moral de l'indépendance, pour ne pas dire de l'isolement de l'Université.

L'expérience vécue a dissipé ces illusions et annulé ces prétextes. L'autonomie n'a rien rapporté au corps enseignant. L'unité corporative se présente plus comme un artifice comptable que comme une unité vivante. Derrière la grandiose façade, les tendances organisées opposent des disciplines rigides, dont l'une au moins n'est qu'un produit d'importation — les luttes de catégories s'enveniment et se prolongent du plan corporatif sur le plan professionnel. Galoni ne dit rien du projet de réforme de l'Enseignement dont on peut discuter les articles mais qui a révélé les dangereuses ambitions des « syndicalistes » (?) du Secondaire. N'est-il pas significatif que le professeur Kreisler — théoricien officiel de l'autonomisme universitaire — ait formulé sur l'Enseignement primaire un jugement suffisamment méprisant pour provoquer d'amères réactions chez les leaders du Syndicat des Instituteurs ?

Défense de l'Ecole, défense de la laïcité, réforme de l'Enseignement, ces trois idées-forces du syndicalisme universitaire ne sont pas l'apanage d'une Université isolée, dont l'autonomie favorise les résistances conservatrices. Ce qui me navre le plus en la diffusion des thèses et des mots d'ordre, c'est l'archaïsme du contenu et des formes. Un instituteur de 1900 se retrouverait sans trop de surprise dans les rassemblements d'aujourd'hui. Il est vrai que le personnel enseignant dans son ensemble a réagi vigoureusement. Mais le public populaire — indifférent aux agitations politiques et aux compétitions électorales — ne demeure-t-il pas hors du circuit ?

Il manque à cet effort la chaleur de la nouveauté et le piment de l'opposition. En 1905, le syndicalisme universitaire minoritaire prenait le départ, en même temps qu'une C.G.T. audacieuse. En 1920, il était porté par le courant de révolte et de revendications né de la guerre. A ces deux étapes, le syndicalisme universitaire apparaît comme lié au phénomène social dominant — la résistance humaine à la fatalité de l'exploitation capitaliste ou à la fatalité de la guerre. La tragédie actuelle — au sens que lui donnaient les grands tragiques grecs — c'est la résistance à l'esprit totalitaire conditionnée par la libération de la classe ouvrière. C'est à cette nécessité que répond la formule de syndicalisme libre, hors duquel le syndicalisme universitaire n'est plus qu'un « sépulcre blanchi ».

Que l'expérience F.O. soit assez décevante, qui le sait mieux que nous ? Seulement, c'est parce que les fondateurs et les animateurs de notre centrale

ne se sont pas haussés à cette conception « héroïque » de leur mission. Ils ont voulu — comme nos administrations officielles — construire du neuf sur « vieux modèles ». Des deux termes dont nous posions l'alternative en 1948 : « refuge ou base de départ », ils ont délibérément choisi le premier. Mais il s'agit des leaders des sommets, non de tous les militants du rang. Parmi ceux-ci, il est des combattants dont le courage inquiet n'est pas corrompu par la sécurité acquise. L'absence des enseignants a joué un rôle important dans l'apaisement des uns et la lassitude des autres.

On voudra bien nous épargner la ritournelle ordinaire sur l'orientation de F.O. qui, au même titre que celle de la C.G.T.K., repousserait les bonnes volontés. Ce serait abuser dans l'ignorance ou la mauvaise foi. Dans les Fédérations, dans les Unions, au bureau confédéral, les querelles ne sont pas simplement des compétitions sordides, mais de véritables luttes de tendances. Et dans les deux organes minoritaires : le *Courrier syndical* et la *Tribune syndicaliste*, les articles publiés révèlent de telles divergences et de telles contradictions que la « tribune libre » ne se distingue guère des autres chroniques. Loin de gémir sur cette mosaïque aux nuances infinies, il faut se réjouir de cette vivante opposition au totalitarisme. Ne s'objectez pas les résultats numériques, les votes des congrès, la rédaction des motions, les insuffisances de l'action. Tout cela confirme mes propos. Tout cela justifie notre présence et appelle la vôtre. Un syndicaliste libre, qui ne trouve pas sa place dans une des nombreuses tendances de la C.G.T.-F.O., prouve simplement qu'il préfère « la cuisine toute faite » à l'aléa et au risque des controverses et des débats aux conclusions imprévisibles.

Rejoindre F.O. dès la scission nous est donc apparu comme un devoir impérieux. Pour nous, c'était d'abord participer à la vie des Unions F.O. La Fédération F.O. de l'Education Nationale se construisait sur la base de sections ou de syndicats départementaux. Nous ne voyons pas encore en quoi cette création motivait les craintes ou la colère des dirigeants de la Fédération autonome. Ont-ils cru la scission provisoire ? Ont-ils attendu de la détente internationale la solution du problème ? Ont-ils sincèrement envisagé — comme le pensaient leurs amis du bureau confédéral F.O. — la rentrée en bloc, à une date choisie par eux, de la grande majorité des enseignants dans la nouvelle centrale ?

Quoi qu'il en soit, et en oubliant des polémiques sans gravité, la situation actuelle appellerait plus de compréhension de leur part. La multiplicité des influences et des courants au sein de F.O. les garantit contre un nouveau noyautage (ils en subissent un et bénéficient peut-être d'un autre). Ils ont tout intérêt au contraire à l'existence de centres d'attraction créés hors de leur maison, mais sur terrain syndicaliste. Ils devraient souhaiter une liaison, n'engageant pas leur responsabilité, avec une fraction importante du syndicalisme ouvrier libre. Ils devraient souhaiter surtout que la C.G.T.-F.O. se renforce et s'anime. Il est des enseignants qui fréquentent des groupes et des cercles, où l'on examine sous tous leurs aspects la condition et l'action ouvrières. Si ce n'est simple curiosité de dilettantes, leur étude ne leur paraît-elle pas vaine, sans leur présence aux carrefours intersyndicaux, là où il convient d'appeler et d'organiser la classe ouvrière ?

On aurait pu envisager la constitution de la fédération F.O. par une simple scission organique. Mais l'exemple du Syndicat des Centres d'apprentissage n'a été ainsi suivi que dans quelques petites catégories. Dans les trois grands corps de l'Université, les adhésions restèrent individuelles, sauf en quelques départements où il paraissait impossible de demeurer dans des sections autonomes d'instituteurs dirigées par les stalinien. Cette situation commandait quelque souplesse, afin de ne pas se couper complètement de la masse des enseignants syndiqués. Mais il y avait surtout deux écueils à éviter.

Le premier était la formation d'une tendance F.O. au sein de l'autonomie. C'était confirmer l'accusation d'avoir dressé une centrale orientée, en face de la C.G.T. colonisée. La tendance F.O., c'est exclusivement la rupture organique avec les stalinien et l'intégration dans le syndicalisme ouvrier libre. Sur toutes les autres questions, il n'y a pas de doctrine F.O., pas de charte statutaire F.O. Au sein de la centrale on peut se réclamer de Jouhaux, de Bothereau, de Lafond, de Sidro ou d'Hébert. Mais on n'a pas le droit de subordonner l'adhésion à l'approbation de Bothereau majoritaire, pas plus que d'Hébert minoritaire. La doctrine statutaire de F.O. c'est que Bothereau, Sidro et Hébert puissent y bénéficier de la même audience.

La discordance apparut particulièrement nette chez les instituteurs. Au sein de l'autonomie, notre ami Franc, l'un des premiers zéloteurs F.O., s'est toujours classé tout près de l'Ecole Emancipée.

Cependant des instituteurs et des professeurs ont rejoint F.O., dans le but d'échapper aux servitudes syndicales, et en particulier à l'obligation de suivre les mots d'ordre de grève. On peut sans doute condamner la déplorable gymnastique stalinienne. On peut rester syndiqué, en réprochant l'action directe. Mais que ce soit là le motif de l'adhésion à F.O., la justification de la fondation de F.O., c'est une monstrueuse erreur d'appréciation, contraire à la vérité historique comme au développement de Force Ouvrière.

Le deuxième, c'était — pour reprendre une vieille image de Monatte — d'accrocher une large bande-roule à l'entrée d'un terrain vague. On a laissé — et je m'en sens presque aussi responsable que les autres — le camarade Pédarribes, des Basses-Pyrénées, ajouter à ces nombreuses fonctions syndicales et extra-syndicales, celle de secrétaire permanent d'un syndicat national F.O. des Instituteurs, qui, en dehors d'une section relativement forte dans la Haute-Garonne et d'une ou deux sections beaucoup plus faibles n'existait que par les brusques déplacements d'air provoqués par le seul camarade Pédarribes. Il n'a pas fallu longtemps aux instituteurs de province — qui sont gens sérieux — pour peser le personnage. Il aura fallu plus longtemps aux responsables F.O., d'autant plus que ce brave garçon se réclamait de la firme BEDES.

Aujourd'hui le syndicat F.O. a choisi comme secrétaire Marcel Babau, des Bouches-du-Rhône. C'est évidemment beaucoup plus sérieux. Mais Babau qui est fin et habile — un peu trop habile à mon goût — ne prendra pas d'initiatives rendant impossible la seule présence F.O. au sein de l'autonomie.

Il est évident qu'il y a là une situation anormale. Rester dans l'autonomie, c'est désavouer le syndicat F.O. des Centres d'apprentissage. Briser avec l'autonomie, chez les instituteurs en particulier, c'est tenter actuellement une opération qui n'entraînera qu'une très faible minorité de militants syndicalistes et une minorité — également faible d'ailleurs — de gens cherchant à F.O. l'antidote de

l'action directe. Pour en sortir, il suffit de s'entendre sur trois principes essentiels :

1) Une Fédération de l'Education Nationale au sein de F.O. s'impose comme une nécessité impérieuse. Et l'on s'étonne que le bureau confédéral n'ait jamais étudié sérieusement ce problème ;

2) La rupture avec les stalinien de l'Enseignement — beaucoup plus nocifs que les ouvriers stalinien — demeure la condition majeure de toute défense efficace de l'Ecole laïque et de l'enseignement populaire. On ne fait pas sa part au cléricalisme rouge, au totalitarisme tzariste. Dans l'Internationale des Instituteurs, avant la guerre, Delmas, Marie-Louise Cavalier, Dumas et Lapiere ont exprimé, sous forme d'ultimatum, leur volonté de rompre tout contact avec l'Association allemande nazifiée. C'est un exemple et un précédent.

3) Quelle que soit notre opinion sur le « neutralisme autonome » nous ne pouvons nous résigner à la rupture avec les syndicalistes de l'Enseignement, que le mythe de l'unité corporative maintient aux côtés des stalinien.

Principes ? Règles de conduite et d'action.

On a salué comme un succès la constitution d'une Fédération F.O. des Fonctionnaires. Nous y voyons plutôt une régression. Nous nous sommes déjà expliqués sur ce sujet. « L'esprit fonctionnaire » corrompt le syndicalisme ouvrier. La solution syndicaliste tend au contraire vers la libération des grands services publics : Enseignement, P.T.T., Transports, S.N.C.F., Eclairage, Travaux publics, des contraintes étatistes — cependant que le salarier de l'administration d'Etat lutte contre un patron... dont il peut souhaiter la disparition. Mais cette création nous offre le moyen de résoudre dans l'immédiat la contradiction que nous avons signalée.

Lorsque dans des catégories de l'Education Nationale la scission a été assez dense pour permettre la création de syndicats nationaux, il appartient à ceux-ci de trouver dans la Fédération des Fonctionnaires le soutien de leur action corporative propre.

La Fédération de l'Education Nationale se proposerait alors des tâches essentiellement sociales et pédagogiques. Tout en assurant une place aux syndicats nationaux, elle grouperait dans ses sections départementales des enseignants autonomes ou non désireux de participer à la vie des Unions départementales, au développement du Centre d'éducation ouvrière et des collèges du Travail, à l'enrichissement, à la diffusion des « Cahiers Pelloutier », à toutes les besognes concrètes et pratiques que le syndicalisme ouvrier propose à leur compétence.

Le syndicat des Centres d'apprentissage doit s'installer au centre de la Fédération et de ses sections. Non seulement, parce qu'il s'est placé à la pointe du combat contre la colonisation stalinienne, mais aussi parce qu'il réalise dans les faits quotidiens, par l'activité professionnelle de ses membres, la liaison entre l'enseignement et la jeunesse ouvrière.

Nos propositions sont peut-être en voie de réalisation. Nous désirons qu'elles soient entendues par les militants autonomes. Il n'est pas question de solliciter leur approbation. S'ils sentaient seulement qu'ils pourraient tous, des plus modérés aux plus révolutionnaires (à la seule exclusion des stalinien) vivre dans F.O. sans aucune gêne ; s'ils comprenaient que la solidarité qui les lie à nous reste permanente et profonde, alors qu'ils ne sont liés aux autres, que par des rencontres accidentelles — nous pourrions les uns et les autres suivre des voies distinctes mais non divergentes dans une atmosphère de mutuelle confiance.

Roger HAGNAUER.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION A LA FÉDÉRATION DU LIVRE

On sait qu'à la veille du dernier congrès de la C.G.T., quelques dirigeants de la Fédération du Livre ont lancé un appel à l'unité... au sein de la C.G.T. ! Et cela uniquement pour se justifier aux yeux des staliniens de leur refus d'appliquer les nouvelles consignes d'unité d'action lancées par la C.G.T. Mais le citoyen Ehni, secrétaire général de la Fédération du Livre, avait jugé nécessaire d'accompagner son appel à l'unité d'une série d'injures à l'égard de ses anciens amis, les dirigeants de Force Ouvrière. Et bien qu'il ait déclaré à la tribune du congrès confédéral que les travailleurs qui avaient abandonné la C.G.T. devaient y retourner et qu'il était de leur droit de « hurler » leurs désaccords, Ehni s'empresse de s'infliger un démenti en refusant de publier une réplique de notre camarade Faucier, du syndicat des correcteurs parisiens.

Pour l'édification de nos lecteurs, nous publions ci-après l'article refusé, ainsi que les correspondances échangées à ce sujet. Ils contribueront sans doute à ouvrir les yeux sur la Fédération du Livre, qui est considérée à tort par certains comme le dernier îlot de démocratie syndicale dans la C.G.T.

Faucier ne semblait du reste pas se faire beaucoup d'illusions quand il écrivait ce qui suit aux dirigeants de la Fédération du Livre :

« Camarades,

« Si la démocratie syndicale n'est pas un mythe dans notre Fédération du Livre, je crois avoir droit d'expression dans les colonnes de « L'Imprimerie française » pour dégager ma responsabilité à propos du dernier article d'Ehni. »

LES CONDITIONS DE L'UNITE SYNDICALE

Si habitué qu'on soit aux querelles partisans qui ont ravagé le mouvement syndical, ce n'est pas sans un certain écoeurement que l'on constate l'obstination sectaire dans laquelle se complaisent nombre de « directeurs de conscience » situés aux postes responsables d'organisations rivales.

Que penser d'une telle attitude sinon qu'elle ne peut être seulement de l'aberration, mais le refus prémédité des contacts nécessaires pour sortir du marasme actuel.

Ce sont ces réflexions qui me venaient à l'esprit en lisant dans « L'Imprimerie française » de mai dernier l'article de notre secrétaire fédéral intitulé si paradoxalement « En avant ! pour l'unité syndicale ! »

Comment, en effet, interpréter autrement cette diatribe haineuse contre les « minuscules groupements qui tiennent à leur vie justement pour entretenir la division ouvrière ». Et encore « Les dirigeants de Force Ouvrière, comme ceux des Indépendants, sont adversaires de toute unité ouvrière. Ce n'est pas étonnant puisqu'ils n'existent qu'avec l'aide financière du patronat et du gouvernement et les fonds... venus de l'étranger et ils sont dans le rôle qui leur a été fixé par leurs financiers lorsqu'ils s'opposent à toute entente entre ouvriers ».

Je ne pense pas être le seul à déplorer un tel langage qui me semble différer sensiblement de l'appel à l'union lancé dans le numéro d'avril et qui, malgré ses insuffisances concernant les vraies causes de la division ouvrière, pouvait laisser supposer de meilleures dispositions chez les militants responsables de notre fédération.

Qu'on m'entende bien. Je suis loin de considérer que tous les dirigeants des autres centrales soient des anges de vertu. Je reconnais que l'opposition absolue de certains à toute action commune sur le plan revendicatif ne contribue guère à augmenter leur crédit dans l'opinion ouvrière. J'en connais pourtant dont l'honnêteté ne saurait pour cela être mise en cause. En outre, parmi ceux qui nous ont quittés pour aller à F.O., j'ai conservé des amis sûrs qui ont assez l'estime d'eux-mêmes pour ne pas accepter, aujourd'hui plus qu'hier, de servir de cobayes dans une organisation dont les dirigeants seraient vendus au patronat et à... l'« étranger » (?).

Je n'ignore certes pas que les dollars comme les roubles — et les francs donc — interviennent quelquefois dans le comportement de ceux qui président à nos destinées et que nous servons trop souvent d'instrument à des opérations qui n'ont que de très lointains rapports avec le syndicalisme.

Nous avons été, voici quelques années, 18.000 à préférer le retrait dans l'autonomie pour échapper à cette servitude. Que par souci d'unité nous soyons restés dans l'organisation ne saurait signifier que nous sommes disposés à subir passivement ce que nous n'avons pu empêcher et à cautionner par notre présence des accusations qui ne font que creuser davantage le fossé antiunitaire.

L'expérience décevante des trente dernières années, où la haine et l'injure tenaient lieu d'arguments pour finir par l'embrassade de Toulouse, nous rend circonspects devant certaines attitudes outrancières dirigées hier contre le bureau confédéral et aujourd'hui contre les amis d'hier devenus ennemis et traîtres par suite de leur départ.

Au surplus, je considère qu'on est mal venu de vouloir donner des leçons de propreté lorsqu'on se refuse à faire le nettoyage de sa propre maison. Si l'on veut faciliter le retour de ceux qui nous ont quittés — inorganisés ou organisés ailleurs — la condition première est de leur rendre là maison habitable en supprimant les causes qui ont provoqué leur départ.

Ce n'est pas, en tout cas, en invectivant de notre fenêtre ceux d'en face qu'on créera le climat propice au regroupement.

Celui-ci ne se fera que dans l'action commune à la base, par un effort de compréhension mutuelle et le retour à l'esprit d'indépendance à l'égard des partis et gouvernements quels qu'ils soient.

Par-dessus les mesquines querelles de personnes ou d'opinions qui n'ont rien à voir avec nos objectifs, il appartient aux militants du rang, conscients des dangers qui menacent notre bien-être, nos libertés et notre sécurité, d'alerter leurs camarades et de les mettre en garde contre tout ce qui peut nuire à la réunification des tronçons épars du mouvement syndical.

C'est l'esprit de nos derniers congrès et c'est ce que j'ai tenté de faire ici.

N. FAUCIER.

Le secrétaire de la Fédération du Livre a signifié à Faucier son refus d'insérer en ces termes :

LE REFUS D'EHNI

Confrère,

Nous n'avons pas publié votre article intitulé « Les conditions de l'unité syndicale » dans notre organe fédéral, considérant que les critiques, d'ail-

leurs discutables, que vous apportez contre la position de la grosse majorité des militants du Livre et des adhérents, sont nettement contraires à l'appel à l'unité que nous avons lancé auprès des travailleurs inorganisés.

Il serait sans doute extraordinaire que l'on puisse publier ce papier où vous déclarez : « constater l'obstination sectaire dans laquelle se complaisent nombre de « directeurs de conscience » situés aux postes responsables d'organisations rivales ».

Et nous comprenons bien, selon les termes de votre papier, que cela est dirigé contre nos militants et en particulier contre l'auteur de l'article que vous incriminez.

Je vous laisserai également le soin d'expliquer ailleurs ce que vous appelez cette « diatribe haineuse » ou « cette aberration » car nous ne voulons pas publier des textes semblables qui ne peuvent intéresser qu'une infime minorité de notre corporation.

Votre papier semble par trop favorable à ceux qui ont quitté la C.G.T., « ces amis sûrs qui ont assez l'estime d'eux-mêmes pour ne pas accepter, aujourd'hui plus qu'hier, de servir de cobayes dans une organisation dont les dirigeants seraient vendus au patronat et à... l' « étranger » (?) ».

C'est là une affirmation toute gratuite, trop partisane sans aucun doute, que nous ne publierons pas car il nous est difficile de ne pas croire en les propres déclarations des responsables de F.O. lorsqu'ils affirment, dans leur congrès, qu'ils n'ont pu vivre, jusqu'à maintenant, sans le concours de l'argent venu d'ailleurs et que des discussions assez importantes ont eu lieu sur le concours qu'apporte à la presse F.O. la publicité patronale plus qu'intéressée.

Quant aux leçons de propreté que vous déclarez être mal venues de notre part de conseiller puisque nous nous refusons de faire « le nettoyage de notre propre maison », nous vous laissons la responsabilité de cette affirmation toute gratuite, sans preuve et mensongère, et vous conviendrez bien que nous serions véritablement des ignares que de publier de tels propos.

Il est inutile que j'étudie plus longuement votre papier qui n'a pas sa place dans notre organe fédéral.

EHNI.

REPONSE DE FAUCIER

Confrère Ehni,

Je ne m'attendais certes pas à des félicitations de votre part. Je m'aperçois cependant que votre cas est plus grave que je ne le pensais, car le ton de votre fin de non-recevoir traduit encore davantage cette mauvaise conscience si préjudiciable à la cause de l'unité syndicale.

Combien différente est la position unitaire de notre camarade Prudhomme, dans le dernier numéro du « Livre parisien », dont l'appréciation sur l'utilité de l'unité d'action s'oppose heureusement à la vôtre et permet de ne pas désespérer de l'avenir avec des hommes que le sectarisme (j'y insiste) n'aveugle pas.

Voyez par là la preuve que, contrairement à ce que vous insinuez, mon article n'est pas dirigé contre « nos militants », mais particulièrement contre ceux qui, placés aux postes responsables d'organisations rivales (C.G.T., F.O., etc. comprises), s'invectivent stérilement et placent leurs mesquines querelles au-dessus des intérêts ouvriers.

D'autre part, je ne vois pas la raison pour laquelle vous m'invitez à aller « expliquer ailleurs... des textes qui ne peuvent intéresser qu'une infime minorité de notre corporation ». Notre fédération serait-elle devenue à ce point totalitaire que ce qui puisse intéresser une minorité soit frappé d'interdit ?

Dans votre « Appel aux ouvriers inorganisés » je relis ce passage, que vous avez vous-même tenu à citer à la tribune du récent congrès de la C.G.T. : « Rejoignez vos camarades dans les syndicats de la C.G.T. Dites-leur ce qui vous a éloignés d'eux. Hurler si vous n'êtes pas d'accord, C'EST VOTRE DROIT, mais n'abandonnez plus jamais votre organisation syndicale. »

Ainsi, si je comprends bien, ceux qui, par souci unitaire, sont restés dans l'organisation doivent en être les parents pauvres et subir sans broncher les manœuvres de la politisation syndicale, tandis que ceux qui l'ont quittée sont invités à hurler leur désaccord. C'est une conception de la démocratie syndicale que je serais heureux de vous entendre expliquer, non ailleurs, mais dans notre organisation.

En tout cas, confrère Ehni, mettez-vous bien dans la tête que nous sommes quelques-uns parmi les « 18.000 » qui n'auront de cesse avant de voir le mouvement syndical débarrassé de l'emprise politicienne où qu'elle s'exerce et qui se révèle si néfaste à notre effort revendicatif.

J'ajoute que, dans l'incident qui nous oppose, c'est votre attitude qui a motivé la mienne. C'est parce que je considère que votre article creuse encore le fossé antiunitaire que j'ai voulu dégager ma responsabilité.

C'est pourquoi je n'accepte pas votre censure et que j'en appellerai à mon syndicat afin qu'il m'aide à faire respecter la liberté d'expression dans notre organe, lorsque celle-ci ne paraît pas « devoir porter préjudice à la Fédération (art. 98 des statuts) ».

N. FAUCIER.

D'autre part, le comité syndical des correcteurs, réuni le 10 juillet, prenait position et décidait de soumettre l'article au bureau fédéral, accompagné de la motion qu'on lira ci-après :

Au comité fédéral
Du comité syndical des correcteurs

Notre camarade Faucier a communiqué au comité syndical un article dont il demandait l'insertion dans « l'Imprimerie française » concernant l'appel à l'unité paru dans ce bulletin et les commentaires d'Ehni parus dans le numéro suivant.

Sans prendre position sur le contenu de cet article, le comité syndical constate qu'il ne contient rien d'injurieux ni qui puisse porter préjudice à la Fédération.

En conséquence nous ne comprenons pas les raisons du refus d'insérer ce papier alors que l'appel demandait à ceux qui n'étaient pas d'accord avec la politique confédérale de le « hurler ».

Le respect de la liberté d'expression dans notre Fédération ne doit pas être à sens unique et nous demandons au comité fédéral de faire respecter ce droit de réponse.

Pour le comité syndical : René BOUCHER.

Ehni a réussi à faire entériner sa décision par son comité fédéral, ainsi qu'il le fait savoir en ces termes le 14 septembre :

CONFIRMATION DU REFUS D'INSERER

Au camarade R. Périgeat,

Cher camarade,

Au cours de sa séance de rentrée de samedi dernier, le comité fédéral a confirmé la décision qui avait été prise précédemment par le bureau refusant l'insertion de l'article du confrère Faucier sous le titre « Les conditions de l'unité syndicale ».

Nous avions déjà fait part à l'intéressé de la décision du bureau, mais c'est à la suite d'une lettre reçue le 22 juillet de ton syndicat, signée par le secrétaire adjoint, le camarade Boucher, que je t'informe de cette nouvelle décision.

EHNI.

Enfin, à son tour, dans sa réunion du 14 novembre, l'assemblée générale du syndicat des correcteurs condamnait unanimement l'attitude du secrétaire fédéral du Livre et du bureau fédéral et décidait l'insertion de l'article dans le Bulletin du syndicat.

Il n'est pas douteux que ce mépris de la libre discussion dans l'organe fédéral du Livre heurtera violemment les nombreux travailleurs de l'imprimerie qui sont demeurés au sein de la vieille fédération par souci d'unité syndicale, mais ne sont nullement disposés à laisser transformer leur belle organisation en un fief stalinien ou crypto-stalinien.

Aussi, nous sommes certains qu'ils ne manqueront pas de manifester leur mécontentement.

A LA RECHERCHE D'UNE TACTIQUE

Le camarade Laval, du syndicat des Métaux F.O. de Saint-Chamond (Loire), avait adressé l'article qu'on va lire à la rédaction de Force Ouvrière. Celle-ci a refusé de le publier, même en « tribune libre », parce qu'il met en cause la tactique confédérale, hostile à tout contact avec les syndicats stalinien.

Comme nous le faisons par ailleurs pour la Fédération du Livre C.G.T., nous regrettons que la C.G.T.-F.O. n'accorde pas plus de liberté d'expression à ses militants même quand il s'agit d'un problème aussi important que l'attitude à observer en face des communistes en période de grève, où la tactique confédérale de Force Ouvrière est souvent impossible à pratiquer.

Les travailleurs de l'industrie privée face au patronat.

Une nouvelle épreuve de force reste inévitable ! Beaucoup de militants la pronostiquent à brève échéance.

Il y a de fortes chances que le feu qui couve se déclare cette fois-ci dans les industries privées restées en réserve en août.

Certes des discussions devant conduire à des accords contractuels se sont engagées avec plusieurs chambres patronales. Les propositions de la plupart de celles-ci sont non seulement inconsistantes, mais elles deviennent insolentes. Aussi les ruptures se font-elles de plus en plus nombreuses autour du tapis vert.

Les 110 francs de l'heure du C.N.P.F. et les « recommandations » de M. Villiers n'ont fait qu'accroître la juste colère des travailleurs.

Nous devons donc nous préparer pour les luttes futures en étant très réalistes. Si le patronat français se présente comme un troupeau discipliné, qui ne déroge pas un seul instant aux ordres de ses bons bergers Villiers, Meunier et autres, les travailleurs n'ont pas la même cohésion.

L'élaboration de notre tactique ne peut sérieusement se faire sans considérer ces faits :

— La grande masse des travailleurs est inorganisée. Les effectifs « encartés » de chez Renault, Berliet ou Michelin parlent. De ce fait il se pratique à peu près partout un syndicalisme de militants.

— Cependant toute cette masse est rapidement mise à l'action quand « la mesure déborde » et à deux conditions : si la bataille se situe sur des objectifs strictement professionnels et si « toutes les organisations sont dans le coup » !

— D'un côté les stalinien profitent au mieux de toutes les situations créées pour atteindre leurs buts et leurs seuls buts. De l'autre, le patronat, même lorsqu'il semble sérieusement accroché, ne s'effraye pas. Sachant bien que les organisations divisées ne peuvent faire qu'un très petit bout de chemin ensemble, il attend patiemment le premier virage.

Cette situation est pénible : elle laisse les travailleurs désarmés et dupés, leurs organisations syndicales libres hésitantes et impuissantes.

Le souci d'efficacité nous a amenés depuis longtemps à envisager dans le département de la Loire la tactique nécessaire pour faire face à cette situation dans le cadre de l'action commune de toutes les organisations, y compris la C.G.T.

Malgré ses pertes d'effectifs, la C.G.T., dans l'industrie privée surtout, contrôle ou influence trop de travailleurs pour qu'il soit pensable que nos organisations ne la trouveront pas mêlée et partie prenante dans toutes les batailles, y compris celles dont les militants F.O. prendront l'initiative. La preuve en a été faite en août même dans les services publics !

S'obstiner à se boucher les yeux devant cette éventualité des actions communes et de cette

façon refuser systématiquement d'élaborer une tactique en conséquence et d'armer nos organisations de base est doublement préjudiciable. D'abord l'efficacité des mouvements revendicatifs en souffre. Ensuite il y va de la santé de nos syndicats et sections.

Là où la manœuvre cégétiste d'unité à la base, avec les comités de lutte ou d'unité d'action, a le mieux réussi au cours des derniers mouvements ce fut, presque toujours, là où nos responsables avaient pratiqué la politique de l'autruche.

On avait souvent reproché à plusieurs de nos syndicats de la Loire de faire « l'unité d'action ». L'Humanité se chargeait d'ailleurs de leur faire une certaine publicité qui incitait nos mauvais augures à dire que nous courions à notre perte certaine.

Or les événements d'août se sont passés, nos syndicats F.O. se portent bien et par contre dès le début du mois de septembre des redresseurs de torts ont été dépêchés auprès de l'U.D. cégétiste.

Efficacité ouvrière contre « volaille à plumer ».

Sans vouloir donner une recette, un de nos camarades précisait après les quelques mouvements de la métallurgie de notre région en avril-mai derniers certaines indications et certains principes à propos des « actions communes ». Les voici résumés :

a) Objet de l'action commune :

1. L'action commune ne peut jamais s'opérer avec la C.G.T. sur les problèmes généraux : la révolution que nous voulons est tellement différente de la leur ! On ne peut pas défendre la liberté avec ceux qui la tuent à Berlin, Pilsen, Prague...

2. L'action commune ne peut même pas se faire avec la C.G.T. sur un programme économique d'ensemble. Nous savons bien, par exemple, que la C.G.T. est résolue au sabotage d'une revalorisation du pouvoir d'achat ouvrier, puisqu'elle est loin de partager nos vues sur l'assainissement du circuit distributif.

3. L'action commune n'est donc possible que sur un certain nombre de points précis.

b) Son champ d'application :

1. Dans ces conditions, c'est sur le terrain de l'entreprise et même de l'atelier que s'engagera l'action commune sur des revendications bien précisées et délimitées.

2. Elle peut toutefois se réaliser à l'échelon régional, voire fédéral, par exemple pour obtenir une convention collective.

3. L'action commune s'exclut d'elle-même dans certaines entreprises ou professions où nos camarades sont nettement en majorité.

c) Quelques principes à tenir :

1. A aucun moment la duplicité des stalinien ne doit faire de doute. Aucune illusion sur leur « bonne foi », même lorsque pendant un temps ils marchent correctement avec nous. Donc : vigilance soutenue.

2. Notre devoir est de dénoncer cette duplicité chaque fois que c'est nécessaire.

3. Il est nécessaire avant tout de garder la maîtrise d'une action commune. C'est à ce signe qu'on reconnaît notre capacité d'action. Notre capacité d'action est en effet fonction de notre capacité de garder dans nos mains un mouvement lancé avec la C.G.T. Ainsi il est souhaitable que nous en prenions toujours l'initiative.

4. L'action commune réside essentiellement pour nous dans une présence constante et une affirmation soutenue de notre personnalité.

d) Eléments d'une tactique :

1. En aucun cas ne constituer des comités organiques d'unité d'action qui aliènent indépendance,

liberté et responsabilité de l'organisation syndicale. Les comités de lutte « démocratiquement élus » par la base ne sont que la parfaite illustration de la tactique stalinienne.

2. Bien marquer la différence entre action commune et unité d'action. Il y a pour nous entre ces deux termes plus qu'une nuance. A ce propos il faut rejeter impitoyablement de tout communiqué commun la phraséologie stalinienne.

3. L'action commune doit toujours être aussi bien limitée dans le temps que précisée quant aux objectifs.

4. Revendiquer en tout et partout l'égalité de chaque section syndicale (dans les comités de grève, les meetings, les délégations...).

5. Ne jamais accepter aucun jugement sur les instances supérieures de notre organisation ; ne jamais signer aucun papier équivalant à une ingérence d'éléments étrangers ou irresponsables dans nos affaires purement intérieures.

6. A la moindre entorse à la règle du jeu, la dénoncer publiquement et vigoureusement aux travailleurs qui seront les premiers dans ce cas-là à s'élever contre la mauvaise foi des cégétistes, qui porteront la responsabilité de la rupture.

Face aux nouvelles consignes

Quels résultats a donnés cette tactique que nos cégétistes connaissent bien ?

D'abord des mouvements d'août parfaitement suivis, coordonnés et surtout ni déviés ni dépassés, y compris celui de près de 30.000 métallurgistes — des mouvements qui n'échappèrent pas un instant au contrôle des organisations syndicales libres (sauf pour une seule branche professionnelle).

Ensuite, c'était inévitable, des grincements sérieux se sont produits dans l'appareil politique de la C.G.T.

Ce qui nous fait dire que les satisfecits ne seront plus donnés comme par le passé aux militants de la Loire, bien au contraire !

J. Breteau, secrétaire de la Fédération des Métaux C.G.T., ouvrit la série des réprimandes dans le numéro du *Peuple* du 1^{er} septembre 1953. Nous relevons en particulier dans sa prose :

« Des comités de base, comités d'unité d'action, comités de grève, se sont constitués... (il cite des départements et entreprises où, à son point de vue, tout a « bien » marché). Cependant, en ce qui concerne l'organisation de l'unité à la base il y a encore des points faibles dans la région parisienne, dans la Loire et la Loire-Inférieure... »

Si la tactique stalinienne a surtout été déjouée dans la Loire et la Loire-Inférieure, n'est-ce pas surtout parce que dans ces deux départements la plupart des syndicats F.O. ont toujours eu une position très claire sur les relations intersyndicales ? Si ces manœuvres furent aussi déjouées dans la Métallurgie en général n'est-ce pas aussi parce que les fédérations F.O. et C.F.T.C. avaient été très précises sur l'ordre de grève de 48 heures donné à tous les syndicats en leur donnant une ligne de conduite ? « Cette action devra être menée par les organisations syndicales en étroite liaison à l'exclusion de comités irresponsables... »

Ce ne fut pas non plus par hasard que Robert Hernio, du bureau confédéral C.G.T., était dépeché à St-Etienne le 19 septembre auprès des militants de l'U.D. C.G.T. qui, dans un long article paru dans le *Patriote* du 21, passait à l'autocritique. En voici les termes les plus significatifs :

« ...Tirant les conclusions des débats qui avaient eu lieu, R. Hernio devait insister tout particulièrement sur la constitution rapide des comités d'unité d'action dans chaque chantier, chaque usine, chaque puits, chaque atelier.

» Qu'avons-nous constaté, dit-il, au cours des grèves d'août où nous avions peu ou pas eu de comités d'unité d'action ? Nous avions des cartels aux échelons supérieurs. Dans ces cartels nous étions minoritaires alors que... »

Somme toute, Hernio reprochait aux militants de s'être « fait avoir » et leur dictait la ligne orthodoxe précisée par Lecœur à Lens le 2 septembre :

« L'unité à la base, c'est le comité d'unité d'action élu par les travailleurs.

» Lorsque sur la base des puits et services on se contente de contacts entre responsables C.G.T., F.O., C.F.T.C., cette addition de militants, ce cartel d'organisations, même si cela se produit à l'échelle d'un puits, ce n'est qu'un accord de sommet. »

Voilà donc « la ligne du parti » dûment précisée pour un meilleur plumage de la volaille. Pour nous, en était-il besoin ! Nous savions bien que dans les actions communes nous ne viserions jamais les mêmes buts. Eux veulent uniquement « la liquidation de la scission » (!), et nous : faire plier le patronat.

Compte tenu des luttes futures et des inévitables actions communes avec les autres organisations y compris la C.G.T. pour établir face au patronat privé le rapport de forces conséquent, à nous de préciser la tactique indispensable pour efficacement défendre nos revendications.

Je n'ai jamais sous-estimé les dangers et les risques de l'action commune. Toutefois j'ai toujours eu la conviction que ne pas les courir était beaucoup plus lourd de conséquences.

Le refus systématique de l'action commune nous contraint souvent à l'immobilisme. On donne à nos militants une mentalité apeurée et craintive. On entretient leur complexe d'infériorité, on pousse les plus dynamiques des travailleurs dans les bras des politiciens. Et chose plus grave : on favorise l'inertie des travailleurs, on permet la progression de la réaction et avec elle de l'injustice sociale et de la misère, à la grande satisfaction des stalinien.

A. LAVAL,
Métaux (Saint-Chamond).

LA LUTTE DES CLASSES AU-DELA DU RIDEAU DE FER

GREVES DANS LES USINES METALLURGIQUES DE LA REGION DE MANSFELD

Les rations de vivres supplémentaires, qui avaient été promises aux ouvriers au mois de juin, n'avaient pas été distribuées. C'est pourquoi le 28 août les ouvriers de la fonderie August Bebel à Helbra débrayèrent. Peu après, leur exemple fut suivi par le personnel de la fonderie d'argent et celui de la fonderie de cuivre à Hettstedt. Au cours d'une réunion, à laquelle prit part également une commission envoyée par le ministère des mines, de minerais et des fonderies de Berlin-Est, des discussions violentes se produisirent ; finalement la direction de l'entreprise présenta ses excuses et donna satisfaction aux revendications des ouvriers.

Dans la fonderie de plomb d'Hettstedt, où les mêmes revendications avaient été présentées sans résultat à la suite d'une grève de deux heures, une explosion détruisit, le 31 août, le transformateur principal de la centrale électrique. Il s'ensuivit l'arrêt complet de toute l'usine.

GREVE DANS LES MINES DE CUIVRE DE LA REGION DE MANSFELD

Les mineurs de Mansfeld ont fait, un dimanche une grève de 24 heures en octobre dernier. A l'exception de quelques membres du parti, faisant les jaunes, l'arrêt du travail fut général. Cette grève avait été provoquée par un décret du directeur général, Gutjahr, qui réintroduisait le système de relèves aboli après le 17 juin, qui consistait en ce que le repos dominical était limité, pour chaque travailleur, à un dimanche sur sept.

La Vie des Cercles

CERCLE ZIMMERWALD

SEANCE DU 15 NOVEMBRE 1953

Les journées de juin à Berlin-Est et les perspectives possibles

Les journées de juin 1953 à Berlin-Est marquent la première preuve matérielle d'un renouveau possible de l'internationalisme ouvrier, faisant éclater les cadres de mouvements traditionnels et dépassés. Notre Cercle se devait de marquer cette date et d'envisager les perspectives d'avenir.

Benno Sarel nous a présenté le déroulement des événements ; puis Bruno a analysé devant nous la signification historique de ces journées mémorables, et Manès Sperber en a tiré quelques conclusions actuelles qui dépassent le cadre géographique de cette révolte ouvrière, notamment en ce qui concerne la mission de la classe ouvrière dans le monde de demain.

L'EXPOSE DE BENNO SAREL

Avant le déclenchement des événements de juin 53, trois étapes schématiques caractérisent les sentiments de la classe ouvrière de l'Allemagne orientale, face au nouveau régime :

— En 1945, pendant trois mois, l'effondrement des nazis donna aux ouvriers allemands de l'Est d'immenses espoirs, qui furent matérialisés par l'activité des comités d'entreprise nouvellement institués.

— Dès l'automne 1945, le reflux commence : les bonzes s'installent dans les cadres du nouveau régime et les ouvriers comprennent que l'heure est au « chacun pour soi » et au système D. Cependant, surtout jusqu'en 1950, une bonne partie de la jeunesse ouvrière, nouvellement promue à des postes de direction et d'organisation, mise à la place des anciens chefs d'usine et techniciens, entrant par priorité dans les écoles et les universités, suit avec sympathie l'instauration de l'ordre nouveau.

— En 1949, surtout après la réforme monétaire, le travail reprend plus normalement, les ouvriers les plus capables se sont installés dans les cadres, mais ne sont pas toujours opposés aux revendications de leurs camarades d'atelier. Les réunions des syndicats officiels obligatoires et des brigades s'animent de nouveau : la discussion des conditions de travail, à l'échelle de l'exécution, est tacitement autorisée, parfois officiellement encouragée. Mais c'est l'année où commence la révision des normes, et le malaise ne fait que s'aggraver jusqu'en 1953 ; des bagarres et même des grèves éclatent, mais sans lendemain. 1953 s'annonce une année dure : le réarmement est officialisé depuis le discours de Wilhelm Pieck le 1^{er} mai ; le relèvement des normes de travail, c'est-à-dire une baisse de salaire réel, est devenu une réalité. Les ouvriers participent, dans les syndicats et les brigades, aux transformations du régime. Mais tout en participant au système, ils faussent le système et compromettent l'avenir du régime lui-même. Dans le bâtiment, surtout à Berlin où les besoins de la reconstruction priment tout, la situation est nettement privilégiée. La Stalinallee, commencée en 1952, occupe des dizaines de milliers d'ouvriers.

C'est seulement le 29 mai que les normes de production dans le bâtiment sont relevées de 10 %, mesure qui ne devient réelle et sensible aux ouvriers que le 5 juin, jour de paie. La situation est tendue, mais la presse officielle semble encourager l'autocritique la plus sévère, témoin cet article du *Neue Deutschland* du 14 juin (trois jours avant les événements) qui démonte sans ménagement le mécanisme du relèvement des normes : émulation truquée, chantage entre les brigades, expulsion d'ouvriers ayant cessé le travail (on ne prononce pas le mot de grève !) ; cet article s'intitule : « Il est temps d'en finir avec le système du marteau ».

Les événements des 16 et 17 juin 1953 s'expliquent certes par le cours nouveau en U.R.S.S., par l'affaiblissement intérieur de l'occupant, mais aussi par des luttes de fraction (entre Grotewohl l'« opportuniste » et Ulbricht le « sectaire »), reflet des luttes qui se font jour en U.R.S.S., mais surtout par un mécontentement réel (lors d'une deuxième paie diminuée) de l'ensemble des ouvriers, qui saisirent l'occasion d'une délégation de pétitionnaires pour amplifier le mouvement revendicatif et lui donner un tout autre caractère : pour la liberté des élections et contre l'occupant. De nouvelles brigades se réunissent aux premières au long de la Stalinallee, soit pour revendiquer, soit pour chercher du travail ailleurs. D'autres éléments se joignent aux gars du bâtiment. On connaît la suite : le discours du ministre et la réponse ouvrière, l'extension du mouvement en feu de prairie le lendemain, dans toute l'Allemagne orientale où il prend une allure insurrectionnelle, surtout à Magdebourg et à Chemnitz ; la répression se fait plus dure dans la rue, mais les grèves continueront dans les usines.

Tout d'abord, le premier mois, les sommets du parti semblent souhaiter une détente : Grotewohl, sans se compromettre ouvertement, appuie cette « libéralisation » du régime et laisse son ministre de la Justice affirmer la légalité du droit de grève, laisse libérer des grévistes emprisonnés ; les prix du marché libre diminuent de 40 % ; les normes s'assouplissent ; des comités de grève subsistent dans la demi-clandestinité ; on parle de liberté des élections, du limogeage prochain d'Ulbricht.

Vers le milieu de juillet, un nouveau tournant, après la chute de Bëria, ramène brutalement à la politique de dureté : Fechner est arrêté, journalièrement « des provocateurs sont remis aux mains des autorités », de nouveau les réunions syndicales sont silencieuses. Mais une résistance passive continue.

En conclusion, la classe ouvrière de Berlin-Est a prouvé qu'elle était capable, dans une situation entièrement nouvelle et sans chefs, de rester à la tête d'un mouvement libérateur et progressiste (alors que les autres classes de la société avaient courbé la tête, et ne feront que jouer le rôle de suiveurs) ; elle a prouvé qu'on peut se défendre même au sein d'une société totalitaire, que la spontanéité des masses crée des formes de résistance d'un type entièrement nouveau, contrairement à la théorie léniniste du parti, avant-garde de la classe ouvrière. Les ouvriers d'Allemagne orientale qui connaissent bien l'exploitation capitaliste traditionnelle et la nouvelle exploitation étatiste actuelle, peuvent mieux que d'autres faire la synthèse de ces deux expériences négatives, en vue des luttes de demain. Ils nouent des contacts avec les autres classes d'Allemagne et, au-delà des frontières, peut-être avec les autres classes ouvrières.

LA SIGNIFICATION DES JOURNEES DE JUIN, par BRUNO

Sur la signification historique de ce mouvement spontané et inattendu, Bruno nous apporte matière à réflexions.

Un fait est acquis : sans l'intervention des troupes russes, les ouvriers allemands auraient balayé leur gouvernement fantoche. Cette vérité est admise par tous, même par les Russes, et leur politique à l'égard de l'Allemagne s'en ressent. Les Russes savent qu'en cas d'élections libres leur départ est certain.

C'est la première fois, pour l'Occident, que l'armée rouge tire sur la classe ouvrière. Le fait n'est pas nouveau en Russie, mais les hommes mal renseignés d'Occident et des pays satellites ne peuvent plus avoir de doute à ce sujet.

Le relâchement de la dictature en U.R.S.S., après la mort de Staline, a permis l'extension au grand jour d'un mouvement jusque-là latent. Il y avait déjà eu des rébellions avant, en Allemagne orientale et surtout en Tchécoslovaquie.

Ces Journées de Juin sont-elles une préfiguration de luttes ouvrières futures contre le sta-

linisme ? Oui. Même si le mouvement est devenu plus complexe, il est hors de doute que la classe ouvrière allemande a pris la tête d'une éventuelle insurrection nationale et populaire. A Magdebourg, à Leipzig, il y a eu une véritable prise du pouvoir par les comités de grève. Un peu partout, et tant que les troupes russes n'ont pas tiré, les ouvriers ont eu la sagesse de ne pas transformer une révolte intérieure allemande en un combat sans lendemain contre un occupant puissamment armé. Les tendances révolutionnaires et nationalistes ont toutefois été étroitement mêlées.

Que fallait-il faire pour aider les ouvriers allemands en lutte ? Ce qui est grave c'est qu'on n'a presque rien fait en Occident, mais surtout que même à Berlin-Ouest on n'a pas envisagé une grève de solidarité, fût-ce de quelques heures. On ne pouvait guère souhaiter cependant l'intervention des tanks américains. La faiblesse des mouvements ouvriers allemand et internationaux rendait toute victoire précaire et dangereuse pour la paix. L'attitude réticente des Alliés, face à cette révolte ouvrière qui semblait servir leur politique de « containment », est caractéristique : l'attitude des trois commissaires occidentaux fut équivoque, soi-disant par crainte d'aggraver le risque de guerre, mais aussi par peur des troubles sociaux ; le blocage du bourgmestre Reuter à Munich est caractéristique à cet égard.

Il est bon de lier les événements de juin avec l'exposé de Marceau Pivert du mois dernier sur la Communauté européenne et le réarmement allemand : tant que les Russes occupent l'Allemagne orientale, leur position stratégique est forte ; on ne voit pas pourquoi ils la lâcheraient sans contre-partie, et quoi leur offrir en échange ? Après le réarmement allemand, l'hypothèse d'une alliance russo-allemande reste une menace réelle.

QUELQUES CONCLUSIONS ACTUELLES, par MANES SPERBER

Le nom même du Cercle Zimmerwald, les événements de Berlin, tout cela réveille en chacun de nous des sentiments de jeunesse auxquels nous restons attachés. Quels sont les faits nouveaux, à la lumière desquels on peut interpréter le devenir des classes ouvrières et des nations ?

Il est bien évident que la perspective marxiste a subi un échec en 1914 : les frontières de classes se sont avérées moins efficaces que les frontières nationales. La « trahison » des chefs du mouvement ouvrier, qui a été un de nos slogans, doit être remise au second plan ; c'est une théorie antimarxiste, liée à une conception policière de l'histoire. De même l'hypothèse d'une « aristocratie ouvrière », en Occident, détachée des masses et trahissant avec les chefs. Qu'est-ce alors que la mission historique d'une classe, égarée à ce point par ses chefs ? Que devient dans tout cela le déterminisme économique qui devait la faire accéder au pouvoir ?

Certes l'après-guerre de 1918, les révolutions en Russie et dans les pays vaincus ont pu nous faire espérer un redressement ouvrier, sous des formes diverses. Mais depuis, nous n'avons vécu que des défaites, plus ou moins inglorieuses. Nous savons que des défaites successives peuvent se muer à la longue en victoire, que la plus grande victoire (celle de la révolution russe) peut se muer rapidement en une lourde défaite. Mais où est vraiment dans tout cela le rôle d'avant-garde d'une classe appelée à transformer le monde ?

La seconde guerre mondiale n'a montré nulle part une classe ouvrière apte à remplir sa mission historique. Les partis communistes, se réclamant du prolétariat en principe, n'ont réussi à mouvoir de grosses masses humaines qu'en faisant appel à des slogans ultra-nationalistes.

Manès Sperber pense donc qu'on doit considérer les événements de Berlin-Est à la lumière de ces échecs constants. **Là encore la solidarité internationale de classe a fait faillite :** Nous étions absents ; pas un geste efficace de solidarité, pas un seul camion de vivres pour les insurgés de la part des organisations ouvrières

libres d'Occident : les colis vinrent du gouvernement américain ! Tout en sachant bien que l'ouvrier, comme tout homme, a comme souci matériel immédiat de vivre et de faire vivre les siens en face d'un évènement de cette importance, s'il y avait eu quelque part la moindre maturité politique, la nécessité et les moyens d'aider Berlin-Est se seraient exprimés.

Sans vouloir idéaliser la classe ouvrière allemande, il y eut, même sous Hitler, même sous un apparent silence de plomb, des « cadres » spontanés dirigeants la pensée de leurs compagnons de travail, dans chaque grande usine. Or, après l'arrivée des Russes, ces cadres sont devenus les managers et les directeurs du nouveau régime. Même sous l'ignominie stalinienne le **problème du renouvellement des cadres** s'est posé, obscurci par une frénésie de mensonge et de calomnie. « Alors, une simple cuisinière pourra diriger l'Etat », disait Lénine. Oui, s'il n'y a plus d'Etat. En attendant, même après une « vraie » révolution, le renouvellement des cadres reste la tâche première.

Pour revenir à l'Allemagne de l'Est, c'est une histoire de « norme » qui a tout déclenché, le nouveau régime affirmant qu'on ne peut faire grève contre soi-même, puisque le prolétariat est censé être au pouvoir, et avoir besoin d'une production accrue. **La révolte fut bien une révolte ouvrière**, comme en témoigne la carte géographique des événements, dressée par « Der Monat » : les grands centres de populations ont été les centres du combat. **Le caractère de révolte nationale est venu ensuite**, et c'est très naturel : les questions nationales, paysannes, de minorités sont moins résolues qu'il y a cent ans. Comment peut-on imaginer que cette révolte socialiste de Berlin-Est ne se soit pas développée dans un contexte national et social particulier, alors que le pays est coupé en deux, des provinces allemandes entières annexées, sans une seule protestation des autres classes ouvrières d'Occident ? Ce n'est pas en niant les problèmes nationaux qu'on les dépasse.

S'il existait un internationalisme prolétarien, si tous les ouvriers du monde s'étaient intéressés à eux, les ouvriers de Berlin-Est auraient eu une autre optique. On a rejeté ces ouvriers dans une « lutte de quartier » ; même Berlin-Ouest n'a rien fait. En cas d'élections libres, dans toute l'Allemagne orientale, la grande majorité de ces ouvriers en révolte voterait Adenauer et non social-démocrate.

Un autre problème non résolu de toute révolution (car la révolte de juin aurait pu être le prélude d'une révolution : les révolutions ne se produisent jamais en un lieu et au moment prévu par les stratèges du mouvement ouvrier ; elles éclatent soudainement en un point affaibli et se développent spontanément avec une extrême rapidité lorsque la situation est « mûre »), **un problème non résolu, c'est celui du but d'une révolution victorieuse.** Tout ce qu'on sait, jusqu'à présent, du socialisme c'est qu'il consiste à instaurer la dictature des cadres, à créer une bureaucratie aliénée de la classe ouvrière. Comment résoudre autrement la conquête du pouvoir ?

Un dernier fait mériterait d'être étudié : celui des rapports des événements de Berlin avec les grandes grèves d'août dernier en France, où la paralysie des transports et des P.T.T. n'a pas mis un instant en danger l'ordre établi.

DISCUSSION

De nombreux camarades y prirent part, essayant de repenser les problèmes évoqués par Manès Sperber et Bruno, de préciser les faits fournis par Benno Sarel.

Aucun des orateurs ne peut donner de précision sur le nombre des victimes des Journées de Juin et nous dire comment aider des emprisonnés, dont les noms même sont tenus secrets. Toutefois, si le nombre officiel des morts est de 21 (d'après la presse soviétisée), on peut avancer sans excès le chiffre d'une centaine, peut-être plus ; aucune statistique n'existe.

Parmi les multiples interventions, retenons celle de Chambelland. S'appuyant sur les précédents

historiques de juin 48 et de leurs répercussions sur la Commune de Paris, il considère que les journées allemandes de juin dernier sont pour nous réconfortantes, malgré tout ; ces mouvements souterrains que nulle tyrannie ne peut arrêter à temps sont le plus sûr garant de nos espoirs de demain. Quant au problème fondamental de l'organisation d'une révolution vraiment victorieuse, il nous intéresse tous ; sans pouvoir le résoudre dans l'abstrait, on peut avancer avec certitude qu'il faut, sous tout régime (aussi sympathique qu'il paraisse), une opposition libre : celle des syndicats semblant la plus efficace, l'autonomie syndicale des producteurs est le meilleur garant de nos libertés ; « Tout le pouvoir aux syndicats » est un mot d'ordre dangereux ; il nous faut des syndicats libres à côté du pouvoir. Le mouvement syndical assure le « relais » des générations ; la classe ouvrière, comme les autres couches de la société, change toujours par l'adjonction de jeunes générations dont bien malin qui pourrait prévoir les réactions élémentaires ; une révolution ne vient jamais comme l'attendent les révolutionnaires : les « vieux » assurent le relais, mais ne commandent pas l'événement inattendu.

A **Monatte**, qui lui rappelle l'isolement géographique de la Commune de Paris, **Manès Sperber** reconnaît que les Journées de Juin à Berlin-Est sont l'événement le plus positif des trente dernières années. Le bilan négatif est pour nous qui n'avons rien fait pour aider les ouvriers berlinois.

La preuve est faite qu'une révolte est possible contre un régime totalitaire en phase d'affaiblissement, qu'elle peut être dirigée par la classe ouvrière (alors que les bourgeois louvoient avec le régime), surtout si cette classe a un passé historique (tous les efforts d'un siècle d'organisation ouvrière n'ont donc pas été vains). M. S. pense même que l'intervention des tanks occidentaux en juin n'aurait pas déclenché une nouvelle guerre, les Russes ayant trop de difficultés intérieures à résoudre. Il est donc optimiste quant à la technique de prise du pouvoir par le prolétariat. C'est après la victoire qu'il devient plus sceptique quant à la capacité de gestion de la classe ouvrière. Il faudrait publier une brochure sur les événements de juin 53 : qui d'entre nous s'en chargera ?

Benno Sarel et **Bruno** insistent aussi sur le côté positif des Journées de Juin et sur la nécessité d'établir le programme d'un mouvement socialiste démocratique victorieux.

En conclusion, les événements de l'Allemagne de l'Est, comme ceux de Tchécoslovaquie, sont les prémices d'une grande action, mais pas encore la grande action elle-même. Ils prouvent que les classes ouvrières évoluées ne peuvent être digérées par le système soi-disant soviétique. **Muglioni**, **Marceau Pivert**, **Barton** et **Chambelland**, en particulier, expriment l'opinion que c'est surtout après une victoire ouvrière authentique que les vrais problèmes se posent.

SEANCE DU 13 DECEMBRE 1953

La prochaine réunion du Cercle Zimmerwald aura lieu le 13 décembre 1953 à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris 7^e (métro Solférino).

Louis Capit parlera de :

LA SITUATION ACTUELLE EN INDOCHINE.

Un libre échange de vues suivra son exposé.

Nos camarades sont priés d'amener, sous leur responsabilité, leurs amis que l'activité du Cercle Zimmerwald intéresse.

ENTRE NOUS

A la suite de notre appel dans l'Entre Nous du dernier numéro, nous avons reçu un bon nombre de lettres. Nous les publions ci-après :

De JEAN ET ANDREE (Lyon)

Hier soir (20 novembre) a eu lieu la réunion du Cercle Pelloutier local consacrée à la discussion de l'article de Louzon sur le « parti américain ». Nous voulions laisser passer cette expérience avant de vous écrire. Quand on en tire le bilan, on peut établir ce qui suit :

Il y a accord sur un premier point : tous déclarent préférer vivre dans le monde occidental, avec sa relative liberté.

Il y a accord sur un second point : tous reconnaissent que si les Russes n'ont pas jusqu'ici mangé l'Europe, on le doit à la force militaire américaine.

Tous reconnaissent, également, que si la Russie ne doit pas porter en avant ses positions, il faut que cette force américaine continue de peser dans la balance.

Ces choses étant ce qu'elles sont, quelle position faut-il prendre soi-même quand on se dit du « parti ouvrier » ?

A partir de là, les esprits se divisent. Dans une confusion parfois extraordinaire.

Tel camarade — un jeune — souhaite que les Américains soient forts pour contenir les Russes, mais il craint que les premiers, trop conscients de leur force, ne déclenchent la guerre. D'où son inquiétude de voir les ouvriers sans armes, alors qu'ils pourraient un jour en avoir besoin, pense-t-il, pour rappeler à la raison ces Américains, les faire renoncer à toute intention agressive !

Un autre — un vieux — approuve Louzon, sauf pour les questions indo-chinoises et nord-africaines. « Les pacifistes ne m'auront plus », déclare ce camarade. Il ne conçoit pas la possibilité d'un combat sur les deux fronts à la fois. « Il n'y a que les deux grands... Il faut choisir. » Car « le mouvement ouvrier n'existe pas. Entre les forces réelles, vous ne comptez pas. Vous n'êtes rien. Zéro. » Toute tentative de mouvement ouvrier autonome n'est que du neutralisme masqué. Elle revient à refuser à la puissance protectrice les forces dont elle a besoin. Par conséquent : toute velléité d'agir en raison d'un mouvement ouvrier autonome joue, inconsciemment sinon consciemment, en faveur des Russes...

De l'autre côté, il y a ceux qui rejettent la position de Louzon. Ils la considèrent comme néfaste. Elle signifie, pour le « parti ouvrier », abdiquer. Ce mouvement ouvrier autonome est aujourd'hui sans force ? Il faut le refaire. Louzon le renie. Il joue la carte de la guerre. Mais, déclarent la plupart des camarades appartenant à ce groupe, nous ne sommes pas neutres. Nous combattons aujourd'hui sur les deux fronts, contre le capitalisme américain et contre le totalitarisme russe. La guerre devrait-elle éclater, nous ferions de la résistance contre les Russes, mais sans alliance avec la bourgeoisie, une résistance alliée à l'effort de guerre américain, mais sans prolongement politique.

Affirmations et contradictions se succèdent, les esprits s'échauffent, les voix s'animent. On piétine.

Le point crucial nous paraît être que la position « neutre » demeure obscure dans son sens. Nous essayons de l'éclaircir.

Tout homme politique se doit de partir dans sa prise de position d'une appréciation de la situation concrète. Or quelle est la réalité des choses ?

Deux géants se guettent, entre eux il n'y a pas pour l'instant de troisième force. Chacun des deux n'a qu'un désir, une volonté : être le plus fort. Et de s'armer. Il n'a besoin ni de vos conseils — dont il se moque —, ni de votre concours.

Il est certain que si les deux restent seuls sur l'échiquier, le monde ira de catastrophe en catastrophe. Il se peut que la grande guerre, celle qui

mettrait aux prises les deux géants, n'ait pas lieu. Ce n'est pas invraisemblable, au contraire. Mais les « petites » guerres rôderont tout autour : coréenne, indochinoise... Et le monde continuera de s'embourber dans la barbarie.

Tant que la guerre générale n'a pas lieu, c'est du temps accordé à la renaissance de l'unique force capable de sauver la civilisation : un mouvement autonome pour la libération sociale de l'ouvrier, capable de réaliser une société socialiste non dans ses slogans, mais dans la réalité des choses. Ceux qui entendent œuvrer dans ce sens ont un seul et unique devoir : concentrer leur force sur cet objectif.

D'ailleurs Louzon et ses partisans oublient une chose : au cas où la guerre n'aurait pas lieu, la situation deviendra un jour plus ou moins dramatique d'une autre manière. Pas d'éternelle « économie de guerre en temps de paix ». Mais sans une telle économie, la crise ne peut pas ne pas éclater aux U.S.A. capitalistes. Eh bien ! si d'ici là la renaissance du mouvement pour la libération ouvrière n'est pas efficacement préparée, sous le signe d'un idéal renoué contre lequel se briserait la propagande russe, on risque d'assister à une victoire blanche des stalino-malenkovistes.

Le « parti américain » sombrerait dans la confusion. Ses armes se révéleraient inopérantes. Il verrait s'évanouir sa relative liberté.

En cette affaire, il nous semble que Monatte a fait entendre, en tirant le signal d'alarme, tout ce qu'il fallait. Nous comprenons l'inquiétude ressentie. Nous la partageons. Puisse, en dépit de tout, la R.P. sortir renforcée de cette crise.

De A.-V. JACQUET (Rhône)

Je ne comprends pas l'émotion que soulèvent les articles de notre ami Louzon. Ses vues, qui d'ailleurs n'engagent que lui, me semblent utiles à connaître.

Croce, — l'histoire faite homme —, a écrit que « la profondeur de la vision historique entraîne avec elle la profondeur de l'intérêt éthique et politique, en est stimulée et le stimule ». Chez Louzon la profondeur de la vision historique est certainement stimulée par le fait que notre ami est un de ces hommes qui, en toutes circonstances, « disent le droit » de leur mieux.

Cependant, je trouve qu'il abuse de la comparaison historique, car si certaines situations actuelles présentent des ressemblances avec des situations antérieures il n'y a jamais identité entre elles. L'histoire se produisant avec liberté, on n'est pas fondé à prédire ce qui se passera demain de ce qui se passa autrefois.

Exemple bien connu : les cités de la péninsule hellénique ne surent s'unir et former une Grèce autonome. Leurs mesquines querelles, leur impérialisme sauvage, même quand il s'agissait de cités modestes (ainsi Thèbes) firent d'elles la proie des Romains d'abord accueillis en libérateurs.

Ce tragique souvenir nous hante et nous sommes portés à assimiler l'Europe à la Grèce antique. L'Europe nous semble alors appelée à échouer puisque présentement deux gouvernements « européens » sont à deux doigts de la guerre à propos d'un modeste port sur l'Adriatique.

Mais à quoi bon cette comparaison ? Ni dans le passé, ni aujourd'hui, je ne vois d'autre Europe que l'Europe géographique.

L'Europe dont on nous tympanise est une simple création verbale née de l'accord de gouvernements capitalistes et cléricaux, animés de l'esprit de croisade. En France, ne pouvant décemment nous entraîner à la guerre au nom du capital et de la religion, les inamovibles Bidault, Teitgen, Schuman, etc. cherchent à obtenir le même résultat au nom d'une mystique « européenne ». Les mêmes gouvernants qui font couler le sang, à flots, en Indo-

chine ont l'audace de nous prêcher l'union autour des « valeurs spirituelles ». J'ai beau me tâter et m'observer, je n'éprouve aucun sentiment de fidélité, ou encore de loyalisme, envers l'Europe artificielle que l'on me propose de révéler puisque l'idéal que me proposent les « Européens » est inférieur aux exigences de ma conscience.

A l'heure actuelle, les citoyens du monde sont des millions. Là où est la justice, là est la patrie, diraient-ils volontiers. Pourquoi rétrograderaient-ils de la citoyenneté mondiale à une soi-disant citoyenneté européenne ? Pourquoi seraient-ils d'un « camp » plutôt que d'un autre ?

Par sagesse ? par crainte du pire ? Soit. Mais alors, il s'agit pour chacun de nous d'une décision pragmatique prise sous notre propre responsabilité chaque fois que le choix s'impose.

Avant de m'enrôler, je me permets d'observer, de voir venir.

Et puis m'enrôler est un mot bien gros. Si je participe à un mouvement qui me semble accordé à l'idéal que je m'efforce de promouvoir, je ne lui suis fidèle que dans la mesure où il me paraît le servir lui aussi. Je ne suis d'un « camp » plutôt que d'un autre que si ce camp m'apporte des garanties sérieuses.

Les événements de Berlin ne m'ont certes pas rendu sympathique le gouvernement russe. Mais quand j'apprends, par la radio et la presse, que le vice-président Nixon, au cours de l'opération « Mouette », a visité le front du Tonkin afin de s'assurer que les dollars américains étaient bien employés et qu'à leur octroi correspondait un nombre convenable de cadavres des deux armées en présence, je n'éprouve nulle envie de me ranger dans le « camp » américain.

Autre chose maintenant : ne sachant absolument pas de quoi demain sera fait (l'histoire est fertile en coups de théâtre) j'avoue ne pas comprendre pourquoi nous nous querellerions au sujet de nos anticipations mutuelles.

Staline mort il y a moins d'un an est déjà oublié. Il est possible qu'un jour on le maudisse en Russie.

L'histoire est à tout instant le domaine de l'incertitude, de l'aléatoire, de l'enchevêtrement. Elle n'interdit pas la prévision mais elle s'en défie. Le rapport de Kroutchev sur l'agriculture russe nous montre quel écart il y a entre les plans et leur réalisation.

Alors ? Alors ne nous frappons pas.

Notre ami Louzon n'a qu'à écrire librement ses articles et nous qu'à les lire avec soin dans un esprit critique et même dans un esprit controversiste puisque la vérité ne se dégage qu'au prix de discussions où chacun se soumet aux exigences de la preuve.

Et disons pour finir que les possibles sont toujours beaucoup plus nombreux que nous ne pensons.

De THEVENON (Loire)

Je pense que le malaise se tassera. Ici on comprend mal de pareils heurts. Nous sommes plus tolérants ; on peut l'être sans compromettre la vie de la R.P., et tout en restant dans l'axe d'un syndicalisme vivant, d'action directe et internationaliste. J'essaierai peut-être de dire plus longuement ma pensée sur ce point, plus tard. S'il y avait plus de syndicalistes dans le bain au noyau, tout irait mieux. On aurait pu créer des cercles et les élargir, avoir des contacts avec ceux qui sont dans le bain, les aider et prendre leurs conseils à la fois. Il ne faut pas être hypnotisé par des principes ; ce sont des guides. Quand on veut se faire le porte-parole de la base et gagner sa confiance on ne doit pas être trop intransigent, pas trop exigeant, sans pour cela renoncer aux principes. Monatte a bien fait de répliquer ; ça montre que la R.P. est vivante et ça fait utilement réfléchir.

De R. PETITJEAN (Côte-d'Or)

Mon cher Monatte,

Si j'envoie mon réabonnement à la R.P. avec deux bons mois de retard, c'est que j'ai hésité à me croire encore des vôtres. C'est votre mise au point qui me parvient ce matin dans le numéro de novembre qui me décide. Je veux bien « suivre » la R.P. — que depuis assez longtemps je ne suis presque plus du tout — s'il y a quelque chose à défendre, s'il faut battre un peu le rappel dans la maison...

C'est bien entendu de Louzon qu'il s'agit. Je vous ai dit — c'était à propos de Camus — ce que je pensais de l'orientation qu'avait prise peu à peu la revue à cause de lui.

Je ne connais pas du tout Louzon. Je suppose qu'il a été un militant déçu. Je me le représente un peu aussi comme une sorte d'intellectuel repentin. Sa jureur contre ce qu'il nomme « l'intellectualisme », en effet, ressemble bien à un certain masochisme.

Louzon est un cérébral qui a cru trouver, je pense, dans les faits une justification de sa logique. Son fatalisme en ce qui concerne la guerre m'a toujours semblé plus dangereux encore qu'injuste. Sa conception matérialiste de l'histoire l'aaveugle encore et lui fait dire aujourd'hui ce qu'il s'autoriserait bien entendu à critiquer chez un autre, toujours au nom des fameux principes. Ce qui est grave, c'est que cette forme de réalisme « prend » bien chez les hommes, et chez les hommes d'action justement, chez les ouvriers qui ne sont pas capables d'argumenter aussi bien que Louzon ; et beaucoup mieux encore que ne « prend » le vague sentimentalisme des autres.

On peut, si on le veut, être plus fort que Louzon, et le battre sur son propre terrain. Je crois que c'est un peu le jeu de certains philosophes de « gauche », en ce moment ; je n'accepte pas Sartre ou Camus, à des degrés divers. C'est bien vain. Comme je préfère ce que vous appelez la « confiance » ! Évidemment, c'est un peu vieux jeu, cela, un peu Proudhon et anarchisme XIX^e siècle. Pour moi qui n'ai tout de même pas perdu cet espoir que je n'aime pas appeler « révolutionnaire » parce qu'il me semble essentiel à l'humanisme le plus élémentaire, pour moi je sais bien que cela ne me conduira pas à l'action, tout au moins volontaire. Mais comment agir si, comme le dit Louzon, toute action est déjà embrassée dans ce vaste et conjugué mouvement de l'Histoire ? Que pense Louzon de « cette dialectique cynique » dont parle Camus dans la R.P. de septembre ? « Choisir deux fois la servitude et, condamnation dernière, la choisir pour les autres » : n'est-ce pas la meilleure réponse à son paradoxe sur le parti américain ?

De J. GENEVRIER (Loire)

J'ai toujours lu avec un très grand intérêt les articles de Louzon et de Monatte. Surtout quand l'un d'eux met le feu aux poudres, parce que la réaction provoque très souvent des explications plus précises, parfois des corrections qui s'imposaient. Ainsi pour le dernier article de Louzon. Il ne m'a nullement choqué ; mais j'attends avec impatience sa réponse à certaines questions de Monatte (pourquoi Louzon ne trouve-t-il pas naturelle l'attitude des Etats-Unis à l'égard de Franco, Bao Dai, Mossadegh ?) et de Boissel (un gouvernement débarassé de ses soucis extérieurs ne pourra-t-il plus alors se tourner avec toutes ses forces, à l'intérieur, contre les tendances révolutionnaires ?).

La R.P. a toujours été — dans certaines limites naturellement — une tribune libre. Des points de vue divergents ont toujours pu s'y étaler, dans une atmosphère de rationalisme, et de compréhension mutuelle. De telles confrontations sont même la meilleure justification du rôle de la R.P., une des conditions de sa vie et de son intérêt.

En tout cas, à mes yeux, le seul danger grave serait que de semblables discussions ne soient plus possibles. On ne trouve pas tous les jours des hommes de la valeur de Monatte et de Louzon.

De C. DELLERBA (Alpes-Maritimes)

A propos de la position prise par Louzon, je crois utile de donner mon point de vue de lecteur d'avant guerre.

L'article de Monatte dans la R.P. de novembre 53 surprend. Je m'explique.

L'équipe de la R.P. représente un groupe de militants qui publient un organe libre, indépendant et révolutionnaire. Le monde, actuellement, se trouve dans une situation confuse : les élites bourgeoises et prolétariennes se posent des questions sur le devenir de la société, de leurs propres conceptions. En face de cette psychose, la R.P. joue un rôle et elle le joue parfaitement : elle apporte sur le chantier de l'étude, le faisceau des points de vue des militants voués à l'action, les pensées de vieux lutteurs pleins d'idées, d'expérience et de foi, les critiques de lecteurs fidèles, désintéressés et sensibles. Il y a là de quoi faire une revue parfaite et je la considère ainsi pour ma part, réserve faite pour quelques articles par trop localisés dans le temps et le lieu pour représenter un intérêt dans ce grand concert de la recherche doctrinale.

Ainsi la R.P. a un rôle extrêmement important à jouer.

La situation établie sous cet angle, l'article de Monatte est négatif. Pourtant Louzon est clair et la R.P. est remplie de sa pensée bien caractéristique.

Louzon a une manière bien à lui de se considérer du « parti américain » et ses constantes « Notes d'Economie et de Politique » (y compris celles de novembre 53) sont la preuve qu'il est sur ce plan constructif, critique et qui plus est... lucide. Monatte n'a pas le droit de dire que Louzon, partant de ses conceptions, devrait approuver la position de l'Amérique par rapport à Franco, Bao Dai, Mossadegh, etc., car la R.P. porte la marque de sa virile opposition non pas par le verbe, mais par la démonstration, l'analyse et la constance.

Monatte voit dans un rêve rose l'ouvrier russe se distinguer du stalinisme, l'ouvrier américain se distinguer du capitalisme américain et cresse ainsi l'oreille de nombreux militants pour lesquels ces espoirs chatouillent agréablement l'intellect ; il reste ainsi dans une tradition, certes, éminemment sympathique mais qu'il me soit permis de l'enregistrer simplement comme vue de l'esprit.

Il est peut-être dur, très dur, pour de vieux lutteurs d'avoir à repenser le sens de la lutte à mener. Et il est certainement très pénible de se voir solliciter par une attitude étrangère à tout ce qui a fait jusqu'ici son raisonnement.

Et pourtant vous n'apporterez au monde du travail une contribution valable que si vous repensez l'histoire et la tactique. Dans une confrontation générale, bénéfique, Louzon apporte son immense dialectique, ses vues profondes, son dynamisme toujours jeune. Que l'on soit ou non d'accord avec lui il convient de l'écouter, de le lire, de le discuter. Il fournit une matière riche à notre méditation.

Je souhaite que l'équipe de la R.P. le comprenne et bâtisse dans la libre controverse, dans la confrontation des thèses et dans l'amitié les fondements de la société de demain plus libre et plus juste.

De J. LAPLAUD (Charente-Maritime)

Qu'il y ait un désaccord opposant les meilleurs collaborateurs de l'équipe R.P. ce n'est ni surprenant ni inquiétant. C'est l'éternelle dualité entre les « réalistes » et les « idéalistes », entre ceux qui voient les choses comme elles sont et ceux qui les voient comme elles devraient être...

Et puis il y a les mots qui ne reflètent pas toujours exactement les idées.

J'ai été, plus d'une fois, assez désorienté par les propos de Louzon. La lettre de lui que vous publiez dans le dernier numéro de la R.P. me rassure un peu. Il reste lui aussi du parti prolétarien international, mais il voit les choses un peu plus en noir que beaucoup d'autres camarades de la R.P. Ce n'est donc pas bien grave.

De F. RIVIERE (Rhône)

C'est la lutte continue des opprimés contre leurs oppresseurs, des exploités contre leurs exploités qui a fait sortir l'humanité de la barbarie. C'est ainsi que sont conquises les libertés.

Là où une telle lutte a été rendue impossible, soit par la force des exploités, soit surtout par l'abandon de la lutte par les exploités, la route est ouverte au totalitarisme, c'est-à-dire à la rechute dans la barbarie.

Le bloc russe et le bloc américain dominent le monde. L'un et l'autre sont candidats à l'hégémonie mondiale. Le monde arabe, comme tous les pays coloniaux, comme toutes les nations sont tiraillés entre ces deux blocs.

Dans le bloc russe, la force ouvrière ou a été écrasée, ou a abandonné la lutte. Ce bloc est retombé dans la barbarie. La révolte de Berlin-Est, la révolte tchécoslovaque ont été écrasées, mais elles ont marqué tout de même le réveil de la conscience ouvrière.

Dans le bloc américain, les luttes ouvrières des pays occidentaux, les luttes des puissants syndicats américains maintiennent des libertés relatives.

Là est la différence essentielle, d'une importance capitale, entre ces deux blocs.

Les dirigeants capitalistes essaient de mettre en avant la nécessité de défendre les libertés relatives contre la barbarie russe pour entraîner les masses ouvrières à la défense de leurs privilèges, à leur conquête du monde.

Cela est tellement vrai que ces nations « relativement démocratiques » ne répugnent pas à s'allier avec la barbarie franquiste, à poursuivre l'exploitation coloniale avec des méthodes dignes de Hitler ou de Staline, à continuer l'exploitation des travailleurs.

Le bloc américain tend à rejoindre les méthodes technocrates-totalitaires du bloc russe.

Notre chance de l'en empêcher c'est la poursuite de la lutte de classe des travailleurs de ce bloc, luttant chacun contre leur propre capitalisme, coordonnant leurs efforts pour la lutte commune.

La force de Karl Marx c'est d'avoir appelé le prolétariat à lutter pour l'application des principes de liberté dont se couvrait la bourgeoisie. La force des opprimés des colonies c'est de lutter pour l'application des principes démocratiques dont se parent leurs propres oppresseurs.

Notre force c'est de ne pas nous laisser ravir les principes de liberté, conséquence de notre lutte de classe, par nos exploités ; c'est de dénoncer leurs actes liberticides sous leurs paroles d'amoureux de la liberté. C'est de considérer que si nous nous trouvons obligés de lutter les armes à la main contre le totalitarisme russe, pire que l'hitlérisme, nous le ferions sur notre terrain de classe. Les leçons de la résistance à l'hitlérisme et les conséquences désastreuses de la collaboration de classe dans cette résistance ne doivent pas être oubliées.

C'est à travers une telle prise de conscience que nous pourrions faire de la C.I.S.L. une internationale capable de défendre effectivement les libertés, une internationale où tous les syndicalistes sauront comprendre leur intérêt commun, abandonnant par là même tout esprit chauvin, où personne ne pourra prétendre tenir les autres sous sa dépendance, sous le prétexte de sa force numérique, sous le prétexte de son aide financière, où chacun menant la lutte dans son propre pays participe tout naturellement à la lutte commune.

Les capitalistes européens et autres sont obligés de vivre avec des ressources étrangères, et donc de ne vivre que dans une dépendance relative ou bien disparaître.

Le syndicalisme, à peine de mort, et donc à brève échéance de mort des libertés, ne peut se cantonner dans un tel dilemme.

Il ne s'agit pas pour nous de rêver à « l'indépendance française », mais de créer un mouvement ouvrier français qui se place sur le plan de l'indépendance de classe, sur le plan internationaliste du mouvement ouvrier international, en luttant d'abord contre les exploités français (1).

Dans une telle voie nous ne sommes nullement les obligés, les « entretenus » du syndicalisme américain. Si l'arrosage de la presse ouvrière par le fric patronal, arrosage non gratuit, nous fiche dans une piètre posture, le fric syndical américain (à la condition de ne pas le gaspiller) ne nous cause aucune gêne, car nous sommes les combattants d'une même cause.

C'est le rôle des syndicalistes de faire que ce soit cela la C.I.S.L. C'est cette internationale qui par sa lutte pourra « infléchir la politique américaine », « influencer ce que fait Washington » non pas seulement en « engueulant » la politique américaine, mais en lui opposant la lutte réelle pour la défense des libertés.

Une telle lutte sonnera le rassemblement de tous les amis de la liberté. Une telle lutte frappera à mort les partis staliniens occidentaux, cinquièmes colonnes du parti russe.

Une telle lutte rejoindra les luttes ouvrières d'Allemagne orientale, les luttes ouvrières tchèques, espagnoles, argentines, coloniales.

Une telle lutte apportera l'espoir aux esclaves russes et ranimera chez eux la conscience de classe, les dressant contre leurs terribles exploités.

Si le monde doit s'unifier, c'est une telle lutte commencée dès maintenant qui empêchera l'Etat mondial de sombrer dans la barbarie et qui sera le gage de victoires futures de l'Internationale ouvrière vers la constitution d'Etats Unis Socialistes du monde.

Partant de la nécessité de défendre les « libertés relatives » du bloc américain, face au manque total de liberté de l'enfer soviétique, nous ne nous inscrivons pas plus dans le parti américain que dans le parti russe, nous œuvrons pour la construction du parti internationaliste.

(1) Les travailleurs tunisiens ont su créer avec l'U.G.T.T. un mouvement ouvrier tunisien qui, se plaçant sur les principes de lutte des opprimés, s'est inscrit dans la C.I.S.L., comme une aile marchante de l'Internationale, bien qu'il n'y ait pas d'indépendance tunisienne.

De J. DELPY (Paris)

Permettez-moi de formuler mon opinion sur la divergence exprimée entre Monatte et Louzon.

Celle-ci, à mon sens, réside dans le fait que le premier raisonne en militant et veut toujours se placer sur le terrain traditionnel de la lutte engagée par la classe ouvrière ; alors que le second s'exprime en historien, soucieux de ne point ignorer l'évolution certaine du caractère des nationalités : leur centralisation (œuvre exclusivement bourgeoise dont le prolétariat risque d'être la provisoire victime) et de s'accommoder de cette relative réalité afin de s'essayer à la transformer selon ses vues.

Quoi d'irréversible, qu'il faille poser une sorte de question de confiance aux fidèles de la R.P. ; les moyens à employer diffèrent certes, encore ne s'opposent-ils pas, et les préoccupations restent, identiques, angoissantes.

Emancipation totale du prolétariat. Alors ?

Mon cher Monatte,

Absolument d'accord évidemment sur le texte de votre réponse à Louzon (à l'exception du paragraphe : « D'ailleurs si je partageais sa conception du parti américain... cette position naturelle ». Tout en se disant du parti américain, Louzon peut, me semble-t-il, être quand même pour Ho Chi-minh, pour la reconnaissance de Mao, contre Franco, etc. au nom de l'intérêt bien compris du parti américain). Mais cette réserve (mineure après tout) faite, tout à fait d'accord. En particulier l'expression : « Ses pieds cessent de toucher terre », me semble particulièrement heureuse.

Seulement... seulement permettez-moi encore une fois de vous dire : il y a trois ans que cet article aurait dû être écrit. Au lieu de faire savoir personnellement à Louzon votre position, il eût fallu alors l'indiquer dans la R.P. Je sais : votre santé laissait à désirer. Mais pourquoi les anti-Louzon d'aujourd'hui se sont-ils tus ? Les Bouët et sans doute bien d'autres camarades ne se seraient peut-être pas désabonnés. On ne parlerait pas de la R.P. comme d'une revue ayant opté pour le camp américain.

**

Si pénible que cela soit, il me semble indispensable parfois de personnaliser les débats. Louzon pense ceci, nous ne sommes pas d'accord pour telle, telle, telle raison. De toutes façons, n'a-t-il pas fallu en arriver là ?

Remarquez, je comprends Louzon, obnubilé par le souvenir de l'empire romain. Qui a raison de lui ou de nous ? Seule l'histoire le dira un jour, quand elle pourra juger de loin, en toute sérénité. Nous sommes les acteurs, humblement. Nous n'avons pas le recul suffisant pour dire si, présentement, il n'existe que deux forces : parti russe et parti américain. Ou s'il existe d'autres forces (mouvement ouvrier, émancipation des peuples coloniaux, etc.) capables de s'imposer et de changer les données du jeu.

Mais — et c'est ce que Louzon oublie — avant de se penser (rétrospectivement) en termes de fatalité, l'histoire se joue en termes de liberté. Or, nous laisserions « corrompre nos principes » en adoptant la position de Louzon. Si les historiens de l'avenir doivent écrire un jour : en 1953 deux forces s'affrontaient : parti russe et parti américain, ils pourraient bien ajouter : « S'il en était ainsi, c'est parce que les hommes qui avaient cru à l'émancipation ouvrière s'étaient mis à désespérer de leur idéal, avaient par scepticisme renoncé à la lutte ».

Vous avez indiqué comme raison d'espoir le 17 juin en Allemagne. J'ajouterais : *Et Tito en Yougoslavie* ? Ne m'avez-vous pas dit vous-même que jamais vous ne vous seriez attendu à sa révolte ? Elle aussi est — encore présentement — un sujet pour nous de réconfort. Et nous en aurons certainement d'autres (en France même, qui peut savoir ? En Russie, je n'en désespère point), à condition que nous sachions maintenir. C'est autour de la petite flamme que nous entretenons que pourront peut-être se rallier un jour ceux qui, écœurés par la nouvelle Compagnie de Jésus, mais ne désespérant pas de la révolution, quitteront l'Eglise stalinienne. Humbert-Droz serait certainement de mon avis.

**

Pourquoi Louzon s'entête-t-il dans cette attitude paradoxale ? Au fond de lui-même, ne soutient-il pas le parti américain comme la corde soutient le pendu ? N'a-t-il pas salué comme nous tous les grévistes d'août ? N'est-il pas comme nous pour l'Amérique ouvrière contre l'Amérique du Pentagone et de Wall Street ? Pour la Russie ouvrière contre la dictature du Kremlin ? Ne pense-t-il pas au fond de lui-même que les deux castes techniques, l'américaine et la russe, sont peut-être moins ennemies l'une de l'autre que des classes ouvrières de chacun de leur pays ?

De plus en plus, il est de mode, de bon ton, d'être contre les Américains. C'est surtout en France que règne ce complexe d'averstion, de parti pris contre tout ce qui est d'origine américaine. J'ai passé quelques jours, ces dernières années, en Espagne, en Italie, en Suisse, en Allemagne ; je n'ai rien constaté de semblable : les critiques que l'on pouvait lire, voir ou entendre, n'avaient aucun caractère systématique de parti pris anti-américain.

Chez nous, le parti pris est porté à la hauteur d'un système, d'une philosophie, j'allais dire d'une civilisation. Depuis le savant, l'écrivain, l'homme d'Etat, l'économiste, jusqu'au chansonnier, jusqu'au manœuvre le plus léger, on est, on doit être, il faut être contre les Américains. Même ceux qui ont vécu, qui vivent grassement de la manne d'outre-océan n'oublent pas, après les remerciements officiels faits très haut, de lancer le coup de pied habituel et obligatoire : s'ils font ça, c'est que c'est leur intérêt. Il faut manger de l'américain comme on mange du boche. C'est un nouvel ennemi héréditaire, une façon de gens qui s'opposent à tout ce que nous voulons, qui symbolisent tout ce qui arrive de mal.

Faites cette expérience : demandez à un manœuvre d'américain pourquoi il en veut aux Américains. Vous aurez des réponses dans le genre de celles-ci : d'un cafetier : c'est à cause du plan Marshall que je vends de moins en moins de pots de beaujolais ; d'un paysan : ce sont les Américains qui font baisser le prix de mon beurre et de mon bétail ; d'un économiquement faible : ce sont les Américains qui sont cause que tout augmente ; d'un patron : ce sont les Américains qui, en accaparant les matières premières et les marchés, arrêtent la production... etc.

Faut-il relater les bobards lancés par les cocos qui à l'heure actuelle tiennent le haut du pavé et donnent le ton à l'opinion française à la faveur de la question du réarmement de l'Allemagne ! Ce sont les Américains qui veulent réarmer l'Allemagne, qui arment contre leur gré les nations d'Europe, qui entretiennent les désordres dans les démocraties populaires, qui ont provoqué le soulèvement des ouvriers fascistes de l'Ouest ; ce sont eux les agresseurs en Corée, en Asie, dans le Proche-Orient. Ils sont partout qui empêchent les travailleurs de se livrer aux travaux féconds de la paix, et les obligent dans la proportion de 76 %, en Russie, à consacrer leur activité à la fabrication d'armes de guerre. Tous ces mensonges font le régal d'une quantité impressionnante d'hommes et de femmes, incapables par ailleurs de penser par eux-mêmes.

« Les Français sont malades », m'écrivait, il y a quelque temps, notre camarade anglais Postgate. Mais non, ils ne sont pas malades, ils se portent même très bien. Ils sont — comme les Anglais d'ailleurs — dans l'état d'aveuglement qui, à toutes les époques, a caractérisé les civilisations en décadence. Le test qui mesure cette déchéance de la volonté collective est celui-ci : impossibilité absolue, non pas de trouver ou de connaître, mais d'adopter, dans n'importe quelle circonstance et pour n'importe quel problème la solution du bon sens, la solution qui va d'elle-même, la solution efficace.

Maintenant, on peut me dire que je suis à côté de la question qui est celle-ci : Parti américain ? non ! Parti internationaliste. Je refuse pour ma part de m'incliner devant cette alternative. Je sens très bien que dans le formidable courant anti-américain qui déferle sur le monde, il y a le mot d'ordre diabolique du parti de Moscou, il y a autre chose que les critiques même justifiées que l'on peut adresser aux Américains et à leurs dirigeants. Je ne marche pas. Le fait pour un syndicaliste révolutionnaire de travailler activement selon ses con-

ceptions politiques ou philosophiques au mouvement qui tend à dresser le monde occidental contre l'impérialisme de la dictature, du mensonge et du crime, du parti de Moscou ne peut gêner en aucune façon son activité spécifiquement prolétarienne.

Mais au fait, au début du siècle, n'avons-nous pas vécu des instants semblables ! A cette époque où naissait le syndicalisme comme force sociale de premier ordre, la République se trouvait menacée, la République bourgeoise et capitaliste ! Avec sa chute disparaissaient nos quelques libertés syndicales péniblement arrachées au régime par nos aînés, et en même temps toutes nos possibilités d'action révolutionnaires. Etions-nous gênés d'être du parti républicain ? Le gros des manifestants qui descendaient dans la rue pour sauver la République était surtout composé de compagnons syndiqués, d'anarchistes, de socialistes, côtoyant grands et petits bourgeois. Monatte en était, et comment !

N'est-ce pas la même chose aujourd'hui ? Pouvons-nous travailler à la réalisation de notre Internationale sans la liberté ? Peut-on respirer sans oxygène ? La Révolution suppose la revendication permanente de l'homme. Sans l'Amérique, tout ne serait pas perdu, certes ! mais je crois que sont aveugles ceux qui n'ont pas conscience du danger, qui ne réalisent pas ce que serait le monde s'il n'y avait pas l'Amérique.

J'approuve donc entièrement la position de Louzon.

De N. FAUCIER (Paris)

En ce qui me concerne, je ne suis pas fâché du nouveau pavé américain que Louzon vient de lancer dans la mare où nous nous agitions trop souvent stérilement. Il aura au moins le mérite de provoquer quelques remous et, par suite, des prises de positions dont je souhaite qu'elles aident à nous acheminer vers les solutions salutaires auxquelles nous aspirons tous.

Personnellement, ce qui dans son texte m'a tout d'abord fait tiquer, c'est cette phrase qu'il lance à l'adresse des camarades du « Courrier Syndical » : « Personne ne peut prétendre demeurer indépendant en étant entretenu. »

Certes, je suis d'accord avec Louzon pour penser que le fait de considérer Irving Brown comme un agent américain chargé de faire accepter la politique atlantique par la classe ouvrière de ce pays interdit à tout militant soucieux de sauvegarder l'indépendance du mouvement ouvrier d'admettre un concours financier à cette fin par son organisation syndicale.

Mais suis-je donc si naïf de persister à croire que les fonds dispensés à F.O. par Irving Brown, au nom de l'A.F.L., sont justement destinés à lutter pour la défense de l'indépendance du syndicalisme contre l'emprise stalinienne ou toute autre d'où qu'elle vienne ? qu'il s'agit pour la grande centrale américaine d'une action de solidarité ouvrière internationale afin de soutenir et renforcer le syndicalisme libre là où il est plus particulièrement menacé ?

S'il en est ainsi, je ne vois pas comment on peut en déduire que cette aide puisse conférer un droit de tutelle de la part de l'A.F.L. et aliéner ainsi la liberté de ceux qui en sont l'objet.

D'ailleurs, si j'en juge par leur comportement, nos camarades du « Courrier Syndical » ne se sentent nullement « entretenus » au sens où l'entend Louzon et semblent au contraire disposés à ne tolérer aucune pression de cet ordre. J'aurais aimé cependant, ainsi que d'autres sans doute, les voir lever toute hypothèque à cet égard en ripostant dès le numéro qui a suivi. Ne sentent-ils pas combien toute prolongation de leur silence contribue à semer le trouble et la suspicion ?

Quant au dilemme dans lequel Louzon voudrait nous enfermer : parti russe ou parti américain, il traduit une inquiétude, plus même, une défiance ou la capacité de réagir de la classe ouvrière internationale, en ce parti internationaliste que lui oppose Monatte.

Certes, sous ce rapport, rien n'incite à l'optimisme ; mais si, particulièrement en France et en Italie, toute agitation est canalisée par les staliniens, leur influence n'est-elle pas faite justement de notre passivité, de notre absence d'initiatives pour faire échec à leur démagogie criminelle et les démasquer en les mettant au pied du mur ?

Les raisons de l'opposition qui se manifeste à l'égard du parti américain ? Elles sont multiples. C'est d'abord le refus de servir une politique d'hégémonie, de terreur panique qui nous mène aux pires catastrophes.

C'est qu'il s'agit surtout — ainsi que Louzon nous le démontre dans chaque numéro de la R.P. — pour le parti américain de défendre des positions acquises, des intérêts qui n'ont rien commun avec la défense du monde libre dont on recouvre pudiquement ces agissements. Les Mac Carran, Mac Carthy et autres Mac Arthur sont là pour nous le rappeler.

Face à leur politique belliciste pleine de danger pour la sécurité mondiale, il importe de se souvenir qu'il existe enfin au sein de la classe ouvrière internationale des virtualités d'action qu'il conviendrait de ranimer en lui présentant des solutions valables pour régler pacifiquement et durablement les rapports entre les peuples.

Ce n'est pas dans une simple lettre qu'on peut aborder un tel problème, mais encore une fois, je souhaite que, du débat qui s'est ouvert, sortent des propositions susceptibles d'orienter notre action dans ce domaine plus efficacement que nous ne l'avons fait jusqu'à ce jour.

De J. DUPERRAY (Loire)

J'avais, me semble-t-il, plusieurs fois pour ma part, répondu à la question que pose l'« Entre Nous » de la R.P. A la R.P. il n'y a pas un malaise mais trois. A la R.P. il y a trois malaises mais pas de désaccord fondamental qui puisse menacer la vie de notre revue.

Premier malaise : L'ORGANISATION MEME DE LA REVUE et son manque de démocratie qui font que les « cuisiniers » prennent au petit bonheur leurs goûts ou critères pour ceux du prolétariat ou de la plupart des militants syndicalistes libres de l'époque. De cette façon des problèmes restent dans l'ombre, sont traités ou négligés attrapé-qui-peut. Ce n'est pas la faute des cuisiniers.

Pourquoi diable la R.P. elle-même ne serait-elle pas organisée comme le cercle Zimmerwald, par exemple ? Pourquoi ne serait-elle pas l'organe d'une ligue syndicaliste ? Pourquoi n'aurait-elle pas son édito mensuel, celui de la majorité du noyau, le reste de ses pages tribunes libres et un équilibre solide entre les diverses rubriques ?

Second malaise : la R.P. est une revue syndicaliste révolutionnaire. LE SYNDICALISME REVOLUTIONNAIRE, kekcekça ? Pas plus à la R.P. qu'ailleurs il n'est désormais de mode de chercher à le savoir et à l'exprimer.

Troisième malaise : LE DIALOGUE DES SOURDS EN POLITIQUE INTERNATIONALE. Je ne suis pas du parti américain. Je suis contre la peine de mort en général, et la peine de mort en particulier à propos de questions politiques. Louzon m'a fait sauter souvent avec son parti américain, ou son histoire des Rosenberg bien proprement exécutés SELON LA LOI ! quelle loi ? (1) Mais où Lou-

(1) Il ne faudrait tout de même pas exagérer dans la déformation de ce que j'écris. Je suis autant que quiconque contre la peine de mort en général, et

zon a-t-il fait autre chose que de situer avec précision, maladresse d'expression mise à part, la question qui se pose, une des questions qui se posent à une organisation syndicale internationale de la classe ouvrière et tenter pour son compte de définir la politique qu'elle devrait avoir ? N'est-il pas au contraire beaucoup plus difficile que certains devant la politique de la subvention américaine ? Quand il en pose la question à F.O. pourquoi ne répond-on pas avec précision côté F.O., côté « Amis de la Liberté » ? Mais quand il pose le problème du terrain stratégique essentiel où peut évoluer l'organisation ouvrière, est-ce rompre de quelque façon avec l'indépendance syndicale que de dire que ce terrain stratégique essentiel est celui du monde « libre » où prédominent actuellement — que nous le voulions ou non — les réactionnaires américains complices de Franco ? Contre eux, quel est le levier essentiel : le mouvement Zimmerwald ou le syndicalisme américain ? Contre le monde réactionnaire, en 1917-18, quel était le mouvement essentiel où l'on pouvait prendre appui sans sacrifier pour cela son indépendance : le groupe de « la paix par le droit » ou la révolution russe ? Etait-ce pour cela être du parti russe ?

Où Louzon a-t-il balayé la lutte de classes, le syndicalisme révolutionnaire et la révolution sociale ? Où a-t-il réduit au parti russe et au parti américain les grandes forces historiques, sinon sur le plan des conflits internationaux latents que l'internationalisme ouvrier contrairement au pacifisme bélant n'a pas le droit de considérer comme inexistantes, indécélables, ou comme de simples mirages ?

Toute la question est bien celle-ci : que nous voulions le connaître ou non, l'empire américain de la technique et du commerce existe déjà au point qu'il n'y a pas un ciné de quartier qui ne nous le flanque à la figure, comme un coup de poing, en technicolor. Dans cet empire, nous ne nous sentons de liens qu'avec les ouvriers américains, ceux du C.I.O., ceux de l'A.F.L. ou des I.W.W. Encore faut-il les établir, ces liens, encore faut-il commencer à leur dire à ces ouvriers que nous trouvons qu'ils ont, eux, souvent trop de liens béats avec leur empire, et c'est bien pour ces raisons que, pas plus que Louzon, nous ne pouvons trouver naturelle l'immense vogue réactionnaire américaine qui déferle sur l'Europe.

Suivons donc les conseils de Louzon, relisons ses articles et nous verrons s'il n'a pas dénoncé dix fois plutôt qu'une la politique américaine actuelle, comme n'importe quelle opposition ouvrière doit le faire dans n'importe quelle nation, comme n'importe quelle opposition internationale doit le faire dans n'importe quelle internationale plus ou moins O.N.U. ou S.D.N.

Non, nos chers camarades, ce n'est pas le moment de vous séparer sur de soi-disant divergences profondes.

C'est le moment de vous retrouver, d'élargir vos contacts à des mouvements similaires comme le Trait d'Union de Thersant, de reprendre le système des enquêtes à la base, de résorber les trois malaises bénins et de redresser haut notre beau drapeau rouge ou notre beau drapeau noir et noir du syndicalisme révolutionnaire afin qu'on le voie claquer aussi du dehors, sur la vieille chapelle R.P.

contre la peine de mort en matière politique, en particulier. Mais cela n'empêche point que dans l'affaire Rosenberg, tous ceux qui ont mené le train, et, parmi ceux qui l'ont suivi, tous les gens « bien » sont des gens qui approuvent pleinement la peine de mort, des gens qui ont violé, en France, sans vergogne, la loi de 48 abolissant la peine de mort en matière politique, ou qui sont les complices permanents des innombrables assassinats politiques perpétrés au delà du rideau de fer au nom de la loi, et que, dans ces conditions, j'avais bien le droit de chercher pourquoi toute cette « racaille » s'élevait contre l'exécution des seuls Rosenberg. — Qu'on veuille bien lire ce que j'écris, et qu'on n'y substitue point ce qui n'a rien à voir avec ma pensée. — R. L.

Le gérant : J.-P. FINIDORI



Impr. « Editions Polyglottes »
232, rue de Charenton, Paris-12^e

En vous adressant mon réabonnement par C.P. je me fais un devoir de répondre à votre enquête. Je vous adresse 1.000 francs parce que je trouve votre tarif dérisoire, mais il m'est désagréable de penser que d'autres qui en ont plus que moi le moyen continuent à payer la moitié de son prix pour une revue que j'estime irremplaçable, et qui ne s'en prive pas davantage, pour cela, de cigarettes, d'apéritifs ou de viande, ou de cinéma. Il faut que tout le monde paye le prix. Les plus pauvres rattrapent cela sur leurs quotidiens favoris et ce sera autant de gagné. Perdiez-vous un tiers d'abonnés que l'opération serait encore bénéficiaire. Il demeure toujours loisible de faire des exceptions pour ceux que l'on sait gênés, ou qui en font la demande.

J'aime votre revue, malgré son nom si gentiment désuet. Tout ce qui reste d'honnête, de pur, de la grande aventure du siècle semble s'être cristallisé autour d'elle, mais comment faire partager ce sentiment ? Le titre d'abord : pour tous ceux qui sont venus à la conscience politique depuis vingt ans, la « révolution prolétarienne » est une exclusivité russe. Ces deux mots n'éveillent nullement la résonance sentimentale et héroïque qu'ils eurent pour leurs aînés, alors qu'ils désignaient un espoir concret et non pas un souvenir déjà poussiéreux, pour ne pas dire un cadavre décomposé. Il n'y a pas plus de sagesse à se défigurer par un nom malheureusement déshonoré qu'à chanter la Marseillaise et les immortels principes après que la bourgeoisie les a prostitués pendant un siècle et demi. Après tout, les mots ne sont que le vêtement des idées et il leur faut, après avoir été usés, sortir de la vie pour entrer dans l'histoire. En s'y attachant, on risque soi-même de sortir de la vie. Quelques-uns de vos articles ont un air d'outre-tombe et semblent se complaire dans un climat irrévocablement disparu. Je veux parler des syndicaleries où l'on vitupère ou congratule des personnalités connues des seuls spécialistes, avec des allusions compréhensibles pour le demi-quarteron d'abonnés du Peuple. Le sympathisant éventuel, tombant sur ces discussions de famille, aurait l'impression d'être indiscret et refermerait la revue sans aller jusqu'aux chroniques de Louzon toujours si vivantes, ou aux articles de fond passionnants qui devraient vous attirer la clientèle de tous les esprits libres, même s'ils ne sont pas « révolutionnaires » et « prolétariens ».

Contrairement à ce que vous seriez peut-être tentés de penser, ces critiques ne s'adressent nullement à la ligne politique. J'approuve hautement les courageux articles que vous avez publiés sur le colonialisme. Il y a là, en outre, une information qu'on ne saurait trouver nulle part ailleurs.

A tort ou à raison, je vois un symptôme de repliement dans le peu de goût que vous manifestez pour les réunions. Il y a un mur de papier entre le « noyau » et ses abonnés. Le succès des conférences du Musée social aurait dû vous inciter à les poursuivre.

On peut regretter également, toujours dans un but prosélytique, votre attitude renfrognée à l'égard de tout ce qui fait le charme de l'existence, dans les moments de détente, la littérature, les arts, les spectacles, les idées, au point que Maurice Lime, pour y suppléer, a cru bon d'éditer une feuille parfumée de cambouis, où l'on revient, comme le chien de l'écriture, aux syndicaleries. Pas moyen d'y couper.

FAITES-NOUS DES ABONNÉS

Les cuisiniers-administrateurs de la R.P. attirent l'attention de tous ceux qui tiennent à la vie de la revue sur sa situation financière : elle n'est pas brillante.

Faut-il sacrifier certaines habitudes, comme le recommande le camarade Cadiou, pour assurer notre trésorerie ? Nous ne le pensons pas. C'est plutôt la « chasse » à l'abonné qu'il faudrait intensifier. Agrandir le cercle de nos amis, en les intéressant à la tribune de libre discussion que nous sommes, plutôt que le restreindre par des appels à l'héroïsme de quelques-uns, nous semble la meilleure garantie d'une vie normale.

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 24 OCTOBRE. — Elections en Irlande du Nord : succès conservateur.

MARDI 27. — Constitution de la **Fédération Générale des Fonctionnaires F.O.**

VENDREDI 30. — La France, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis invitent l'Italie et la Yougoslavie à une conférence sur Trieste.

LUNDI 2 NOVEMBRE. — Une violente contre-attaque du Vietminh oblige les troupes franco-vietnamiennes à se replier dans le secteur de Lai-Coc.

Elections à **Hambourg** : majorité de la liste antisocialiste.

VENDREDI 6. — Emeutes à Trieste : dix tués et nombreux blessés.

SAMEDI 7. — Nouvelles manifestations antibritanniques en Italie.

L'attorney général des U.S.A. accuse l'ex-président Truman d'avoir nommé Henry Dexter White, agent communiste, à la tête du Fonds monétaire international.

DIMANCHE 8. — Elections portugaises : victoire « totale » du parti de Salazar.

Elections aux Philippines : victoire de l'opposition nationaliste.

LUNDI 9. — Grève générale de l'Enseignement.

MARDI 10. — Les troupes anglo-américaines se réinstallent à Trieste.

Congrès de la **Fédération autonome de l'Education Nationale.**

JEUDI 12. — A l'O.N.U., plan de désarmement soumis par M. Jules Moch, délégué de la France.

MARDI 17. — Vigoureuse réponse de l'ex-président Truman aux accusations de l'attorney général des U.S.A.

MERCREDI 18. — 42 députés socialistes, hostiles au principe de l'armée européenne, démissionnent du **Mouvement pour les Etats-Unis d'Europe.**

JEUDI 19. — Constitution de la **Confédération des syndicats autonomes.**

SAMEDI 21. — Congrès de l'**Union des Syndicats C.G.T.** de la Seine.

DIMANCHE 22. — Arrestation de Frachon, à l'issue du congrès de l'**Union des Syndicats C.G.T.**

LUNDI 23. — On annonce, outre des raids de parachutistes en pays thaï, trois opérations françaises aux abords du delta tonkinois.

L'Italie accepte de participer à la conférence des Cinq sur Trieste.

Suppression des laissez-passer interzones en Allemagne, mais maintien des « autorisations de séjour » en zone orientale.

MERCREDI 25. — Note occidentale à l'**U.R.S.S.** pour la reprise des négociations sur le problème autrichien.

A l'**O.N.U.**, blâme de l'Etat d'Israël pour l'attaque du village arabe de Kebab.

En Autriche, à Innsbruck, manifestations italiennes à propos du Tyrol du Sud.

A l'**Assemblée Nationale**, un ordre du jour européen socialiste est repoussé par 325 voix (dont 100 communes) contre 247.

La Yougoslavie repousse la proposition d'une conférence sur Trieste.

JEUDI 26. — Ouverture à La Haye de la **Conférence des Six.**

Frachon est mis en liberté provisoire.

VENDREDI 27. — Acceptation par Moscou de la conférence des Quatre.

L'**Assemblée nationale** vote la confiance au gouvernement par 275 voix contre 244, à la suite du débat sur la Communauté et l'armée européennes.

D'où vient l'argent ?

SITUATION DU 27 OCTOBRE AU 27 NOVEMBRE 1953

RECETTES	
Abonnements ordinaires	40.910
Abonnements de soutien	19.200
	<hr/>
Souscription	60.110
Vente au numéro	2.580
Souscription Tunisiens	3.730
Divers	500
	<hr/>
	1.100
	<hr/>
	68.020
En caisse au 27 octobre	101.043
	<hr/>
	169.063

DEPENSES	
Impressions (numéro de novembre)	77.760
Papier, routage, expédition	19.074
Frais sur abonnements (recouvrements)	1.203
Téléphone	3.265
Frais généraux (timbres et divers)	1.650
Divers	500
	<hr/>
	103.452
En caisse :	
Chèques postaux	46.686
Espèces	18.925
	<hr/>
	65.611
	<hr/>
	169.063

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Sorin (Loire-Inférieure) 1000 ; Pons (Ain) 1000 ; Hubert (Charente) 1000 ; Di Luccio (Alger) 1500 ; Darmagna (Seine) 1000 ; Cadiou (Paris) 1000 ; A. V. Jacquot (Rhône) 2.000 ; Philippon (Cher) 1.200 ; Pujolle (Gironde) 1000 ; Martinus Nijhoff's (Pays-Bas) 2300 ; Dellerba (Alpes-Mmes) 1000 ; Max Eastman (U.S.A.) 4000 ; Sousbie (Paris) 1200. — Total : 19.200 francs.

LA SOUSCRIPTION

Roussel (Puy-de-Dôme) 100 ; Samson (Oise) 300 ; Centene (Paris) 500 ; Besse (Alpes-Mmes) 100 ; Chantesais (S.-et-O.) 500 ; Syndicat consommateurs et usagers services publics Nancy 100 ; Albenque (Alger) 300 ; Pezy (Loir-et-Cher) 100 ; Camaret (Hérault) 80 ; Costa (Rhône) 100 ; Liquière (Hérault) 100 ; Petit (Paris) 300. — Total 2.580 francs.

LA SOUSCRIPTION POUR LES TUNISIENS

Auriol (Haute-Garonne) 500 francs.

MOUVEMENT DES ABONNES

Situation au 27-10-53	1.296
Abonnements nouveaux	11
	<hr/>
Désabonnements et suppressions	1.307
	<hr/>
Situation au 27-11-53	1.280

LES ABONNEMENTS NOUVEAUX

Aisne 1 ; Cantal 1 ; Gard 1 ; Oise 1 ; Saône-et-Loire 1 ; Seine 2 ; Italie 1 ; Pays-Bas 1 ; Suisse 1 ; U.S.A. 1. — Total : 11.